



Ersin Özince

P.-D.G. de la plus grande banque privée turque, İş Bankası, Ersin Özince nous reçoit pour nous parler de la crise, de ses effets en Turquie et dans le monde et pour nous dire comment on pourra en sortir

(lire la suite page 22)

Egemen Bağış

L'homme qui ouvrira la porte de l'Europe à la Turquie répond aux questions de Mireille Sadège, notre rédactrice en chef

(lire la suite page 7)



Aujourd'hui **5**^{ème} année la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

12 TL - 5,90 euros

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le Journal francophone de la Turquie - numéro 50, Juin 2009



ALT Türkçe Yayında!

Ocak 2009'dan beri olduğu gibi...
Bu sayıda 8 sayfalık Türkçe ek, istemeyi unutmayınız.

L'aventure d'Aujourd'hui la Turquie : « De ses débuts timides à une place affirmée », avec ses 50 numéros, Aujourd'hui la Turquie est le numéro 1 de la presse francophone en Turquie.

Nous sommes en 2005, au mois de février, le 1er février pour être plus précis.

Il s'agissait du démarrage d'*Aujourd'hui la Turquie*. Et le 1er avril 2005, nous avons présenté le premier numéro à nos lecteurs. Actuellement, vous tenez entre les mains le 50^e numéro et nous sommes le 26 mai 2009. Cinquante mois se sont écoulés depuis le premier jour et au prix

d'une lutte acharnée, nous sommes parvenus à atteindre le cinquantième numéro, toujours dans le but de renforcer les relations franco-turques.

« Ça ne durera pas plus que quelques numéros » disaient certains... Nous voilà au numéro 50, avec 52 pages et, de plus, publié dans deux langues.

Publié à Moda, *Aujourd'hui la Turquie* est

lu à Paris, à Genève et à Bruxelles. Avec des abonnées d'Ankara à Montréal mais aussi à Alger et Bitlis...

L'unique publication axée sur les relations franco-turques, qui commente et analyse l'actualité mondiale sous l'angle de ces relations. En 50 numéros, nous avons traité plus de 2000 sujets différents.

Hüseyin Latif, Mireille Sadège, Haydar Çak-

mak, Kemal Belgin, Selda Atik, Mehmet S. Erol, Marine Deneufbourg, les chercheurs d'IRIS et İnci Kara écrivent ; et plus d'une dizaine de milliers de personnes les lisent en Turquie, en France, en Belgique et en Suisse. Alors parcourons ensemble, pas à pas, le chemin qui a débuté au premier printemps d'*Aujourd'hui la Turquie* :

(voir aussi la page 12)

AXA Assurances, leader en Turquie

AXA Assurances fait partie des marques renommées dans leur secteur et très bien implantées en Turquie. Nous avons rencontré sa directrice, Mme Işıl Akyol directrice générale adjointe, afin de parler du potentiel et des spécificités du secteur de l'assurance en Turquie mais également de la position d'AXA et de ses projets face à une concurrence essentiellement étrangère.

Quelles sont les spécificités du marché turc ? D'un point de vue socioculturel, quel regard la Turquie porte-t-elle sur le secteur de l'assurance et quels sont ses points positifs et ses points négatifs ?

Nous sommes optimistes concernant le secteur de l'assurance en Turquie. La très faible proportion d'assurés, le rapide développement démographique, la croissance de la Turquie qui est supérieure à celle des pays européens, tout cela promet un bel avenir au secteur de l'assurance. En effet, comme la proportion des primes d'assurance ne représente que 1,7 % du revenu national brut, on peut dire que le secteur de l'assurance va occuper une plus grande place.

En Turquie, le nombre d'assurés, en particulier chez les jeunes et chez les femmes, est très faible. Une étude réalisée par l'Union des sociétés d'assurances et de réassurance intitulée « Enquête sur le comportement et la réaction à l'assurance » montre que 65 % des assurés sont des hommes et que la proportion d'assurés chez les 16-24 ans n'est que de 15 %, ce qui est très faible. Ce qui est très étonnant, c'est que 90 % des sondés considèrent que l'assurance est un besoin prioritaire mais que seulement

25 % ont souscrit une assurance. Cela montre qu'en Turquie, l'intérêt et l'importance portés à l'assurance ne sont pas répandus et qu'en général, la société n'anticipant pas assez les dangers, on ne prend pas les mesures nécessaires.



Işıl Akyol

Quelle est la position d'AXA Assurances sur le marché turc ?

AXA Assurances – qui est présente dans neuf régions avec deux représentants régionaux et un bureau de direction en République turque de Chypre du Nord – accom-

pagne ses clients à travers tout le pays. AXA Assurances est considérée comme l'organisme le plus performant dans le secteur de l'assurance avec d'excellents résultats concernant les primes d'assurance-vie et les assurances courantes.

AXA Assurances a réussi à afficher une réussite exemplaire malgré une année 2008 très difficile. L'augmentation des primes d'environ 9 % dans l'assurance usuelle et une part de marché s'élevant à 12,1 % ont assuré à AXA Assurances la première place dans ce secteur. Si l'on compare le taux de la hausse des primes d'AXA avec celui du secteur – qui est de 6,2 % – nous constatons que ce chiffre est doublé chez AXA Assurances.

AXA Assurances – qui a réalisé un bénéfice net de 112,6 millions de TL en 2008 – a augmenté son profit de 124 % et l'excellente performance qu'a affichée AXA Assurances en 2008 a été couronnée par les récompenses du magazine *Capital* et du journal *Le Monde*. D'après le sondage effectué par le magazine *Capital* sur les « entreprises les plus prisées de Turquie », AXA a été reconnue comme étant la société la plus aimée dans son secteur en 2008.

(lire la suite page 26)

Prendre des notes pour l'histoire



Editorial
Hüseyin Latif

Pour publier un journal, il est nécessaire de réunir trois éléments essentiels : une réflexion, un idéal et un financement. C'est dans le cadre des relations franco-turques

établies il y a près de 500 ans par Soliman le Magnifique et François Ier, et en s'inspirant des conditions économiques et sociales actuelles, que nous réunissons tous ces points pour atteindre un objectif commun. Malgré les soutiens que reçoit le journal *Aujourd'hui la Turquie* et fort de ses cinquante mois de publication, il subit les entraves – directes ou plus sournoises – de quelques personnes et organismes.

Certains organismes économiques s'accordent – et ceci de manière très organisée – pour ne pas soutenir le journal et, d'ailleurs, des documents prouvent l'hostilité de leur démarche. C'est donc dans ces conditions et dans un contexte de crise économique – dont les effets se ressentent fortement en Turquie – qu'*Aujourd'hui la Turquie* fête son 50^e numéro avec ce numéro de 52 pages du mois de juin que vous tenez en main.

(lire la suite page 12)

L'aventure d'Aujourd'hui la Turquie :

« De ses débuts timides à une place affirmée », avec ses 50 numéros, Aujourd'hui la Turquie est le numéro 1 de la presse francophone en Turquie.

Lettre ouverte à l'équipe de rédaction d'Aujourd'hui la Turquie



A vous observer depuis les débuts de votre aventure je suis bien certain qu'au fond de vous même, malgré toutes les difficultés rencontrées vous bénissez votre métier. La sortie de ce cinquantième numéro doit vous procurer du plaisir. Car ce métier est sensuel. Voir sortir des rotatives la chair tiède du papier, avec l'encre grasse et leurs gros titres. Les articles que vous venez d'écrire, constitue une réelle volupté.

Le journalisme est une rage délicate. Le pratiquer est goûter à l'amour dans sa violence et sa tendresse. Il atteint son paroxysme quand deux ou trois amis comme vous, s'aventurent à créer un nouveau titre. Il y a un peu moins de cinq ans vous avez été de ces aventuriers, avec un rêve, un idéal.

Métier merveilleux! il suffit d'un bureau, d'un téléphone, d'un simple ordinateur pour créer ces feuilles qui iront aux vents des deux continents, au cœur des hommes. Le reste n'est qu'une question de foi et d'aptitude. Votre presse est artisanale, méprisante du profit, qui donne souvent la parole aux sans voix. Les réalistes prétendent qu'elle participe du rêve et de la mégalomanie et qu'elle n'a pas de lendemain, que vous serez remplacé par d'autres, forcément meilleurs que vous. Mais on ne fait rien sans rêve.

Membre de votre comité éditorial, lorsque je reçois votre journal, je vais évidemment et en priorité aux signatures des amis et connaissances. Que dit-il? Que dit-elle? Et sous le commentaire, le billet ou le reportage, je revois parfois la manière caractéristique de poser la question de tel, le sourire un brin narquois de l'autre, les hantises de tel autre. Il m'arrive de me mettre à votre place, il aurait dû dire ceci, il aurait dû écrire cela autrement... Il s'agit toujours d'une sorte de censure amicale... et de penser toujours que c'est un sacré métier que le votre!

C'est une passion qui balance entre l'intelligence et la sensibilité, entre ce qui est donné, ce qui est là, ce qui est patent et ce qu'il faut imaginer. C'est la vie, c'est à dire le fait puis le rêve...

Le rêve, votre rêve celui de vouloir rapprocher deux peuples et deux cultures, rapprocher la France de la Turquie, rapprocher la Turquie de la France par amour des deux.

Il y a encore tellement d'incompréhensions, de préjugés, de clichés, d'idées fausses...

Autant dire chers amis que vous n'avez pas fini d'écrire. Alors...

Yann de Lansalut

Je me suis perdu dans mes pensées alors que j'étais en train d'écouter Hemera Quartet dans la salle de concert de Notre Dame de Sion.

Les mouvements des cheveux noirs de la violoncelliste, l'expression de son visage, sa posture, tous ses gestes m'ont emporté dans les profondeurs de la musique.

À ce moment, j'étais comme en train de contempler deux navires qui traversaient le Bosphore... Ou peut-être étais-je allongé sur une chaise longue tenant un livre en main, sur la côte de Bodrum, ou peut-être étais-je en train de rêver en regardant la mer parmi les jolies filles qui dormaient sur le sable, peut-être, sur le pont du bateau qui m'emmenait à Kadıköy, admirais-je le palais de Topkapı, Sainte-Sophie ou la Mosquée Bleue, ou, je ne sais pas... peut-être essayais-je d'apercevoir par les hublots de l'avion qui atterrissait à Paris, les ouvriers en train de peindre la Tour Eiffel. Ou encore, étais-je en train de me promener dans les allées poudreuses du Jardin du Luxembourg.

Mais le quatuor qui était sur scène m'a emmené loin du temps et de l'endroit où je me trouvais. Où cela? À Moda. Nous sommes en 2005, au mois de février, le 1er février pour être plus précis. Il s'agissait du démarrage d'Aujourd'hui la Turquie. Et le 1er avril 2005, nous avons présenté le premier numéro à nos lecteurs. Actuellement, vous tenez entre les mains le 50e numéro et nous sommes le 26 mai 2009. Cinquante mois se sont écoulés depuis le premier jour et au prix d'une lutte acharnée, nous sommes parvenus à atteindre le cinquantième numéro, toujours dans le but de renforcer les relations franco-turques.

Alors parcourons ensemble, pas à pas, le chemin qui a débuté au premier printemps d'Aujourd'hui la Turquie :

Certains s'inspireront peut-être un jour de l'histoire d'Aujourd'hui la Turquie pour écrire un roman. J'attire votre attention sur le terme utilisé qui est « roman » et non « nouvelle » ; un roman politique et historique, un roman qui essaie de modifier la balance des pouvoirs dans l'arène internationale. Tous les sujets y sont traités : la démonstration de la force diplomatique, l'amour, l'art et la culture, la gastronomie, l'histoire, les médias... Pour faire court, c'est la vie qui serait contée dans ce roman très influent. Je regarde mon roman par les deux couloirs longs et étroits. Alors que je me trouve à une table au fond de Fauna et suis en train de savourer mon repas accompagné

d'un bon vin, j'essaie de ressentir la manière dont s'écoule la vie tout en prêtant attention aux expressions du visage des autres clients

et des passants. J'essaie ainsi de ressentir l'écoulement de la vie comme j'essaie de voir les passants à travers les vitres de Hacı Bekir de Kadıköy dans l'avenue de Muvakithane, ou encore à travers celles du Hacı Bekir d'İstiklal Caddesi alors que je me trouve assis à l'une des tables.

En d'autres termes, j'ai planifié et organisé ces cinq années d'édition en rêvant au monde dans les couloirs de Fauna et de Hacı Bekir et en contemplant la mer et Sainte-

Sophie depuis le « Jardin du thé » de Moda.

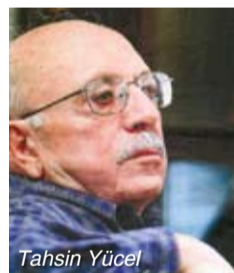
Comment?

Mes journaux, mes livres et mes pensées nous ont amené au 50^e numéro d'Aujourd'hui la Turquie.

Presque une centaine de personnes ont travaillé à la création de ces cinquante numéros. Durant cette période, nous avons travaillé avec quatre imprimeries et cinq graphistes différents. Depuis le début, des auteurs ont écrit continuellement pour le journal : à part Mireille Sadège et moi, des personnes comme Kemal Belgin, Haydar Çakmak, Eda Bozköylü, Selda Atik, Mehmet Seyfettin Erol ; les chercheurs de l'IRIS comme Barah Mikail et Barthélémy Courmont, mais également Olivier Buirette et Marine Deneufbourg.



Teoman



Tahsin Yücel

Lorsque nous avons enclenché la machine le 1er février 2005, Bilge Demirkazan se trouvait à mes côtés. Concrétiser le projet d'Aujourd'hui la Turquie sans connaissance de la langue française n'était pas une tâche aisée pour elle... À ce moment, Mireille Sadège est arrivée à notre secours.

Quelles personnes avons-nous rencontrées durant ces cinq dernières années? Nous souhaitons vous les rappeler. Venez, tournons les pages ensemble...

Dans le premier numéro du 1er avril 2005, nous avons donné place au très célèbre chanteur de rock Teoman, qui nous a accueillis en toute intimité dans son appartement à Nişantaşı. « J'ai déjà perdu la foi en l'homme.

Mais même si c'est pour une seule personne, je veux me raconter. » dit-il pour exprimer ses pensées. À cette époque, notre journal ne comptait que 8 pages et seules sept personnes figuraient dans « l'ours » du journal.

Dès le deuxième numéro, presque tout avait déjà changé. Les doigts magiques de Mireille Sadège et la curiosité et l'acharnement de Bilge Demirkazan avaient suffi à tout modifier. L'un des artistes les plus connus de Turquie, Haluk Bilginer, était notre invité principal. Notre journal aimerait vous expliquer la philosophie de nos collaborateurs par le biais d'Haluk Bilginer : « J'aime beaucoup mon métier. De toute façon, acteur n'est pas un métier que l'on peut exercer sans l'aimer et si vous aimez ce que vous faites, le temps n'est pas un problème. Il y a un proverbe que j'aime beaucoup : Si vous voulez que quelque chose soit fait, donnez-le à faire à quelqu'un qui n'a pas le temps, car si cette personne n'a pas de temps, c'est qu'elle travaille beaucoup et donc qu'elle a appris à travailler. »



Haluk Bilginer



Ferhan Şensoy

Au mois de mai 2005, le très célèbre journaliste sportif Kemal Belgin a rejoint notre équipe. Il avait beaucoup de choses à nous apprendre.

J'avais déjà établi la feuille de route de notre journal dans mon titre : « D'Istanbul à Montréal, l'aventure francophone ».

Tout à coup, l'ours avait pris une autre forme et nous sommes arrivés devant nos lecteurs avec une équipe de 19 personnes.

Nous avons commenté l'ambiance qui régnait en France le soir du 29 mai, en n'écrivant qu'un seul article dans le troisième numéro sorti en juin 2005. Et l'histoire a donné raison à cet article intitulé « L'homme seul est immortel » encore une fois vainqueur le 29 mai 2005 !

Mais ce soir du 29 mai, je revivais le 7 mai 1995 : « Le soir du 7 mai 1995, Jacques Chirac, son épouse Bernadette à ses côtés, saluait l'immense foule qui s'était amassée sous le balcon du bureau depuis lequel il suivait les résultats de l'élection présidentielle ; salut qui fut suivi pendant la nuit par un tour de Paris dans sa Citroën Cx que les années n'avaient pas atteinte. »

C'est avec ce numéro que mon ami Haydar Çakmak nous a rejoins dans cette aventure. Nos deux invités n'étaient autres que les deux grands intellectuels turcs Nedim Gürsel et Seyfettin Gürsel.

L'été de l'année 2005 s'était déjà installé.

Nous avons alors suivi la mode de la France et avons regroupé les numéros du mois de juillet et d'août pour partir en vacances. Dans le 4e numéro, l'artiste Ferhan Şensoy a égayé et fait réfléchir nos lecteurs. Le titre de la rédactrice en chef Mireille Sadège, débutait ainsi : Ferhan Şensoy : un maître de la scène. Le reportage réalisé par la talentueuse Bilge Demirkazan critiquait la jeunesse de la Turquie d'aujourd'hui : « La nouvelle génération n'a pas le goût de l'émotion qui se renouvelle chaque jour. Ils vous demandent : « Mais le théâtre, c'est quoi ? » Je les appelle « la jeunesse Internet de type F ». Ils veulent cliquer sur tout, chez eux, sans bouger. Et, si c'était possible, ils cliqueraient pour voir du théâtre. Un jour ils le voudront vraiment. Ils diront : « Mais pourquoi irais-je voir Ferhan Şensoy ? Je n'ai qu'à cliquer et une webcam l'enverra chez moi. » »

C'est dans ce numéro que Nicolas Sarkozy a fait, pour la première fois, l'objet d'un court article avec ce titre : « Quotas d'immigration en France ».

Notre bureau d'Ankara a vu le jour avec Haydar Çakmak qui, dans son article intitulé Une Europe de différence, commentait le rejet de la Constitution européenne : « Il apparaît aujourd'hui que le projet de Constitution de l'Union européenne n'a pas été préparé de manière à répondre aux attentes et à résoudre les problèmes des Européens. Ce n'est que le reflet des pensées nostalgiques et utopiques d'une élite européenne, donc de quelques politiciens et bureaucrates. »

Le service économie du bureau d'Ankara est également entré en activité avec ce numéro. Et l'article de Selda Atik commençait avec ce titre : Les politiques de stabilité économique en Turquie.

Lors du 5^e numéro du mois de septembre 2005, Fatih Altaylı, l'homme puissant et nerveux des médias turcs, était notre invité. Voyez comment cet artiste francophone voit la France : « La France ressemble à la Turquie. Pendant les périodes électorales, les politiques à court terme sont toujours préférées. Finalement, même les politiciens sont des êtres humains : d'une part ils veulent remporter des victoires et, d'autre part, ils sont influençables. Ils peuvent donc commettre des erreurs. De plus, la France souffre aussi de nombreux manques : par exemple, il n'y a pas de think tank travaillant correctement sur toute la France. Ceux qui existent sont sous contrôle politique. Comme en Turquie, l'État a la mainmise sur tout. »



İlber Ortaylı



Fatih Altaylı

Mais dans la troisième page de ce numéro, le deuxième homme le plus médiatique des think tanks (terme utilisé par Fatih Altaylı), Didier Billion exposait la situation politique en France aux lecteurs d'ALT par le biais d'un article qui commençait par les mots suivants : « Le Non français et le 3 octobre ».

Dans ce numéro, le plus célèbre historien de Turquie, assis dans son fauteuil du palais de Topkapı, a pris son luth turc en main et prononcé « Maaşallah ». Ce qui a donné comme gros titre : İlber Ortaylı, le dernier des Ottomans : Maaşallah...

Les mots du professeur Ortaylı – qui resteront gravés dans l'histoire – ont été retranscrits dans nos pages : « L'Empire ottoman s'est effondré en trois jours. D'autres empires peuvent s'effondrer aussi vite. Mais cela

devient plus difficile pour la suite. Ni les Turcs ni les Arabes n'étaient prêts à cet effondrement. Même les juifs ne l'étaient pas, bien qu'ils se soient installés de force dans cette région et c'est pour cela que le problème existe encore aujourd'hui. Les problèmes actuels résultent de cet effondrement. Je suis toutefois persuadé que la solution ne se fera pas trop attendre. »

Notre 6^e numéro a été publié en octobre 2005. Dans mon édito intitulé « Un peu d'histoire », j'évoquais l'aventure européenne de la Turquie. La personnalité la plus importante qui a pris place dans ce numéro n'est autre que le doyen des médias turcs, Cüneyt Arcayürek. Cet homme nerveux, qui déteste se montrer au devant des médias sauf pour présenter ses livres ou ses écrits, est très connu pour « La lettre de Johnson » en 1966. Malgré mon jeune âge, je n'ai pu oublier ce gros titre apparu à la première page du journal Hürriyet. C'est comme si la première page de ce journal apparaissait devant mes yeux dans le tunnel du temps. L'excellent correspondant de

Washington commente l'histoire de la Turquie et la politique de démocratisation suite à la question de Mireille Sadège qui était : « Vous connaissez très bien la politique en Turquie. Comment sommes-nous passés de la situation des années 1950 à celle d'aujourd'hui ? », en répondant : « L'instauration de la démocratie n'est pas si facile. C'est une question de culture, d'éducation. Pendant des siècles, les Turcs avaient à leur tête un homme aux pleins pouvoirs. Puis est arrivé Mustafa Kemal, un des personnages les plus importants du siècle dernier, qui a aboli ce pouvoir monarchique pour fonder une république. Il a essayé par deux fois d'installer la démocratie, sans y arriver. Finalement, la Turquie s'est vue forcée de passer à un régime démocratique pour pouvoir faire partie de l'ONU. Puis ce fut İnönü, qui était au pouvoir lors du passage au bipartisme. Le facteur religieux a commencé à se faire sentir en politique dans les années 1950 et certains prétendent aujourd'hui que même Atatürk souhaitait qu'il existe des formations pour les imams. Évidemment, il voulait... fonder cinq ou dix centres de formation pour imams, comme cela, ils auraient été bien formés. Être européen n'est pas si facile, instaurer la démocratie non plus. »

Quant à la réponse à la question de Mireille Sadège : « L'armée turque a une spécificité : elle se fait le porte-parole de la laïcité et de la démocratie. Comment expliquez-vous cette situation ? », il nous répond avec ces mots : « L'armée a toujours eu une place importante en Turquie. Les janissaires, l'armée ottomane se révoltaient et faisaient tomber les sultans. Aujourd'hui encore, elle est capable de coups d'État. L'armée d'Atatürk est évidem-



Ender Arat

ment une armée républicaine et laïque, c'est ce qui est le plus logique. Quel parti présent au gouvernement pourrait se dresser contre la laïcité ? Ils prétendent donc la défendre. Et puis, si vous ne le faites pas, les Européens vous étiquetteront comme « fanatique religieux » et vous mettront à la porte. D'un autre côté, ils ne peuvent critiquer Atatürk. Même si le peuple turc se mettait à ne plus croire en lui, il a été accepté par le monde entier. Atatürk et la laïcité sont deux piliers indestructibles. »

Une annonce du service publicité qui se trouve dans la page d'à côté, attire mon attention.

Quand le rêve devient réalité

Vous avez un rêve, vous le détaillez minutieusement dans votre esprit puis il devient enfin un projet, qui se concrétise pas à pas. Votre rêve devient enfin réalité. Au départ, Aujourd'hui la Turquie aussi était un rêve. Le rêve de Hüseyin Latif...

Et moi, j'ai fait partie de l'équipe, de cette équipe qui avait pour but de réaliser ce rêve et nous avons commencé cette aventure ensemble. La raison pour laquelle j'écris cet article, moi qui ai mis la main à la pâte, c'est de partager mes sentiments concernant le journal avec vous, nos chers lecteurs.

Partant de rien pour créer ce journal que vous tenez dans vos mains, si je vous disais que je considérais ce journal comme un enfant, serais-je trop romantique ? Je ne sais pas.

Mais lorsque vous regardez tout le processus et qu'en plus vous faites partie de ceux qui ont contribué à la réalisation du rêve, croyez bien que je n'exagère pas en employant cette image.

Ne pensez surtout pas que vous ferez fortune avec un journal si vous n'êtes pas vous-même à la base un homme d'affaires possédant un certain « capital ». Pourtant, face à ce constat, l'enthousiasme de Hüseyin Latif ne s'est pas éteint. En effet, est-il absolument nécessaire d'être riches pour devenir parents ? Et avec quels instruments sommes-nous capables de mesurer la joie que nous procurera cet enfant qui apportera beaucoup au monde et à son entourage par le biais de son existence, par le biais de son développement personnel et par son propre mérite ? De ce fait, au mois de janvier 2005, nous nous sommes lancés dans le rêve de construire et de devenir un pont interculturel.

En ces temps où l'information tient une grande place, Aujourd'hui la Turquie a pour mission d'inviter les gens à découvrir l'harmonie qui se crée lorsque l'on s'ouvre aux autres, lorsque l'on échange des idées ou des informations, lorsque l'on veut connaître l'autre et quand on accepte les différences. D'ailleurs, c'est ce qu'il a fait.

L'enfant est né, à quatre pattes d'abord, puis a commencé à marcher. Il a appris à parler, a posé des questions. Il a reçu des réponses, a répondu aux questions. En d'autres termes, il a mûri. Bien sûr, il continue à se développer, mais maintenant, c'est un adulte.

Son espoir de pouvoir continuer à vivre et d'avoir toujours sa place au sein du monde est toujours vivant.

lustraient deux visions opposées... Ceux qui m'écoutaient doutaient. Ils se demandaient quelle était la vraie Turquie. C'est pour ces raisons que j'ai décidé de fonder le journal *Aujourd'hui la Turquie*. Même si cela ne plaît pas à certains, ce que nous montrons c'est la vraie Turquie... Elle a un visage moderne et réfléchi. *Aujourd'hui la Turquie* est le reflet de ce visage moderne et européen. Nous sommes pro-Atatürk, donc toujours pour le progrès et aussi pour la paix. Nous cherchons à dire la vérité. Même ceux qui ne sont pas d'accord nous lisent. Plus de 10 000 personnes nous lisent chaque mois.



Il n'y a aucun doute sur le fait qu'aujourd'hui l'équilibre politique a fait de la Turquie un acteur majeur sur la scène internationale et qu'elle suscite de plus en plus l'intérêt. Il est stratégiquement important de faire parvenir ces informations à ceux qui le souhaitent et à ceux qui veulent comprendre ce récent intérêt et il est impossible de fermer les yeux sur cette demande d'informations. Aujourd'hui la Turquie s'est donné pour mission de répondre à cette sollicitation. Toutes les personnes qui souhaitent suivre les actualités publiées en français ou les personnes qui ont pour langue maternelle le français devraient pouvoir accéder au journal *Aujourd'hui la Turquie*.

Depuis quatre ans, *Aujourd'hui la Turquie* – qui traite de nombreux points tels que les nouvelles d'Europe et de Turquie, qui présente des opinions différentes, des dialogues captivants, des activités culturelles et artistiques, des analyses économiques, politiques ou sociologiques d'experts – est un journal qui se prépare avec beaucoup de sacrifices et d'enthousiasme afin de parvenir à tous les curieux. Et en ce moment, vous avez entre les mains le cinquantième numéro.

Comme tout travail, le travail réalisé par ceux qui ont contribué au journal et qui lui portent une affection est très important. Mais avant toute chose, il est indispensable de saluer les efforts accomplis pour effectuer ce travail qui demande de grandes responsabilités, malgré toutes les difficultés.

J'espère que ce beau journal touchera plus de lecteurs et pourra prendre la forme d'un quotidien et non plus d'un mensuel. Et que dans l'avenir, nous ne nous poserons plus la question de savoir si « demain, il sera toujours là ». Car les personnes qui savent l'importance et la valeur de l'existence d'*Aujourd'hui la Turquie* seront toujours à ses côtés.

L'aventure continue.

Très bonne lecture à tous.

Bilge Demirkazan

« Pour vos insertions publicitaires et demandes d'abonnement : contactez-nous au 0 216 550 22 50 ».

Janvier 2006 nous avons changé le papier de notre journal. Et depuis c'est toujours le même.

Toujours dans ce numéro, j'ai essayé de répondre à la question de Bilge Demirkazan : « Pourquoi un journal francophone en Turquie ? », par ces termes : « J'avais toujours des difficultés à parler de la vraie image de la Turquie quand j'étais à Dijon ou à Paris. Alors que les journaux français diffusaient une certaine vision de la Turquie, mes semblables et moi-même voulions faire connaître autre chose. La confrontation entre ce que je racontais d'une part, et ce que reflétaient les journaux et les autres médias d'autre part, il-

Mes collègues du comité de rédaction et moi-même, travaillons d'arrache-pied jour et nuit pour atteindre les 100 000 lecteurs. Et je suis sûr que nous y parviendrons. Je suis très chanceux car l'équipe avec laquelle je travaille est constituée de gens vraiment extraordinaires. »

Toujours dans ce numéro, nos lecteurs ont eu la possibilité de connaître S.E. Ender Arat après avoir lu ces lignes : « Le 29 novembre 2005, le Sénat, en collaboration avec Ubi-france, a servi de cadre à des rencontres très privilégiées. Des intervenants et des interventions de qualité ont permis de démontrer que la Turquie est un pays dans lequel il reste beaucoup à faire sur le plan économique. »

Dans le numéro du mois de mars 2006, le nouveau livre de Hasan Latif qui parle d'une

nouvelle forme de gestion des situations de chaos, a été présenté aux lecteurs, La gestion fractale : « Un fait parfaitement anodin, que vous n'auriez jamais pu prévoir, peut radicalement changer la face des choses. Il est établi que la nature aussi est née d'un contexte chaotique et la situation dans les entreprises ne diffère guère ». Pour Hasan Latif, maître de conférences à l'université Sakarya : « Chaque dirigeant doit absolument savoir tirer profit des théories du chaos ».

Au cours du 9e numéro, en mai 2006, nous avons été reçus par le président Süleyman Demirel. Dans ce numéro, nous avons discuté avec cet homme d'État, très proche de Jacques Chirac, des relations franco-turques et de la politique extérieure de la Turquie.

Cinquante numéros déjà !



... On se souvient des premiers numéros du journal : nous avions acheté un exemplaire à la sortie de Tünel à Istanbul, dans un kiosque spécialisé dans la diffusion des journaux... étrangers.

Nous étions surpris et heureux de découvrir enfin un journal publié en français qui développait divers sujets sur la Turquie d'aujourd'hui.

Et, à chacun de nos passages à Istanbul - très nombreux depuis une dizaine d'années - nous achetons « Aujourd'hui la Turquie » à ce kiosque, sorte de pèlerinage et de fidélité à notre amour pour la Turquie et à la presse écrite.

En cinquante numéros, nous avons constaté que le mensuel a pris de l'épaisseur et permet aux lecteurs francophones de découvrir encore plus les richesses de la Turquie et aussi l'actualité française.

Cela permet de rapprocher les Turcs francophones et les Français, Belges, Suisses ou Canadiens qui veulent se documenter sur la Turquie du XXIe siècle.

Nous avons eu la chance de collaborer à plusieurs reprises à « Aujourd'hui la Turquie » par nos photos. Une collaboration que nous espérons poursuivre.

Pour nous, il n'y a pas de frontières et lorsque nous sommes à Istanbul, à Ankara, à Bodrum, en Cappadoce, ou à Diyarbakir, nous nous sentons chez nous.

Un cinquantième numéro qui correspond au début de la saison de la Turquie en France.

Et vive... le 51^e numéro !

Thérèse et Gérard Valck

Quand nous étions en train de parler des problèmes de l'UE, j'ai demandé à cet homme d'État expérimenté : « Est-il question d'un éclatement ? » Sa réponse a été très explicite : « L'Union européenne est une grande réussite. À mon avis, les peuples européens en ont vu les bienfaits. Aujourd'hui un Allemand ne vit pas dans la crainte des Français qui, eux-mêmes, ne vivent pas en craignant les Hollandais, les Belges ou les Allemands. Le plus grand bienfait pour l'Europe, c'est la paix et la sécurité. Je ne pense pas que l'Europe détruise une chose aussi importante. À mon



avis, il n'y a aucune inquiétude à avoir quant à une dislocation de l'Union européenne. »

Au cours du mois de juillet 2006, nous vivions le bonheur de savourer les glaces. Il n'existe pas de touriste qui ne soit pas allé goûter les glaces du maître Ali Usta à Moda, après une visite d'Istanbul. Et la façon de manger sa glace d'un jeune étudiant polonais venu par le biais du programme Erasmus à Istanbul, sous le regard d'Ali Usta, a égayé notre première page.

Toujours dans ce numéro, Ender Arat a abordé la question du choix énergétique : « La Turquie a pris la décision de se doter d'une production nucléaire d'électricité ». S.E. Ender Arat précise sur le sujet du nucléaire : « La Turquie pense à l'énergie nucléaire pour diversifier sa production d'énergie car elle risque d'avoir vite besoin de nouvelles sources d'énergie. Les énergies éolienne et solaire n'ont pas la capacité de satisfaire les besoins du pays. En France, 78 % de l'électricité est d'origine nucléaire et de nouveaux projets de centrales nucléaires sont à l'étude ou en cours de réalisation. L'Allemagne et la

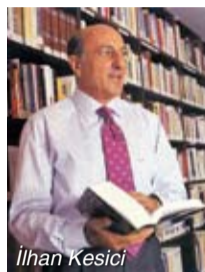
France construisent actuellement la cinquième centrale nucléaire de Finlande, pays prospère connu pour son attachement aux questions d'environnement. De même, la construction d'une centrale nucléaire a aussi été acceptée en Suède. Dans le monde, 441 centrales nucléaires sont en service, mais il n'y en a aucune en Turquie. En Chine, 50 centrales sont en cours de réalisation. L'Italie, après avoir interdit la construction de centrales nucléaires, s'apprête à revenir sur sa décision. La Turquie a pris la décision de se doter d'une production nucléaire d'électricité et les études de faisabilité commenceront en 2007. Le site est retenu, ce sera Sinop, et il y aura un ou trois réacteurs. Depuis longtemps, la Turquie possédait un centre de recherche nucléaire et du personnel qualifié, elle va désormais entrer dans la phase industrielle. Le gouvernement prévoit de confier les chantiers de construction au secteur privé. »

Au mois de septembre 2006, nous avons fait un petit détour par le très joli hôtel Armada. Kasim Zoto « a su réunir le confort d'aujourd'hui et l'atmosphère du passé dans le décor aussi bien intérieur qu'extérieur de son hôtel... »



Kasim Zoto explique la différence de son établissement avec les autres par ces mots : « À la différence des autres hôtels, l'hôtel Armada possède une identité à la fois moderne et traditionnelle. Comment cela a-t-il été possible ? Nous nous sommes demandé quelle serait la vie de l'Ottoman s'il vivait aujourd'hui, comment il aborderait le monde moderne. Nous avons formulé cela selon notre point de vue actuel [...] »

Toujours dans ce numéro, Aykut Küçükkaya, qui a obtenu le prix du journaliste de l'année, demande : « L'avantage de Paris concernant l'attribution du marché nucléaire serait-il la question arménienne ? ».



L'autre invité de ce numéro du mois de septembre 2006 était İlhan Kesici qui nous a parlé de « L'impasse dans la structure politique de la Turquie et ses rêves d'UE ».

En octobre 2006, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a rédigé exclusivement pour notre journal, un article intitulé La politique européenne de la Turquie.

Toujours dans ce numéro, nous sommes allés à la rencontre de S.E. Hüseyin Avni Karslıoğlu. Sous le titre L'Asie centrale turcophone au centre des priorités turques, il dit : « Pour la première fois depuis des siècles, nous avons

l'avantage de ne pas être voisins de la Russie. »

Nous sommes au mois de janvier 2007 lorsque le 21e numéro paraît. Et nous avons visité l'école dont M. Yann de Lansalut est le directeur. Lorsque nous disons : « étudier à Notre Dame de Sion... », il nous répond : « Comme, il n'y a pas de neutralité dans l'éducation, la vie à Sion a ses règles, son style et son esprit. »

Dans ce numéro, le secrétaire général adjoint du CHP,

Onur Öymen - ambassadeur retraité - répondait aux questions de Mireille Sadège en disant : « Si le CHP arrive au pouvoir, nous exigerons une réponse honnête de l'UE, puis exprimait les points de vue de son parti : le problème est que, depuis 43 ans, nous sommes engagés dans des relations avec l'UE et que nous avons réorganisé la société turque et fait des réformes légales et administratives pour orienter la Turquie dans cette direction. Donc nous ne pouvons changer du jour au lendemain ni notre position, ni nos objectifs. Soit l'UE est fidèle à ses engagements et nous accomplissons nos obligations respectives, soit l'UE met fin à ce processus en disant : « Nous ne sommes pas prêts à accepter la Turquie ». On ne peut pas nous dire de poursuivre nos efforts, de faire des concessions, d'aller même au-delà de l'acquis communautaire, sans une promesse d'adhésion à la fin du processus. Si les membres de l'Union décident autrement que les pères fondateurs de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale, il serait bien de le dire aujourd'hui. On ne peut pas laisser traîner les choses pour, en fin de compte, faire une mauvaise surprise à la Turquie. Alors, si nous arrivons au pouvoir, nous exigerons une réponse honnête. »

C'est aussi au début de l'année 2007 que le premier supplément économique ALT-économie sortait avec le numéro 21.

Dans le numéro 22, malheureusement, une triste nouvelle figurait dans nos colonnes : le très célèbre homme d'État et écrivain İsmail Cem, décédait et, après avoir traduit un de ses poèmes écrits lorsqu'il était à New York en 1995, nous l'avons publié pour la première fois.

L'Adieu

À une date bien lointaine,
Lorsque je serai très vieux,
Je partirai sans faire de bruit
Sans me faire voir des autres
Et sans déranger personne.

Sur ma table :

Le travail qui reste d'hier,
Des écrits qui ont abouti,
Des livres qui attendent d'être lus
Et quelques souvenirs et espoirs.

Tirer sur la queue des éléphants,
Franchir les montagnes, telle était ma mission.
Les jours sont finis, les éléphants sont toujours là.

J'ai fait de mon mieux...

Vous vous occuperez du reste.

Ma vie n'était pas inutile.

Elle pouvait être plus remplie, mais

Je me dois de dire « C'est déjà ça... »

Voilà, chers amis,

Comment je devrais faire mes Adieux.

İsmail Cem, New York, 1995

Traduction de Müge Gürs



Dans le 24e numéro du mois d'avril 2007, nous avons discuté avec Tahsin Yücel et le titre de l'article était : Tahsin Yücel, un orfèvre du juste mot ».

Au mois de juin 2007, le directeur de la publication d'Aujourd'hui la Turquie a salué l'élection du nouveau président français, Nicolas Sarkozy, avec le titre suivant : Le nouveau président français et les futures relations franco-turques.

Dans ce même numéro, le sociologue Prof. Dr Emre Kongar répondait à la question : « Comment interpréter le fait qu'on fasse à nouveau référence à Atatürk de nos jours ? » dans un article intitulé Les fondements indissociables de la Turquie moderne : la République, la démocratie et la laïcité avec les mots



suyants : « C'est un personnage qui a assimilé la civilisation occidentale, un politicien qui a su constituer un modèle inspiré de cette civilisation occidentale. C'est un homme d'État qui a travaillé pour fonder un régime laïc et démocratique au moyen de réformes forcées dans une nation agricole et religieuse à la veille de l'ère industrielle. Il s'agit également d'un commandant qui a remporté la Guerre d'indépendance. Les photos d'Atatürk incarnent deux symboles très forts : d'une part l'indépendance et de l'autre un État-nation moderne, laïc et démocratique. » Dans le 29^e numéro (septembre 2007), notre invité a été le consul d'Israël Mordehai Amihai et il a été le premier consul à visiter les locaux du journal. « La Turquie a un rôle très important à jouer dans le processus de paix au Moyen-Orient et elle est toujours prête à assumer des responsabilités. » dit-il, et il poursuit en répondant à la question : « Que pensez-vous de la situation économique et sociale de la communauté juive en Turquie ? Quelles sont vos attentes ? », par les phrases suivantes : « Les relations de la Turquie avec la communauté juive datent de longtemps. Les juifs, renvoyés en 1492 d'Es-



pagne vinrent ici à la suite de l'invitation des sultans ottomans et, depuis, ils ont vécu en harmonie avec le reste de la société turque. Ce rapprochement fut ensuite renforcé par l'accueil par la Turquie des juifs enfuis de l'Allemagne nazie. D'ailleurs, les diplomates turcs ont empêché la mort de nombreux juifs par leur sacrifice en France et à Rhodes. Depuis le premier jour où ils ont commencé à cohabiter, les juifs ne se sont pas sentis différents des Turcs et ils partagent avec eux les mêmes obligations dues à la vie en société. En ce qui concerne leur situation économique, on trouve, comme dans toutes les communautés, des sous-classes, une classe moyenne et une classe riche. Il n'y a pas de différence par rapport aux autres membres de la société turque. Les juifs sont des Turcs comme les autres et il n'y a aucune raison pour que la situation existante change. »

Pour le 30^e numéro, nous sommes allés à Lefkoşa pour y rencontrer le président de la République Turque de Chypre du Nord, Mehmet Ali Talat. J'ai retranscrit mon entrevue avec le président dans l'article intitulé : L'homme de l'ouverture de Chypre du Nord. Dans le 31^e numéro, au cours de l'entretien réalisé avec le célèbre écrivain Marc Levy, il répond à notre question : « À quoi ressemblent 24 heures de votre vie à Istanbul ? », par ces mots : « Elles ne ressemblent pas à ce que je voudrais qu'elle soient. Il y a tellement de choses à visiter ici, tellement de restaurants à découvrir, choses que je n'ai pas le

temps de faire. Mais d'un autre côté, chaque minute passée à Istanbul est pour moi l'occa-



sion de découvrir quelque chose de nouveau. De ce fait, je peux d'ores et déjà vous dire que je compte revenir très bientôt... »

Quant à l'invité du numéro de décembre 2007, il s'agissait de la Consule générale de France à Istanbul, Madame Christine Moro, qui nous avait rendu visite au mois de novembre. En 32 mois de publication de notre journal, c'est la première fois qu'un représentant de l'État français visitait nos bureaux. Notre équipe a accueilli comme il se doit madame Moro, qui est venue nous rendre visite en priorité, dès sa prise de fonctions à Istanbul. À la question « Qu'attendez-vous de notre journal ? », sa réponse a été : « Qu'il soit sérieux, ce qu'il est d'ailleurs » et elle a ajouté qu'elle ne manquerait pas de fournir à notre journal toutes informations utiles dans le cadre de sa fonction.

La première page du numéro de janvier 2008 a été consacrée aux relations franco-turques. Sous le titre France-Turquie : des relations en devenir, S.E. Bernard Emié disait : « Ces relations sont importantes et même stratégiques. Notre commerce bilatéral a triplé en quelques années et avoisine aujourd'hui les 10 milliards de dollars. On est aussi passé de 15 entreprises françaises présentes en Turquie en 1985 à quasiment 250 aujourd'hui. La France est le cinquième partenaire commercial de la Turquie et j'espère que nous allons encore progresser. Notre pays est le quatrième investisseur étranger en Turquie et les sociétés françaises emploient aujourd'hui près de 50 000 Turcs. Et, dernier point : beaucoup des biens produits ici par des entreprises françaises sont exportés à l'étranger et cela va même encore plus loin puisque les excellents cadres turcs employés par ces mêmes entreprises françaises s'exportent aussi pour



aller diriger des filiales dans des pays tiers. Aujourd'hui, ces relations ne demandent qu'à croître et à prospérer. Nous demandons que les entreprises françaises soient traitées équitablement, en fonction de la qualité et de la compétitivité de leurs offres. »

Ersin Özince, le directeur général de la plus grande banque de Turquie, Is Bankasi, avait ce numéro entre ses mains lorsque je lui ai demandé s'il était francophone ; il m'a alors répondu en souriant : « Moi non, mais à la maison, il y a quelqu'un qui le lit, c'est pour lui... »

Un autre nom

qui a figuré dans le 33^e numéro du journal fut le très célèbre fabricant de baklavas Nadir Güllüoğlu, c'est-à-dire le propriétaire du Karaköy Güllüoğlu Baklavacısı, qui met toujours l'eau à la bouche. Il est très sûr de lui au sujet des baklavas et les considère comme des œuvres d'art. « Un baklava n'est pas un baklava si on ne pétrit pas sa pâte avec amour. Je ne suis pas un chef cuisinier de desserts mais de baklavas, je mets mon cœur dans les baklavas. »

Le titre choisi pour l'invité du 34^e numéro, Osman Necmi Gürmen, fut : Un prince des lettres entre Istanbul et Paris. Voici encore un personnage intéressant, une personnalité qui pourrait être considérée comme le doyen du domaine de la littérature des relations franco-turques, ami de notre journal. Nous le présentons avec ces phrases : « Osman Necmi Gürmen est né à Istanbul, en 1927. Après avoir étudié au lycée Saint-Joseph d'Istanbul, il est parti pour la France où il a signé des œuvres littéraires plus réussies les unes que les autres. Pour citer la célèbre revue littéraire française Études « C'est un poète qui connaît le poids des mots, un romancier maître de la fiction et, en même temps, un philosophe ». Il est le petit-fils d'Osman Pacha, le reis du clan



Bucak de Siverek. »

Au mois de mars 2008, lorsque le directeur général de la banque Türkiye İş Bankası, Ersin Özince, nous a reçus dans son bureau au 37^e étage d'İş Kule et a répondu à nos questions, notre titre était déjà tout trouvé : İş Bankası : un établissement d'avant-garde portant le projet de la Turquie moderne.

Toujours dans le 35^e numéro, Erkan Oyal se demande : « Que se passe-t-il dans les médias en Turquie ? » et répond ainsi : « Un manque de qualité a actuellement pénétré les médias. Les journaux sont constitués de violence, de polémiques des chroniqueurs, de pages d'économie remplies d'informations sur les sociétés et de rumeurs ayant trait au football. »

Aujourd'hui la Turquie a publié dans ce numéro un supplément très spécial. Dans le supplément qui a été préparé pour les 125 ans de la fondation de l'Université des beaux-arts Mimar Sinan, le recteur Prof. Dr Rahmi Ak-sungur a été notre invité principal et a formulé ces mots : « Notre université n'est pas une université de campus, mais celle d'une ville et c'est sciemment que l'on installe de telles universités au cœur des villes, Atatürk l'a installée ici en connaissance de cause. » (...)

**Et la suite de l'aventure ?
Vous la lirez dans le 51^e numéro
d'Aujourd'hui la Turquie.**

Chapeau !



Il existe une expression utilisée par beaucoup de personnes... surtout chez les Français : « Chapeau ! », qui s'utilise pour montrer notre ébahissement ou notre admiration lorsque quelqu'un accomplit une tâche très difficile à réaliser.

Aujourd'hui la Turquie fait partie de ces choses difficiles à réaliser. Aujourd'hui, il est le seul journal français de Turquie malgré des conditions économiques très dures et ce grâce à l'énorme sacrifice de ses créateurs.

Dans un tout petit bureau situé dans le quartier de Moda à Kadıköy, la transposition méticuleuse et soignée des articles, écrits soit par des chercheurs, soit par des universitaires de renom, soit par des journalistes ou écrivains sur leurs ordinateurs mérite sincèrement de nombreux éloges. Ils travaillent en s'y donnant corps et âme et ne prêtent aucune attention aux heures qui défilent.

Les rôles principaux sont tenus par mon cher ami et frère Hüseyin Latif - directeur du journal - et par Mireille Sadège, mais ces derniers ne font en aucun cas ressentir leur position hiérarchique au sein du journal et travaillent comme s'ils étaient des employés, sérieux certes, mais simplement des employés.

Quant à moi, je fais partie de cette équipe en écrivant chaque mois un article pour la rubrique « sport » du journal. Quelquefois, je me rends au bureau pour écrire mes articles et d'autres fois, je les envoie par le biais d'Internet. Le processus étant bien rodé, tous les articles sont ensuite traduits en français - y compris les miens - pour les offrir à la lecture des francophones et des Turcs.

Comme je l'ai déjà dit, tout ce travail se réalise dans de dures circonstances. Combien de fois ont-ils dû faire la route jusqu'à Ankara ? Comme si cela ne suffisait pas, ils ont dû également prendre de nombreuses fois la direction de Paris. Mon cher ami Osman Korutürk, ambassadeur de Turquie à Paris, fait également tout son possible pour les soutenir.

Pour ma part, je suis journaliste depuis 41 ans, et, croyez-moi, je n'ai jamais été témoin dans ma carrière professionnelle d'une telle détermination pour continuer à faire paraître un journal dans des conditions si difficiles.

Nous en sommes aujourd'hui au cinquantième numéro... et « dans l'attente d'encre 50 autres numéros à venir » serait la phrase la plus correcte et la plus digne. Et personnellement, c'est

ce que je leur souhaite.

J'espère que l'unique journal français de Turquie reçoive enfin davantage d'appuis et le soutien qu'il mérite.

Kemal Belgin

François Beaufeist assure la relecture des articles d'Aujourd'hui la Turquie depuis le numéro 2. Correcteur de presse et d'édition, il est aussi passionné de jeux et a supervisé pendant des années les questions d'un célèbre jeu télévisé, avant d'en créer de nouveaux à son tour. Collaborateur du Groupe CV Mag depuis 1997, il complète utilement le travail des traducteurs et des auteurs de notre journal.



Processus d'adhésion de la Turquie à l'UE : le bilan après trois ans et demi de négociations

La délégation de la commission européenne en Turquie a la mission de mener à bien le processus de négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Présidée par Marc Pierini, c'est la plus importante des cent trente-cinq délégations envoyées par la Commission européenne. Et c'est d'ailleurs la délégation de la Commission en Turquie qui a en charge la gestion du plus grand programme financier dans le cadre du processus d'adhésion.

Depuis l'ouverture des négociations entre la Turquie et l'UE en octobre 2005, les missions de la délégation sont à la fois diverses et précises, comme nous l'explique son directeur M. Pierini : « Nous devons surveiller le développement de la Turquie en vue de l'acquis communautaire et en se référant aux critères de bonne gouvernance, dits critères de Copenhague ». La délégation de la Commission européenne agit dans l'intérêt des deux parties de la négociation que sont l'Union européenne et la Turquie. Son mandat a de surcroît été approuvé des deux côtés. « Notre fonction peut parfois apparaître intrusive étant donné que nous surveillons tout, du respect des droits de l'homme à la qualité de l'air, en passant par le contrôle civil sur les militaires », admet M. Pierini.

Outre ce travail d'observation, la délégation de la commission possède une mission d'action dans le cadre du processus de coopération pré-adhésion. « Il s'agit de préparer les institutions et les politiques de la Turquie bien avant l'adhésion », nous confie son directeur. Au final, un bilan annuel est rendu auprès de la Commission européenne sur les progrès effectués par le pays candidat. « Ce bilan annuel est important mais essentiellement symbolique. Nous émettons des avis et des rapports tout au long de l'année en réalité », avoue M. Pierini. Parallèlement, la délégation a des comptes à rendre aux citoyens européens qui la financent. « Il est important d'expliquer aux Européens comment nous conduisons le processus, quelles en seront les conséquences sur leur vie et comment nous utilisons leur argent par le biais de notre portefeuille

qui s'élève à 1,6 milliards d'euros », nous dit M. Pierini. « A l'inverse, la délégation se doit d'informer les Turcs sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment par l'envoi de journalistes turcs en Europe », ajoute-t-il. Evidemment, la délégation que dirige Marc Pierini n'est pas la seule à statuer sur le cas de la Turquie. Le pays lui-même agit pour promouvoir et organiser son adhésion, à l'image de la récente nomination par le gouvernement

turc d'un négociateur en chef avec l'Europe, M. Egemen Bağış. « Cette nomination est très positive pour la Turquie qui s'aligne désormais sur les autres pays qui ont récemment intégré l'Union », affirme M. Pierini. En effet, M. Bağış aura la lourde tâche de coordonner le dialogue entre l'Union européenne et la société civile turque, le gouvernement, les associations ainsi que les courants politiques. « L'intégration à une communauté de pays commence d'abord chez soi et c'est pour cela que la figure du médiateur est importante », souligne-t-il. En plus de cette médiation turque, le pays agit également de manière significative dans le cadre des propositions qu'elle peut effectuer auprès de l'Union européenne. À de nombreuses reprises, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a présenté des projets de plans d'action pour se rapprocher des acquis communautaires et pour ouvrir de nouveaux chapitres d'adhésion. Parmi ces projets, on trouve celui concernant la taxation qui vise à harmoniser la politique fiscale de la Turquie avec celle de l'Union, ainsi que celui relevant du domaine de la politique sociale qui se propose d'ouvrir la question des droits syndicaux et des droits de grèves. Alors que le chapitre qui concerne la taxation est susceptible d'être ouvert en juin, celui de la politique sociale pose encore quelques problèmes. Le gouvernement et les milieux économiques turcs ne parviennent effectivement pas à trou-

Ce qui a été entamé pour la Turquie ne peut pas être remis en cause par des discours individuels, puisque la règle de l'unanimité s'applique là-aussi.

ver un terrain d'entente. Cela nous amène à nous interroger sur le déroulement de l'ouverture d'un chapitre et sur le cheminement d'un projet de plan d'action. M. Pierini lève le voile sur la procédure : « Dès qu'un accord est trouvé sur un projet de loi visant l'ouverture d'un chapitre de négociation, la proposition arrive chez nous. De là, nous envoyons le projet à la commission de Bruxelles qui l'examine attentivement et qui transmet à son

tour le dossier aux Etats membres. Ces derniers formulent un projet de position de négociation auprès de la Turquie qui, elle aussi, formule son propre projet de position. Cette navette, qui prend environ douze semaines, se termine généralement sur l'ouverture d'un nouveau chapitre ». De cette manière, les négociations peuvent avancer sereinement. Néanmoins, toute adhésion se fait le plus souvent dans la difficulté, notamment à cause du principe du « gel » des chapitres. La Turquie ne déroge pas à la règle, bien au contraire.

« Aujourd'hui, huit chapitres sont encore gelés et presque tous sont liés à la question chypriote », explique le directeur de la délégation européenne en Turquie. Résoudre le conflit à Chypre semble donc vital pour la poursuite des négociations d'adhésion entre l'Union européenne et la Turquie. « La délégation de la commission encourage le dialogue entre les deux parties chypriotes. Mais il faut savoir que nous ne pouvons en aucun cas être partie prenante dans cette négociation », souligne M. Pierini. Non, la délégation dirigée par Marc Pierini n'est qu'un arbitre dans ce match qui oppose la communauté grecque à la communauté turque. De même qu'elle n'est qu'un élément de médiation entre le pays candidat et les décideurs de l'Union européenne autrement dit, les Etats membres. « De nombreux pays de l'Union s'opposent fermement à l'entrée de la Turquie au sein de la com-



Marc Pierini

munauté européenne. Ces pays réfractaires jouent d'ailleurs un rôle prépondérant dans la frustration des Turcs vis-à-vis de l'image qu'ils se font de l'Europe », témoigne M. Pierini. Le plus souvent, on pointe du doigt le parti au pouvoir, la taille du pays – qui aura des conséquences sur la représentativité au sein de l'Union –, les disparités de développement régional et les institutions à mettre aux normes européennes. Malgré tout, Marc Pierini persiste et signe en affirmant qu'il n'y a absolument pas de remise en cause du processus d'adhésion de la Turquie par l'Union européenne. « Les déclarations d'opposition existent et continueront d'exister. C'est la marque de la démocratie au sein de l'Union que de préserver la liberté de parole. Toutefois, ce qui a été entamé pour la Turquie ne peut pas être remis en cause par des discours indépendants », insiste-t-il. La solution pour accorder les violons au sein de l'Union ? « C'est à la Turquie de faire sa propre promotion. Déjà au sein du pays, un consensus doit être trouvé au niveau de la société turque et entre les partis politiques sur les objectifs de cette adhésion », juge Marc Pierini avant de mettre en image le problème en affirmant que « tant que le processus d'adhésion restera un ballon dans le football turc, le cas de la Turquie sera trop faible ». Et dès que ce consensus national aura été trouvé, le travail déjà commencé par la Turquie pour valoriser l'image du pays en Europe prendra tout son sens. Cela amènera également les différents acteurs à se positionner sur deux questions essentielles liées à cette intégration : Que serait l'Europe de demain avec ou sans la Turquie ? Et la Turquie est-elle prête à intégrer pleinement l'Union européenne ? La réponse à cette dernière question trouvera sa réponse dans les réformes que décidera d'engager la Turquie en vue de son adhésion potentielle... ou future.

* Marine Deneufbourg

L'élargissement de l'Union à l'Est : quel bilan en 2009 ?



* Olivier Buirette

C'est avec le célèbre 7^e élargissement de l'histoire de la construction européenne que l'intégration des ex-pays du bloc soviétique est effective. Entrent ainsi dans l'UE, les 3 États baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie), la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie et la Slovaquie. Enfin, l'élargissement se poursuit vers les Balkans en 2007 avec l'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie.

Où en sommes-nous après cette aventure commencée il y a 5 ans ? Est-ce que les espoirs de ces populations fragilisées par près d'un demi-siècle de dictature communiste ont été satisfaits ? L'UE a-t-elle amélioré leurs vies ? Sont-ils plus riches, plus prospères ? Plus heureux ? Si nous observons dans l'ensemble le processus d'adhésion de ces pays-là, on peut sans contester dire que la perspective de l'adhésion suivie des négociations pour la ratification de « l'acquis communautaire » ont sans aucun

doute été un véritable stimulant de la croissance et de la modernisation des futurs membres. Cependant, le changement, la transition faisant passer ces sociétés des systèmes socialistes planifiés aux systèmes bien souvent capitalistes de type ultralibéral, voire sauvage, devaient également entraîner des problèmes sérieux.

Commencé dans les années 90, l'adhésion des PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) vers l'UE s'est toujours fait par une entrée culturelle dans le Conseil de l'Europe, suivie de l'entrée dans ce que ces pays interprètent comme étant la protection militaire de l'Europe à savoir l'Alliance atlantique (Otan) et, enfin, on passe à une adhésion à l'Union elle-même qui est plus vue comme avant tout un club économique présentant beaucoup d'avantages en matières de subventions, etc.

Nous savons, en tant que « vieux » pays européen, que ce schéma est assez caricatural dans la mesure où l'Union et l'adhésion à celle-ci sont tout autre chose. En effet, l'UE offre avant tout le panel complet d'un État fédéral ou confédéral en cours de construction avec, certes, une union économique et douanière, mais également une monnaie commune, une harmonisation des législations sociales entre autres et également une politique de défense commune en gestation.

Pour les nouveaux entrants, si nous tentons de tirer un bilan, ces notions sont plus floues assurément avant la période d'adhésion ; après celle-ci, en effet, ce qu'est réellement l'Union finit par apparaître, on se souviendra en effet des cas très emblématiques de l'entrée de la Slovaquie dans l'UE en 2004 et dans la zone euro dès 2006, sans parler du cas de la Slovaquie, pays pourtant traditionnellement pauvre et de type rural, qui adhéra en 2004 et

entra dans la zone euro en janvier 2009.

La situation, presque 5 ans après les premières adhésions de 2004 et 2 ans après celle de 2007, semble donc satisfaisante car elle évolue normalement. Cependant, le processus n'est pas terminé, une vaste zone recouvrant, pour faire simple, les Balkans occidentaux (soit l'ex-Yougoslavie) reste encore dans l'ombre. Il va de soi que ces pays-là représentent le futur de ce que seront les prochaines vagues d'élargissement à l'Est. Depuis fin 2008, un frein majeur est venu cependant mettre tout cet ensemble en péril : en effet, la crise financière survenue à New York en septembre s'étendit de manière fulgurante à toutes les sphères de l'économie réelle, frappant de plein fouet l'ensemble des jeunes adhérents à l'UE. Économies fragiles, société en crise de transition, jeunes démocraties ayant du mal à trouver leur rythme de croisière sont autant de sources d'inquiétude pour l'avenir, et ce tant dans la zone des PECO déjà membres de l'Union que des États balkaniques qui devraient y adhérer mais restent encore en gestation.

* Dr. Olivier Buirette, Historien



Egemen Bağış, l'homme qui ouvrira la porte de l'Europe à la Turquie

Egemen Bağış a été désigné par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdoğan, ministre des Affaires européennes et négociateur en chef avec l'Union. Selon M. Bağış, la Turquie sera un avantage pour l'Europe tout autant que l'Europe sera un atout pour le développement du pays. Il a été par ailleurs investi d'une mission particulièrement délicate : convaincre les « turco-sceptiques » qu'une hostilité envers ce pays ne peut être utilisée à des fins de politique intérieure et qu'elle devient de moins en moins pertinente dans le contexte géopolitique actuel.

Quelles évolutions ont connu les relations entre la Turquie et l'UE ?

Rappelons d'abord que ces relations ne datent pas d'aujourd'hui car les Turcs font partie de l'Europe depuis des siècles. D'ailleurs, on appelait l'Empire ottoman « l'homme malade de l'Europe », pas celui d'un autre continent.

Après la Seconde Guerre mondiale, la jeune République turque a aussi pris sa place légitime au sein de chaque institution européenne. En 1959 déjà, elle demandait son adhésion au sein de la Communauté économique européenne. Cependant jusqu'en 1999, la situation de la Turquie au sein de l'UE n'était pas claire. Mais en 1999, elle obtint le statut de candidat officiel à l'adhésion et, grâce à ses efforts pour l'accomplissement de nombreuses réformes, la décision d'ouverture des négociations d'adhésion pour la Turquie est prise à l'unanimité en octobre 2005.

Quelle est la principale difficulté de votre mission ? Quels sont les atouts et les moyens dont vous disposez ?

La difficulté réside dans la capacité à convaincre les deux côtés. En effet, il n'est pas facile de convaincre les 70 millions de Turcs que l'adhésion à l'Union européenne ne divisera pas leur pays, ne créera pas de problèmes additionnels mais au contraire les résoudra, et il est difficile de convaincre également le demi-milliard d'Européens que la Turquie ne détruira pas l'Union ou les institutions et ne bouleversera pas leur vie quotidienne. Donc, comme on peut le voir, c'est une tâche très dure à laquelle s'ajoutent d'autres difficultés qui viennent du côté européen. La Turquie a besoin d'encouragements et d'une perspective claire alors que, jusqu'à maintenant, on ne parvient pas à voir le bout du tunnel. De plus, certains pays essaient de retarder, d'empêcher ou de changer l'orientation de la Turquie vers l'adhésion par diverses manœuvres ; face à cette réaction européenne qui n'est ni ami-



cale ni honnête, les Turcs ont maintenant moins confiance en l'UE. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux vous répondront qu'ils sont pour l'adhésion mais ce taux diminue lorsqu'on leur demande s'ils sont confiants sur le fait que leur pays soit admis un jour dans l'UE.

Bref, il faut une perspective plus claire de la part de l'Europe car les quelques pays qui doutent de l'adhésion de la Turquie retardent le processus. Mais du côté turc, tout est clair, les Turcs savent ce qu'ils veulent et essaient de tout mettre en œuvre pour y parvenir.

L'Union européenne a besoin de la Turquie car c'est un pays important pour l'Europe mais aussi pour tous les autres pays ; c'est un pays qui affiche une croissance économique importante depuis plusieurs années et fait partie du G-20, qui est omniprésent en matière d'affaires étrangères et de sécurité et qui constitue un obstacle au choc des civilisations. La Turquie apportera à l'UE la paix, la stabilité et sa médiation. La Turquie est capable de changer l'image des Occidentaux en Orient, comme c'était le cas en Afghanistan, pays qui fait désormais confiance à la Turquie et qui fera par conséquent confiance aux institutions auxquelles appartient la Turquie, telles que l'OTAN. La Turquie sera également d'une grande aide à l'Europe au niveau de la sécurité et la diversification de l'approvisionnement énergétique européen. La Turquie peut aussi apporter des solutions en matière de lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale, ce

Venons-en à l'évolution du processus d'adhésion...

Le processus d'adhésion n'évolue pas aussi rapidement que nous le souhaiterions pour diverses raisons. En effet, en 2006, le Conseil des ministres de l'UE a décidé que, puisque la Turquie refusait de signer le Protocole additionnel d'Ankara à Chypre en raison de la non-application de la décision de l'UE du 26 avril 2004 de mettre fin à l'isolement des Chypriotes turcs du Nord, huit chapitres ne pourraient pas être ouverts. Cette décision a logiquement attristé les Turcs et a augmenté leur méfiance vis-à-vis de l'UE. L'Europe met en suspens plusieurs chapitres concernant les points à appliquer en vue de l'adhésion et, pour le moment, ils sont au nombre de douze, huit liés à la question chypriote et cinq sont dus à la position inhabituelle de la France. Notons qu'un chapitre est commun au problème de Chypre et à la réticence française.

D'ailleurs, le Conseil des ministres de l'UE doit préparer un rapport « screening report » énonçant dix autres chapitres mais ces rapports sont bloqués et ne sont pas toujours communiqués à la Turquie. Pour le moment, la Turquie a quelques chapitres à négocier concernant « la politique sociale et l'emploi », « la fiscalité » ainsi que « l'énergie », qui fait partie d'un des dix chapitres bloqués au Conseil – et particulièrement par les Chypriotes grecs qui veulent obtenir des concessions dans la Méditerranée autour de l'île de Chypre car ils veulent exploiter des sources énergétiques dans des zones non définies. Ce chapitre n'est toutefois qu'un chapitre additionnel. Le chapitre « Éducation et culture » semble aussi bloqué par les Chypriotes grecs. Quant à « l'environnement »

et « la concurrence », ce sont deux chapitres sur lesquels il y a des critères d'ouverture que les institutions turques essayent de remplir.

Pour résumer cette partie, nous constatons que nous travaillons sur ces chapitres en particulier mais qu'il y a un blocage dans l'avancement des négociations alors qu'on pourrait croire, depuis l'extérieur, que c'est la Turquie qui ne fait pas suffisamment d'efforts. Par conséquent, nos actions concrètes sont de résoudre le problème des blocages et de remplir les critères d'ouverture de chaque chapitre, qui doivent normalement être des conditions techniques indépendantes des questions bilatérales et politiques.

En effet, souvenez-vous du plan Annan des Nations unies de 2004 qui était soutenu par l'UE. À l'époque, l'Europe avait dit à la Turquie qu'elle ne pourrait pas commencer les négociations si elle ne soutenait pas ce plan. Sur le principe du compromis euro-

La Turquie a besoin d'encouragements et d'une perspective claire alors que, jusqu'à maintenant, on ne parvient pas à voir le bout du tunnel.

péen, la Turquie a soutenu une solution dans la lignée du plan Annan pour lequel les Chypriotes turcs ont voté favorablement alors qu'une grande majorité de Chypriotes grecs l'ont rejeté le 24 avril 2004.

C'est pourquoi le Conseil des ministres de l'UE a accepté une décision du 26 avril 2004, qui mettait fin à l'isolement du nord de l'île. Mais les Chypriotes grecs ont été intégrés dans l'UE la semaine suivante. Depuis, ils bloquent l'application de cette décision, d'où l'impossibilité pour la Turquie d'ouvrir ses portes. La Turquie a présenté un plan d'action stipulant qu'elle serait prête à ouvrir ses frontières à Chypre si l'Europe tenait sa promesse du 26 avril 2004. Ce plan d'action n'a toujours pas été approuvé par l'UE à cause du veto des Chypriotes grecs. La solution à la question chypriote ne dépend pas que de la Turquie mais dépend de toutes les parties et particulièrement des Chypriotes grecs. Il n'y aura pas une solution juste s'ils continuent d'abuser de leur position en tant que membre de l'UE et d'adopter une position maximaliste dans les négociations entre Président Talat et M. Christofias.

Par conséquent, la plus grande entrave à l'évolution des négociations d'adhésion turque vient injustement du côté chypriote grec.

Par ailleurs, l'hostilité de certains dirigeants européens rend plus difficile la mise en œuvre et l'application des réformes en Turquie. Cependant, malgré cette résistance et malgré nos manques et les oppositions politiques au sein même de la Turquie – dues aux réactions des Européens – nous continuons nos efforts.

Où en sont actuellement les relations franco-turques ?

La Turquie et la France ont depuis longtemps des liens très forts, mais aujourd'hui, la France a des doutes sur la Turquie et



Egemen Bağış

l'avenir de l'UE avec ce pays. Donc, elle a pris une position obstructive sur cinq chapitres de négociation, directement liés à l'adhésion selon elle, comme si les trente autres chapitres ne l'étaient pas !

L'anxiété de la France est que l'entrée de la Turquie dans l'UE détruit cette dernière à cause de la taille, du poids démographique et de la politique soi-disant atlantiste de ce pays. Pourtant, les Turcs n'ont pas de telles intentions envers l'Europe ni de tels intérêts, bien au contraire. Par conséquent, la Turquie doit mieux communiquer ses intentions, ses atouts et ses volontés aux Français. Il est vrai que dans le passé, les Turcs n'étaient pas très bons en matière de communication – ce qui vient peut-être de leur culture – et, de ce fait, ils ont laissé subsister beaucoup de malentendus et de préjugés. Mais désormais, cela va changer.

Aussi, nous allons développer une stratégie de communication compréhensive – une sorte de parapluie qui regroupera de nombreuses strates de la population – et qui fonctionnera en s'appuyant sur deux piliers : une meilleure communication de l'Union européenne vers les Turcs et une meilleure compréhension de la Turquie en Europe.

Quant à la proposition de Nicolas Sarkozy de remplacer l'adhésion par un partenariat privilégié, elle n'a pas de sens puisque ce terme n'existe pas dans l'acquis communautaire. D'ailleurs, la Turquie est déjà une sorte de partenaire privilégié de l'Europe puisqu'elle fait partie de l'Union douanière avant même d'en devenir membre. Et aussi concernant la politique étrangère et de sécurité européenne, la Turquie contribue davantage aux opérations de l'UE que certains membres. De plus, nous avons déjà de nombreux mécanismes paritaires dans le cadre de l'Accord d'Association depuis 1963, comme Conseil et Comité d'Association.

Ce que nous attendons de la France, c'est qu'elle respecte nos positions respectives et la continuation du processus de négociations comme défini dans le cadre du Partenariat d'Adhésion (*Accession Partnership*), un document approuvé par les 27, y compris la France. Nous sommes d'accord pour la laisser le temps de la réflexion. Mais n'oublions pas que la décision d'ouverture des négociations a été prise à l'unanimité par les 27 et vouloir changer les règles du jeu durant la partie n'est pas une attitude justifiable, ni très européenne.

Pour conclure, la Turquie est déterminée à avancer dans les réformes car nous voulons l'adhésion pleine et entière et rien d'autre. De toute façon, que la Turquie soit plus occidentale, plus démocratique ou plus développée économiquement, culturellement et socialement servira non seulement ses propres intérêts mais également ceux de l'Europe.

L'enjeu des relations franco-turques

Malgré des crises récurrentes, les relations avec la France sont très importantes dans tous les domaines – politique, économique et culturel – c'est ce que nous explique S.E. Bernard Emié, ambassadeur de France en Turquie.

Quel bilan dressez-vous de la Présidence française de l'Union Européenne (PFUE) et de l'action du Président Sarkozy ?

Au cours des six derniers mois de l'année 2008 où elle a parfois eu à affronter de « gros grains imprévus », la Présidence française a avant tout cherché à donner un visage et une voix à l'Europe. Elle a voulu jouer collectif et aussi rappeler que quand l'Europe était unie, elle était forte et entendue. La France s'est attachée à gérer les crises (la Géorgie, la crise financière) mais elle s'est aussi efforcée de « construire ». Elle a rempli ses objectifs, que ce soit sur l'immigration — avec l'adoption d'un pacte de l'immigration et de l'asile —, le renforcement de l'Europe de la défense ou le changement climatique, avec l'adoption d'un programme très ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui a montré la voie au reste du monde. Sur tous ces sujets, l'Europe a fortement avancé sous Présidence française.

J'en viens à la Turquie. Vous vous souviendrez peut-être avec quelle anxiété la Présidence française de l'UE avait été accueillie au milieu de l'année 2008. Et bien, elle s'est terminée sur un « happy ending », avec l'ouverture — à l'occasion de la Conférence intergouvernementale du 19 décembre 2008 — de deux nouveaux chapitres. Rien n'était gagné d'avance. Il a fallu notre détermination et celle du gouvernement turc pour parvenir à ce résultat, qui témoigne aussi de notre volonté de tenir parole sur le caractère « juste, objectif et impartial » de notre Présidence à l'égard de la Turquie. Ce résultat a été salué par les plus hautes autorités turques. La PFUE aura, enfin, contribué à rapprocher la France et la Turquie, qui ne se sont peut-être jamais autant parlé qu'au cours de ces six mois.

Pouvez-vous vous parler de l'évolution des relations franco-turques depuis votre arrivée ?

Je suis arrivé en Turquie il y a environ dix-huit mois. Nos deux pays sortaient alors – et quasi-simultanément – de deux longs processus électoraux au cours desquels le dialogue entre la France et la Turquie s'était logiquement quelque peu distendu. Des malentendus s'étaient creusés et on ne s'expliquait pas toujours de nos différends. Je me suis donc employé, avec mon équipe, à tout faire pour redynamiser ce dialogue avec la conviction que quand deux amis ne sont pas d'accord, ils doivent absolument discuter franchement et confronter leurs points de vue. C'est exactement ce que nous avons fait : depuis septembre 2007, les visites se sont succédé à un rythme très régulier et dans les deux sens. Pas moins de huit ministres français sont venus en Turquie, dont le numéro 2 du gouvernement, M. Jean-Louis Borloo, ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, à l'occasion du forum mondial de l'eau à Istanbul en mars dernier. Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, est venu deux fois. Le Président de la République et

le Premier ministre Erdoğan se sont rencontrés quatre fois en marge de rencontres internationales. Le dialogue interparlementaire s'est également considérablement densifié : pensez donc, près de quarante parlementaires français se sont rendus en Turquie au cours des dix-huit derniers mois !

Ce dialogue nous a permis de mieux nous comprendre et d'avancer sur nombre de dossiers. Nous nous sommes d'abord expliqués de nos divergences de vues sur le point d'aboutissement des négociations entre la Turquie et l'Union Européenne. Nous sommes cependant convenus qu'elles ne devaient pas empêcher le processus de se poursuivre aussi sereinement que possible, sur un maximum des 35 chapitres concernés. Nous nous sommes aussi expliqués à propos de l'Union pour la Méditerranée, qui avait pu être perçue ici — par erreur — comme une alternative aux négociations entre l'UE et la Turquie, et le Premier ministre Erdoğan a donc participé au sommet de Paris, en juillet 2008, pour marquer son lancement. A propos de la question arménienne qui avait ouvert la voie à une vraie crise bilatérale il y a un peu plus de deux ans, le gouvernement français a indiqué publiquement qu'il n'était pas favorable à l'adoption de nouvelles mesures législatives et à l'inscription à l'ordre du jour du Sénat de la proposition de loi d'octobre 2006. La France soutient aujourd'hui activement le processus de normalisation des relations arméno-turques, initié par la visite courageuse du Président Gül à Erevan en septembre dernier. Nous avons également considérablement densifié notre coopération policière et judiciaire pour lutter contre l'organisation terroriste du PKK.

Mais c'est surtout sur les questions régionales et internationales que nos deux pays ont coopéré comme jamais auparavant : que ce soit en Géorgie, à l'été 2008 ; à Gaza au début de l'année 2009, ou pour préparer les sommets du G20 et une réponse coordonnée à la crise financière. Un symbole, peut-être, de cette coopération nouvelle : la présence, dans la délégation du Président de la République à Damas en janvier 2009, du conseiller diplomatique du Premier ministre Erdoğan, M. Ahmet Davutoğlu. C'est du jamais vu dans les annales diplomatiques franco-turques et cela montre combien nos deux pays se rejoignent sur toutes les grandes questions internationales !

Où en sommes-nous dans le domaine politique et dans le domaine économique ?

- Dans le domaine politique, nous allons poursuivre l'approfondissement de notre dialogue et de notre coopération. L'Afghanistan — qui est au cœur des priorités de la communauté internationale et de l'OTAN, au sein de laquelle la France vient d'opérer son plein retour avec le soutien de tous ses alliés — pourrait être un terrain privilégié pour ce faire. Nos deux armées coopèrent déjà sur le terrain, à Kaboul, depuis plusieurs années et la France et la Turquie partagent la même analyse sur les moyens d'œuvrer à la stabilité de ce pays.

- Dans le domaine économique, nos relations devraient également continuer à se densifier : avec plus de 11 Mds EUR d'échanges pour l'ensemble de l'année 2008, le commerce

bilatéral entre la France et la Turquie a représenté un niveau jamais atteint, et affiche une progression de près de 10% par rapport à 2007 !

A 5,7 Mds EUR, nos exportations vers la Turquie ont augmenté de 9% en 2008, soit très largement au-delà de la progression totale des exportations de la France sur l'ensemble du monde (+2,1%). Dans le même temps, les importations en France de produits turcs ont dépassé 5,3 Mds EUR, en hausse de 10% par rapport à 2007, soit pratiquement le double de la progression des importations totales de la France. Le solde des échanges reste positif en faveur de la France (383 MEUR) mais il tend, depuis l'année 2005, à s'équilibrer. Depuis 2006, la Turquie demeure notre 12ème client dans le monde et le 5ème (devant le Japon !) hors UE. Notre objectif est de porter ces échanges à 15 Mds EUR d'ici à la fin 2011, en espérant que l'économie mondiale sortira prochainement de la récession. Parallèlement, les investissements français en Turquie ont aussi considérablement augmenté, notamment dans le domaine de la banque et des assurances, faisant de nous le 2ème investisseur étranger en Turquie (en stock), après les Pays-Bas.

Dans le domaine culturel : que pouvez-vous nous dire sur les préparatifs de la Saison de la Turquie en France ?

Cette idée d'organiser une Saison de la Turquie en France a émergé au fil d'un printemps culturel français que nous avons organisé en Turquie en 2006. Elle a, depuis, été activement et énergiquement portée par l'Ambassade. La Saison est organisée, pour la France, par le Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Ministère de la culture et de la communication, et mise en œuvre par CulturesFrance. Pour la Turquie, par le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de la culture et du tourisme, en liaison avec la Fondation pour la Culture et les Arts d'Istanbul (IKSV). Le Comité d'organisation est présidé, pour la France, par M. Henri de Castries, Président du directoire d'AXA, et, pour la Turquie, par M. Necati Utkan, ancien Ambassadeur. Stanislas Pierret, ancien Conseiller de coopération et d'action culturelle de cette Ambassade, est le Commissaire pour la partie française, assisté par Arnaud Littardi, ancien Directeur de l'Institut français d'Istanbul. Côté turc, Görgün Taner, Directeur général d'IKSV et Nazan Ölçer, conservatrice du Musée Sabancı à Emirgan, travaillent en tandem. Nous avons donc une équipe de rêve.

Lorsqu'on a la chance d'être en poste en Turquie et d'être le témoin de la formidable effervescence culturelle qu'il y a dans ce pays, à Istanbul mais aussi dans les autres grandes villes, on a naturellement envie qu'elle touche un plus grand public encore, en Europe. J'ai la conviction que cette Saison de la Turquie — qui s'étalera du 1er juillet prochain au 31 mars 2010 — constituera une merveilleuse plate-forme pour projeter l'image de la Turquie d'aujourd'hui : dynamique, moderne et créative. L'Ambassade est pleinement impliquée aux côtés de l'équipe franco-turque qui prépare ce rendez-vous majeur. Au fil des réunions du Comité d'organisation franco-turc, ce sont plus de 400



Bernard Emié

événements qui ont été labellisés et qui rythmeront cette Saison à Paris, bien sûr, mais aussi dans toutes les régions de France. Il y aura de grandes expositions patrimoniales (à Paris, au Grand Palais, sur Istanbul « un Port pour deux continents ») ; d'art contemporain et de photographie, des spectacles de théâtre, de danse et d'arts de la rue ; des concerts de musique classique et contemporaine ; des festivals pour rendre hommage au cinéma turc mais aussi de nombreuses manifestations littéraires, universitaires et économiques. Cette saison se poursuivra d'ailleurs au-delà de mars 2010 grâce aux nombreuses collaborations artistiques franco-turques qui sont d'ores et déjà programmées dans le cadre d'Istanbul, capitale européenne de la Culture 2010.

Que pensez-vous de l'avancée de la Turquie concernant les réformes à faire durant le processus d'intégration à l'Union européenne ?

Tous ceux qui suivent de près les négociations font le constat d'un certain ralentissement des réformes. Le dernier rapport de progrès publié à l'automne dernier et celui préparé par le Parlement européen ne disaient pas autre chose. Et c'est dommage, en effet, qu'après l'élan de 2004-2006, ces réformes — que la Turquie fait d'abord pour elle-même et pour la population turque — se soient essouffées. La campagne pour les élections locales a aussi amené la Turquie à faire une pause et notre souhait à tous — comme l'a rappelé récemment le Président Barroso (à l'occasion de la visite du Président Gül à Bruxelles le 26 mars) — c'est que la Turquie reprenne désormais avec ardeur le chemin des réformes. Je suis cependant confiant sur le long terme. Lorsqu'on jette un coup d'œil rétrospectif, on s'aperçoit, en effet, que la Turquie a vécu de formidables changements au cours de ces dernières années grâce à l'aiguillon européen. Ces changements sont, à mon avis, sans commune mesure avec ceux auxquels nous allons assister dans les dix-quinze prochaines années !

Souhaitez-vous rajouter un dernier mot ?

Oui, pour rendre hommage à la qualité de « *Aujourd'hui la Turquie* », qui est l'un des piliers d'une relation franco-turque amicale, dense, mais aussi l'un des piliers de la francophonie en Turquie. Pour souligner aussi combien cette relation si forte entre nos deux pays s'est forgée au fil d'une longue histoire partagée à laquelle nous sommes tous indéfectiblement attachés et combien cette histoire, je n'en doute pas, sera encore brillante, forte, pleine d'événements majeurs à l'image de notre prochaine Saison de la Turquie, dans les années et les décennies qui viennent. Et pour rappeler enfin que j'ai eu à cœur depuis mon arrivée et comme avant moi tous mes prédécesseurs, de soutenir autant que nous le pouvons votre journal. Bravo pour cette ambitieux 50^{ème} numéro ! Bon anniversaire à « *Aujourd'hui la Turquie* » et longue vie à votre remarquable journal !

Turcs et Espagnols main dans la main pour renforcer l'alliance des civilisations

Le deuxième forum de l'Alliance des civilisations qui s'est tenu le 6 avril dernier à Istanbul est la seconde coopération hispano-turque dans le domaine. L'année dernière, c'est la capitale espagnole qui inaugurait la première édition de ce forum, non sans la fierté de s'associer avec son ami turc. Son Excellence Ender Arat, ambassadeur de Turquie en Espagne, était présent pour ce deuxième forum, plus riche encore que le premier. « Le premier forum de l'Alliance des civilisations constituait la phase de démarrage du processus de rapprochement des cultures et des pays. Celui d'Istanbul a constitué pour sa part la phase d'action du processus », précise M. l'ambassadeur. À l'époque, la priorité avait été donnée à quatre domaines en vue d'un dialogue accru entre les civilisations. Il s'agissait de la jeunesse, de l'éducation, des migrations et des médias. Chose promise, chose due : la centaine de membres de l'Alliance des civilisations se sont entendus pour travailler ensemble sur ces questions qui concernent l'ensemble des civilisations. « C'est un événement important qui réunit quatre-vingt-quatre pays et de nombreuses organisations internationales telles que l'ONU », explique M. Arat. « Nous avons créé des fonds pour soutenir le travail que nous effectuerons dans les domaines prioritaires et nous partons sur des bases solides », se félicite-t-il.

Mais ce sommet était surtout l'occasion pour les deux pays organisateurs de souder leurs relations diplomatiques et d'œuvrer ensemble pour une cause commune. « Le chef du gouvernement espagnol, Jose Luis Zapatero, était venu en Turquie à l'invitation de son homologue turc Tayyip Erdoğan en septembre 2004 et c'est à cette occasion que M. Zapatero a fait la proposition de créer cette Alliance des civilisations avec l'aide de la Turquie, sous l'égide des Nations unies », nous raconte M. Arat. Cette initiative a ainsi permis aux deux pays de dialoguer, de coopérer comme jamais ils ne l'avaient fait auparavant. « Lors de ces rencontres annuelles, nos deux pays échangent leurs points de vue, organisent au mieux leurs relations, s'accordent ou non et rédigent un rapport à l'attention des deux Premiers ministres, turc et espagnol », témoigne l'ambassadeur turc à Madrid. Cette année, du côté turc comme du côté espagnol, les principaux ministres – Affaires étrangères, Intérieur, Commerce, Transports, etc. – ont été conviés à se réunir le week-end précédant le sommet. De même, des hommes d'affaires, des universitaires, des politiques et des hommes de culture se sont rencontrés en marge du sommet, lors de séminaires. À chaque fois, il y a plusieurs sessions lors de ce séminaire selon les domaines à étudier : culture, économie, politique, etc. « Les relations bila-

érales entre l'Espagne et la Turquie restent toutefois la trame de ces réunions », souligne Ender Arat. D'ailleurs, durant les deux jours précédant le deuxième forum de l'Alliance des civilisations, et en présence des deux Premiers ministres, sept accords de coopération ont été signés par les deux pays. Parmi eux, M. l'ambassadeur en retient trois particulièrement importants : « la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, la reconnaissance mutuelle des permis de conduire et un accord de coopération entre les plus grands constructeurs d'infrastructures turcs et espagnols. » Reste qu'Espagnols et Turcs ont une dernière mission commune liée à cette Alliance des civilisations : y faire adhérer les États-Unis. « Nous avons eu la satisfaction de voir le président américain Barack Obama assister à ce sommet, se réjouit M. Arat, et l'Alliance attend beaucoup des États-Unis. La présence de M. Obama est déjà un premier pas franchi mais rien n'est encore acquis. Car bien qu'il ait été là, il n'a pas réellement participé au débat », déplore néanmoins M. l'ambassadeur. Mais il faut continuer de croire au changement prôné par Barack Obama et, si les États-Unis prennent de plus en plus leurs responsabilités sur la scène internationale, il ne peut qu'en aller de même sur ce terrain-là. « Les États-Unis doivent arrêter de penser que cette Alliance a été créée pour pouvoir



Ender Arat

critiquer haut et fort la politique américaine extérieure, notamment en Irak et en Afghanistan. Cette Alliance est en parfait accord avec la politique prônée par M. Obama », défend Ender Arat.

Le rendez-vous est d'ores et déjà donné l'année prochaine, au Brésil cette fois. Turcs et Espagnols entendent bien continuer à travailler main dans la main dans ce projet de réconciliation des civilisations, symbolique mais néanmoins actif. Le prochain sommet, en 2010, prendra d'ailleurs une tournure particulière : en effet, l'Espagne sera le pays qui présidera le Conseil européen à la suite de la Suède, occasion certainement pour ce pays de réaffirmer sa solidarité avec la Turquie, notamment dans le cadre de son processus d'adhésion à l'Union européenne.

* Marine Deneufbourg

« Istanbul 2010 Capitale européenne de la Culture » : une intense collaboration belgo-turque en perspective

Nous avons accueilli le consul général de Belgique à Istanbul, M. François del Marmol, dans nos bureaux. À cette occasion, nous avons parlé des relations belgo-turques, des projets de collaboration en cours et de l'intégration de la population turque vivant en Belgique.

Après quelques mois de présence à Istanbul, quelles priorités fixez-vous à votre mission diplomatique ?

La crise financière a frappé les économies de tous les pays et il serait illusoire de s'attendre à un développement significatif des échanges commerciaux et des investissements dans un avenir proche. Ceci dit, le monde ne s'est pas arrêté de tourner et il sera important de soutenir les entreprises qui voudront étudier les effets des restructurations économiques que la crise entraînera inévitablement. Un poste diplomatique peut apporter, par sa connaissance des réalités locales et par ses relations, un concours appréciable aux hommes d'affaires à la découverte d'opportunités dans un environnement économique en mutation.

Il est par contre un domaine d'activités qui accapara le consulat général dans les mois à venir : celui des échanges culturels. Ceux-ci sont déjà nombreux à l'heure actuelle et je m'en réjouis. Le dynamisme d'associations culturelles, de galeries d'art, de musiciens et de troupes de comédiens et de danseurs à Istanbul est, en effet, impressionnant. Je suis également frappé par la jeunesse des promoteurs des échanges culturels. Mais il est in-

contestable que le projet « Istanbul 2010 Capitale européenne de la Culture » va donner un coup d'accélérateur.

Quels avantages, selon vous, le projet « Istanbul 2010 Capitale européenne de la Culture » apportera-t-il à Istanbul ?

Ce projet va inciter des acteurs culturels en Europe à nouer avec Istanbul des contacts que, sans ce projet, ils auraient peut-être différés. C'est ainsi que j'ai organisé, ces dernières semaines, pour une délégation parlementaire et ensuite pour un envoyé d'une grande ville belge, des rencontres avec les responsables du projet 2010 et avec des organisations culturelles s'tambouliotes pour étudier des possibilités d'échanges culturels.

Ces échanges culturels sont importants car ils permettront, aux jeunes générations d'Européens en particulier, de découvrir la richesse du patrimoine d'une ville prestigieuse mais surtout la créativité de ses artistes d'aujourd'hui.

« Istanbul Capitale européenne de la Culture » a d'autre part suscité des débats très salutaires, même s'ils sont parfois vifs, sur le rôle de la culture dans la gestion d'une grande ville.

La Belgique accueille, proportionnellement à sa taille, une nombreuse population d'origine turque. Que pouvez-vous nous en dire ?

Quelque 200.000 personnes d'origine turque, surtout d'Anatolie centrale, vivent en effet en Belgique, dont plus de 40% sont nées en Belgique.

Les professeurs Ayhan Kaya et Ferhat Kentel de l'Université Bilgi d'Istanbul ont, à la demande de la Fondation Roi Baudouin, publié

une étude sur les Turcs belges sous le titre « Les Belgo-Turcs : un pont ou une fracture entre la Turquie et l'Union européenne ? ». J'en recommande la lecture qui est très instructive pour ceux que le sujet intéresse.

Une conclusion importante de l'étude est la constatation que, en dépit d'un indéniable lien affectif envers la Turquie et ses nombreux attraits, ces Belgo-Turcs estiment qu'un certain nombre de choses sont meilleures en Belgique : non seulement des aspects de la vie quotidienne, comme la santé, l'éducation et l'emploi, mais aussi des valeurs fondamentales de l'Union européenne, comme la démocratie et les droits de l'homme, le respect des règles et des droits ainsi que l'efficacité du système judiciaire.

L'intégration de la population d'origine turque en Belgique peut-elle être qualifiée de succès ?

Il convient d'être nuancé en la matière. Ce que je viens de dire au sujet du regard critique porté par cette population sur la situation politique dans son pays d'origine est certes significatif mais d'autres paramètres doivent être pris en considération.

Certains membres de la communauté d'origine turque ont entamé avec succès des carrières d'hommes d'affaires, d'autres se sont lancés en politique. Ce sont sans doute des exemples très positifs d'intégration réussie. Je suis également agréablement surpris d'entendre de nombreux compatriotes d'origine turque s'exprimer correctement, parfois mieux que nombre de Belges, en nos langues nationales. Toutefois, ces exemples positifs



François Del Marmol

ne doivent pas nous leurrer. Le pourcentage d'étudiants d'origine turque dans les universités ou écoles supérieures en Belgique est encore inférieur au pourcentage de la population d'origine turque en Belgique. Afin de pallier ce problème, des hommes d'affaires d'origine turque financent une école, qui compte plusieurs centaines d'élèves et qui a des établissements dans plusieurs villes de Belgique, qui tend à l'excellence dans la qualité de l'enseignement et dont la majorité des enseignants sont d'origine turque. Un des objectifs de ce projet, à première vue paradoxal : promouvoir l'intégration des Turcs en Belgique par le moyen d'une école « turque » - est notamment de rassurer les parents turcs et de les rapprocher du corps enseignant. La bonne entente et la collaboration entre le corps enseignant et les parents sont en effet un facteur de succès. Ce projet, qui mérite d'être suivi avec attention, me semble exemplatif de la volonté de la communauté turque de Belgique de s'intégrer avec succès à la société belge.

* Propos recueillis par Alexandre Schleimann

Les idées et les acteurs de la construction européenne

Élisabeth du Réau, professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, nous rappelle les origines de la construction européenne, ses acteurs et son évolution.



Élisabeth du Réau

Quand et pourquoi est née l'idée d'une Europe unie ?

Je peux dire que l'après-Première Guerre mondiale est un moment capital pour l'enracinement de l'idée d'Europe unie. Ce qui semble être une idée facile à comprendre, puisque l'Europe jouait un rôle important par sa puissance économique, par les territoires conquis et par l'image qu'elle se donnait de « porteuse de valeurs universelles » au début du XX^e siècle. Or la Première Guerre mondiale paraît démontrer la vanité de tous ces projets car c'est une guerre fratricide d'abord entre des peuples européens qui prétendent avoir le même concept de civilisation et – pire encore – cette guerre s'est exportée à l'extérieur. Par conséquent, on peut considérer qu'un risque existe pour la civilisation européenne et que celle-ci n'est pas immortelle. Il y a donc une réelle interrogation sur le déclin possible de l'Europe qui fera surgir des projets plus constructifs autour de plusieurs thèmes parmi lesquels figure celui de porteur de la paix et non de la guerre. Mais comment l'Europe peut-elle apporter la paix puisque la guerre a montré l'exacerbation des nationalismes ? D'où l'idée assez intéressante d'une institution qui pourrait être porteuse de l'effort de paix et qui sera alors la Société des Nations. Notons que la Société des Nations – dont les États-Unis ne sont pas acteurs puisqu'ils n'ont pas ratifié le traité de Versailles et dont les pays d'Amérique du Sud non plus ne font pas partie – rassemble de nombreux peuples européens. D'ailleurs, Jean Monnet qui a œuvré pour la construction de la Communauté européenne était lui-même secrétaire adjoint de la Société des Nations. Pour résumer, nous voyons bien qu'il y a une prise de conscience de la nécessité de s'unir, une prise de conscience que la paix est menacée et un espoir que l'Europe puisse dominer ses divisions.

À ce moment, l'idée de défense de la paix devient très importante et elle sera portée par différents milieux tels que les milieux de la gauche modérée représentés par Aristide Briand par exemple et les milieux de mouvements d'inspiration démocrate chrétienne dont les plus célèbres politiciens resteront Adenauer du côté allemand

et Schuman du côté français, ce qui marquera le début du rapprochement franco-allemand. Les deux hommes se connaissent déjà et réfléchissent à ce que pourrait être le rapprochement franco-allemand qui – avec le temps et l'entrée de l'Allemagne au sein des Nations unies – s'esquisse. Et tout cela nous mène à la date de 1929 qui marque le projet d'Union européenne d'Aristide Briand et qui marque également le fait que ce projet n'est plus un projet utopique mais est un projet présenté devant une enceinte officielle qui est celle de la tribune de la Société des Nations. Hélas, beaucoup diront que c'est trop tard à cause de la crise de 1929 qui allait remettre en cause le fragile rapprochement des Nations européennes et qui allait engendrer des mesures protectionnistes de la part des pays. De plus, les nationalistes et même les fascistes attendaient cette période des années trente pour montrer leur désaccord. Par conséquent, ce projet avait peu de chances de se réaliser et ce fut l'échec.

Quant à la période qui suit la Seconde Guerre mondiale. À cette période, nous avons un certain nombre de facteurs comparables : en effet, l'idée de déclin de l'Europe qui avait surgi après la Première Guerre mondiale est combien plus manifeste au lendemain de la Seconde. Donc, si cette Europe, encore plus meurtrie par la Seconde Guerre et poussée par le mépris de l'homme constaté lors de cette guerre, n'est pas capable de se ressaisir, elle demeurera uniquement un centre actif économique et non plus un des cœurs de notre planète. Il faut tout de même noter que pendant les périodes de résistance, certaines personnalités comme Jean Monnet ou encore Charles de Gaulle se retrouvaient à Alger dans l'optique de créer un projet d'Union européenne d'après-guerre. Même si les idées divergent – de Gaulle voudrait une simple coopération européenne alors que Monnet parle déjà d'une fédération européenne – il faut donc remarquer qu'à nouveau des projets ressurgissent alors que la guerre n'est pas encore terminée. Et évidemment, ces projets seront encouragés par d'autres Nations qui ont joué un rôle fondamental comme la Grande-Bretagne dirigée par Winston Churchill – qui faisait de nombreux discours sur l'avenir de l'Europe, qui évoquera d'ailleurs dès mars 1946 le fameux « Rideau de fer » et conseillait précocement à la France et l'Allemagne de se réconcilier – et ces projets seront la base de la paix.

Il est également important de noter qu'en 1947 les Américains apporteront une aide à l'Europe avec le Plan Marshall, convaincus du fait que les Nations européennes doivent s'organiser. Ceci marquera le début de la création de l'Organisation européenne de coopération économique. Naturellement, les Européens vont décider de jouer un rôle personnel dans cette affaire. Et le grand tournant sera celui du Congrès de La Haye en mai 1948 qui a rassemblé des hommes

et des femmes venant de différents mouvements, et qui s'échangeaient dans un respect mutuel les différentes modalités de la construction. Ainsi apparaît le grand débat sur « comment faire l'Europe ». Deux grandes voies sont alors explorées : la voie de l'unionisme voulu par Churchill ou par de Gaulle et qui prône une coopération entre les États mais en gardant la souveraineté, et la voie du fédéralisme qui prône d'abord un rassemblement puis une fédération. Ainsi, le Congrès de La Haye s'achève sur un compromis et une réalisation va s'imposer qui sera alors le Conseil de l'Europe. De ce Conseil surgiront des projets intéressants au niveau culturel et la déclaration de la Convention européenne des droits de l'homme, inspirée de celle de l'ONU. Tout ceci sera à l'origine de la création de la Cour de justice de Strasbourg.

L'UE est une création unique et ambitieuse ? Selon vous, son évolution reflète-t-elle cette audace et ambition ?

Si nous regardons l'ensemble des traités fondateurs (en 1957 pour la Communauté européenne, l'Acte unique européen de 1986, le Traité de Maastricht en 1992...), nous constatons que l'Europe a suivi à peu près l'esprit qui avait été défini par Jean Monnet qui disait : « L'Europe ne se fera pas d'un seul coup ni dans une construction d'ensemble mais sera l'Europe des petits pas ». Et je pense que c'est ce que nous avons suivi car si nous regardons l'ambition initiale qui s'exprimait à La Haye ou les autres déclarations, nous sommes forcés de constater que les Européens ont toujours été assez prudents. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que la construction européenne s'est faite sur le consensus et non pas par la force. Le consensus suppose bien qu'il y ait des convergences de points de vue et, de ce fait, on ne peut ad-



mettre qu'une minorité importante d'États n'adhère pas à un objectif. Cela explique la raison pour laquelle cela a été l'Europe des petits pas et qu'on a tout de même essayé d'avancer autour d'un certain nombre d'objectifs.

Nous étions plus ambitieux au départ – de 1945 à 1954, 1954 qui marque l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) – car nous souhaitions aller plus loin que l'accord économique avec la CECA et donc aller vers une communauté politique ou de défense. Mais certains parmi les Six ont estimé qu'il était difficile d'aller jusque là comme la France, qui faisait partie de ceux qui ont bloqué la CED

alors qu'elle l'avait proposée. Par conséquent, toute idée d'aller au-delà était difficilement réalisable du fait que les Nations européennes ont une forte histoire, ont un passé et que les opinions publiques et les gouvernements étaient réservés. Ce ne sera qu'à partir de 1989 que l'on notera un réel sursaut et une réelle prise de conscience que l'Europe devait constituer un pôle fort, qu'elle devait peut-être s'élargir en s'étendant vers l'Est à condition que ces pays adhèrent aux grands principes démocratiques. Le traité d'Amsterdam, par exemple, s'enrichit – davantage que celui de Maastricht ou celui de Rome – car il met au cœur du projet l'idéal démocratique et aussi la possibilité d'une union politique, qui donne alors tout son sens à la Politique étrangère



La signature du traité de Rome

et de sécurité commune. Donc nous pouvons dire qu'il y a eu des progrès. Malheureusement et quels que soient les progrès réalisés dans le domaine des traités, nous constatons que les peuples suivent, plus ou moins, les projets proposés. On pense ici au Traité constitutionnel de 2005 – qui était un projet très ambitieux et qui prenait des options très avancées dans le domaine de la politique étrangère – qui s'est heurté au veto des Français suivis par les Néerlandais.

Concernant la crise, comment pensez-vous que l'Europe va s'en sortir ?

Dans l'immédiat, il est difficile de le prévoir mais je pense que nous sommes dans une conjoncture qui semble être meilleure et les Européens ne sortiront pas de la crise en agissant de façon isolée. L'Europe a un rôle extrêmement important à jouer dans le monde et, personnellement, je pense que l'évolution qui vient de se produire aux États-Unis donne des raisons d'espérer. Je crois que des ponts plus grands entre l'Europe et les États-Unis seront un atout pour réussir, même si les résultats ne seront pas immédiats. Avec une meilleure concertation entre les États-Unis, les pays de l'Europe ou d'autres pays tels que la Turquie, la crise pourra être vaincue.

De l'Empire ottoman à la Turquie moderne... le point de vue de l'historien Gilles Veinstein

Historien et professeur au Collège de France, Gilles Veinstein ne cache pas être un passionné de la Turquie et de l'Empire ottoman. Il a d'ailleurs fait de sa passion son sujet d'études et transmet régulièrement son savoir à tous les férus d'histoire véritable. Sans concession, il nous a livré sa vision de l'Empire ottoman et les spécificités qui faisaient de ce dernier, un empire hors du commun. De l'Empire ottoman à la Turquie moderne, voici le voyage temporel dans lequel nous a emmenés cet historien français de renom.



Gilles Veinstein

De quelle nature étaient les relations diplomatiques que l'Empire ottoman entretenait avec l'Europe ?

L'Empire ottoman a toujours eu des relations avec l'Europe, d'autant plus naturellement qu'il était situé pour une part en Europe et que sa capitale s'y trouvait. Pendant plusieurs siècles, il a occupé entre un quart et un tiers de la surface de l'Europe, tout en étant également présent en Asie et en Afrique. Il a donc, à toutes les époques, joué un rôle dans les relations internationales de l'Europe.

Au début du XVI^e siècle, l'Empire ottoman s'empare du Moyen-Orient et le sultan est reconnu comme le protecteur de la Mecque et des pèlerins musulmans. L'Empire ottoman change alors ; il est désormais moins marqué par les influences européennes. À partir de la fin du XVI^e siècle, le rôle que les Ottomans vont jouer dans le monde musulman va sensiblement modifier l'idéologie impériale ottomane et l'Empire va être moins perméable aux influences européennes. Mais de nouveau à partir du XVIII^e siècle, les relations culturelles entre l'Empire et l'Europe reprennent sous de nouvelles formes. On notera des phénomènes comme l'influence du baroque sur l'architecture d'Istanbul ou encore l'arrivée de l'imprimerie en Turquie. Ces emprunts iront en se renforçant aux XIX^e et XX^e siècles.

Les Ottomans et les Turcs avaient donc la volonté réelle de se tourner vers l'Europe. Comment expliquez-vous ce penchant ?

L'explication de cette attirance turque pour l'Europe dépend des époques car le monde autour de l'Empire ne cesse pas lui-même de changer. Au début, l'attraction vers l'Europe s'expliquait par la position géographique de l'Empire. Il est en effet situé sur une frontière, celle qui sépare le monde musulman du monde occidental. Ses perspectives de rayonnement et d'expansion le tournent naturellement vers l'Ouest.

Dès le XVII^e siècle, un autre facteur apparaît : les revers militaires. Les hommes d'État ottomans se demandent ce qu'ils peuvent faire pour être plus forts après leurs défaites face aux Autrichiens puis aux Russes. Mais cette fois, c'est une volonté de rattraper le décalage militaire avec l'Europe qui domine. Les Ottomans font alors appel à des coopérants européens, notamment français.

Comment définissez-vous cet Empire ottoman par rapport aux autres empires qui existaient au même moment ?

L'Empire ottoman était véritablement un empire, c'est-à-dire une construction étatique aux antipodes de l'État-nation. Il était seulement question de « juxtaposer » les différents peuples pour les faire vivre ensemble. Chaque communauté gardait ainsi sa religion et sa culture. Il n'était pas question d'une quelconque volonté d'assimilation.

Il existait tout de même une certaine centralisation, quoique limitée par les moyens du temps. Dans la capitale, un gouvernement central s'efforçait principalement de contrôler le noyau de l'Empire, c'est-à-dire l'Anatolie et la Roumélie. Cependant, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, le centre

commande de moins en moins et des pouvoirs locaux très autonomes émergent. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que le pouvoir central reprendra les choses en main et qu'il rétablira la centralisation pour la rendre plus effective que jamais.

À quel modèle politique se référait l'Empire ottoman ?

Il ne suivait pas particulièrement un modèle précis, mais empruntait plutôt à plusieurs traditions, qu'elles soient romaine, byzantine ou musulmane. Il serait donc faux de dire que l'Empire devait tout ou, au contraire, qu'il ne devait rien à Byzance ! Dès la conquête de Constantinople, et même déjà avant celle-ci, le sultan veut être un empereur comme l'empereur romain, mais également un peu comme le shah de Perse. Il se fait d'ailleurs souvent appeler padishah, aussi bien que sultan, shah ou parfois même César ! Quand Soliman le Magnifique se présente comme le sahibkiran, (littéralement, le « maître de la conjonction des planètes »), il veut dire qu'il est l'unique empereur, comme l'était l'empereur romain.

Chaque sultan était-il dans la même continuité que son prédécesseur ? Justement non. Assurément, si l'on veut définir l'Empire ottoman, il faut se souvenir que c'est le seul empire qui ait duré aussi longtemps sous l'autorité d'une seule et même dynastie, c'est-à-dire d'une même famille régnante (comparable en ce sens à l'empire des Habsbourg). Tous les sultans successifs ont appartenu à une même lignée. L'Empire romain ou l'Empire byzantin ou encore l'Empire de Chine, par exemple, ou le royaume de France lui-même, en ont connu plusieurs. L'existence même de l'Empire ottoman était d'ailleurs liée à l'existence de sa dynastie. Les historiens peuvent se poser la question de savoir ce que serait devenu l'Empire ottoman si la lignée s'était éteinte. La question a d'ailleurs été posée à l'époque et des solutions de remplacement ont été imaginées. Reste à savoir si l'Empire aurait survécu si ces solutions avaient dû être mises en pratique.

Toutefois, les membres successifs de la dynastie sont loin d'avoir tous eu le même profil, qu'il s'agisse des différences de personnalités ou des différences de périodes. C'est ainsi, par exemple, qu'avec la conquête du Moyen-Orient, la figure du sultan a pris une connotation religieuse qu'elle n'avait pas de la même façon auparavant. Par ailleurs, à partir de la fin du XVI^e siècle et durant le XVII^e siècle, le pouvoir effectif du sultan régnant s'affaiblit au profit d'autres forces politiques comme celles de son propre entourage, de ses hauts dignitaires et de son grand vizir. Il peut même être entièrement remis en question : certains sultans sont alors renversés

et quatre d'entre eux seront même exécutés. Toutefois, on ne les écarte que pour mettre à leur place un frère, un neveu, un cousin, c'est-à-dire un autre membre de la lignée. Ce pouvoir du sultan est particulièrement fragile



dans le cas des sultans mineurs ou au contraire très âgés. D'autre part, la captivité dans laquelle sont maintenus les candidats au trône, ce qu'on appelle l'institution de la kafes (« la cage »), les prépare aussi mal que possible à régner et à préserver leur pouvoir, même si quelques-uns, comme Ahmed II au XVII^e siècle, ont critiqué cette institution au moment de leur avènement

Cette perte de toute-puissance affaiblit-elle l'Empire ?

D'autres facteurs y ont contribué, mais cet affaiblissement du pouvoir du sultan au profit d'autres pouvoirs n'a certainement pas été sans conséquences sur l'efficacité de la gouvernance. Des circonstances fortuites ont apparemment joué un rôle dans cette évolution. À la mort prématurée du sultan Mehmet III en 1603, son fils aîné, le futur Ahmed Ier n'a encore que 13 ans et c'est le cercle des hauts dignitaires qui prennent sur eux de laisser en vie le frère cadet, Mustafa, qui, en d'autres temps, aurait été assassiné sur l'ordre de son aîné. Cette décision capitale a donc été prise en dehors du sultan

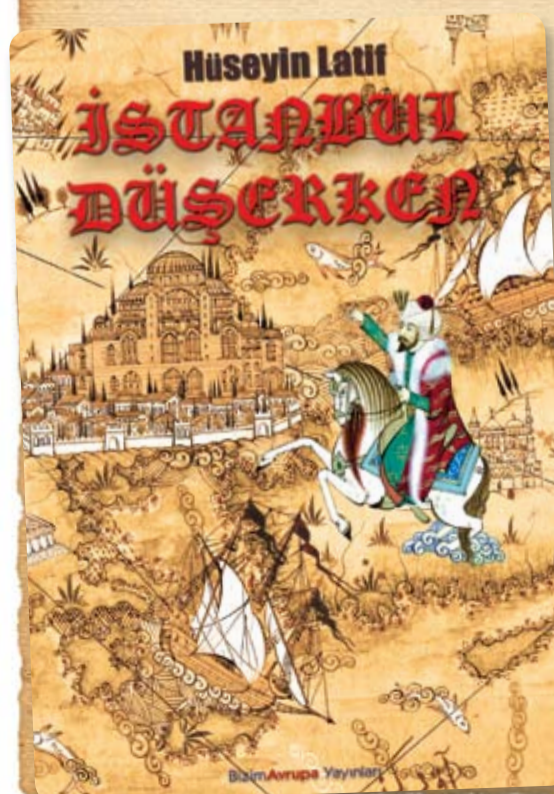
lui-même et il en ira de même d'autres grandes décisions ultérieures. En même temps, les dignitaires qui les prennent ne sont en principe que des kul, c'est-à-dire des esclaves du sultan qui ne sont rien en dehors de la volonté de celui-ci. Il n'empêche que les circonstances les ont mis en situation de décideurs suprêmes et ont ainsi consacré leur poids propre dans l'État. Dans le livre que j'ai publié avec Nicolas Vatin, *Le Sérail ébranlé*, nous montrons comment le pouvoir de ces hauts dignitaires s'impose de plus en plus par rapport à celui du sultan, alors même que, juridiquement, ils continuent à n'être que des kul.

Au sein de la capitale, Istanbul, dans l'armée et dans les provinces, d'autres pouvoirs émergent également. C'est le cas des janissaires qui pénètrent en outre le monde des corporations d'artisans, les esnaf. Un puissant lobby militaro-social s'est ainsi constitué qui joue un rôle-clé dans les insurrections urbaines pouvant aller jusqu'à l'exécution d'un souverain. C'est l'évolution des forces politiques qui a donc amené les modifications de l'équilibre des pouvoirs. D'ailleurs, n'oublions pas que, même quand le sultan était tout-puissant, il était obligé de respecter certains droits acquis pour ne pas risquer de provoquer des révoltes dont les janissaires étaient déjà les principaux acteurs. Mehmet II ou Selim II, notamment, en ont fait l'expérience. On a pu émettre l'hypothèse que Mehmet II était mort empoisonné (hypothèse au demeurant très incertaine) en raison de sa politique foncière qui lui avait valu beaucoup d'ennemis.

* La suite dans le numéro 51

* Mireille Sadège et Marine Deneufbourg

« La chute d'Istanbul », le nouveau roman de Hüseyin Latif



Hüseyin Latif, «Mavi Ölüm», «Sence Aşk Nedir?» ve «Bitmemiş Hikayeler»den sonra, masal tadında kaleme aldığı son romanı «İstanbul Düşerken»de bu defa Fatih döneminden İstanbul'un İşgali'ne ve oradan da günümüze uzanan bir aşk hikayesi anlatıyor okurlarına. Yazarın zaman içinde yaptığı yolculukta, etkileyici bir aşk hikayesi önümüzde kat kat açılırken, İstanbul şehrinin kaderini belirleyen kritik dönemler, bu dönemlere ait para, din, iktidar ve çıkar ilişkileri de açığa çıkıyor.

Kemal Kılıçdaroğlu : la nouvelle figure montante de l'opposition en Turquie

Son nom revient de plus en plus lorsqu'on parle du CHP, principal parti de l'opposition. Il a d'ailleurs marqué les récentes élections municipales à Istanbul. Nous l'avons rencontré pour connaître son opinion sur les questions qui marquent l'actualité de la Turquie.

Pouvez-vous nous parler des élections municipales de mars dernier ? Peut-on parler de démocratie lors de ces élections et quelles mesures faut-il prendre pour faire disparaître le débat sur ce sujet ?

Le tableau qu'a présenté la Turquie durant ces élections nous prouve bien que cette dernière n'a toujours pas achevé le processus de démocratisation. Nous constatons que l'est et le sud-est votent en tenant compte du facteur de l'identité et que le centre anatolien vote en fonction de la religion. Dans ces régions, les droits de l'homme, la distribution inégale des revenus, le chômage ou l'économie malade ne sont pas des éléments qui déterminent un choix de vote. Le CHP, par exemple, n'a pas réussi à gagner des voix dans les régions où le chômage est très élevé, ces régions n'ayant pas réagi face à la politique actuelle du pays. La seule manière de contrer cette mentalité de vote en fonction de l'identité ou de la religion réside dans l'éducation. Nous devons expliquer aux gens que la démocratie peut effacer les problèmes économiques ou culturels des diverses populations qui vivent en harmonie depuis des siècles. Le CHP n'a pas réussi à faire suffisamment passer ses idées dans ces régions.

Lors des élections, on assiste souvent aux mêmes incidents tels que le vol de bulletins de vote ou des urnes; on en parle davantage dans des villes comme Istanbul ou Ankara, où les médias tiennent un grand rôle. Ce qui a été inadmissible durant ces élections, c'est que le gouvernement actuellement au pouvoir soit entré dans la course en faisant pression, en orientant et en utilisant le peuple et l'administration. D'ailleurs, les préfets et les sous-préfets n'ont pas manqué de piocher dans les fonds de solidarité et d'aide afin de les distribuer à la population juste avant les

élections et la justice doit réagir face à cela. D'un autre côté, pour que la justice travaille efficacement, elle doit être indépendante alors qu'en Turquie, la justice est soumise au gouvernement. Alors que le rapport d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne met l'accent sur l'indépendance des juges, le gouvernement continue à faire la sourde-oreille. L'unique manière de régler tous ces problèmes passe par la démocratie.

Que signifie la venue du président Obama en Turquie ? Que doit-on comprendre quand il dit que la Turquie est un « pays modèle » ? De plus, la Turquie réussira-t-elle à gérer ses relations avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

La raison cachée de cette venue réside dans le fait que les États-Unis veulent se retirer progressivement d'Irak par l'intermédiaire de la Turquie. Cependant, nous sommes contre l'idée d'un retrait qui s'effectuerait par la Turquie, tout comme nous l'étions pour l'entrée des États-Unis en Irak par la Turquie, comme l'atteste le « billet » du premier mars.

Avant la venue de Barack Obama, les États-Unis voyaient la Turquie comme un pays islamique modéré, ce qui n'est en aucun cas notre opinion. D'ailleurs, le discours d'Obama devant le parlement turc a été très important dans le sens où il soulignait que la Turquie est un pays laïc et démocratique, et où il montrait l'importance de la révolution kémaliste. La Turquie, si elle doit être montrée comme un exemple au sein du monde musulman, doit l'être pour son caractère démocratique, laïc et socialiste.

Concernant les Arméniens, M. Obama a dit que le peuple arménien avait vécu une tragique histoire, ce avec quoi nous sommes d'accord. Ce qu'il faut faire à ce sujet, c'est mettre en place une collaboration entre les historiens turcs et arméniens afin de dire la vérité sur ces événements. Quant à l'Azerbaïdjan, c'est un pays avec lequel la Turquie a des liens culturels et historiques très importants. Il faut mener une politique arménienne qui ne froisse pas l'Azerbaïdjan sans tenir compte des suggestions provenant des Occidentaux, car l'Azerbaïdjan a des demandes légitimes quant à l'occupation de ses terres par l'Arménie. Le secrétaire général du CHP, Deniz Baykal, a d'ailleurs souligné que si les liens de la Turquie avec l'Azerbaïdjan, qui est

un pays très important au niveau énergétique, venaient à être tendus, une réelle rupture se ferait ressentir dans la politique extérieure.

Les relations UE-Turquie et franco-turques sont-elles à un niveau satisfaisant ?

Je maintiens le fait que l'UE applique deux poids deux mesures à l'égard de la Turquie et qu'elle adopte pour ce processus d'adhésion, une politique différente de celles pratiquées pour les autres pays candidats. Cela est franchement inadmissible. Cependant nous sommes conscients des difficultés d'absorption de la Turquie dans l'UE, notamment du fait qu'il s'agit d'un grand pays avec une population importante. Aussi, nous acceptons que le processus soit plus long et concevons que certains points soient retardés comme la libre circulation des personnes, mais, dans ce cas, nous demandons un calendrier à l'UE, de façon à pouvoir mieux gérer et appliquer les plans en vue de l'adhésion. La Turquie doit aussi davantage clarifier ses politiques. A titre d'exemple, elle devrait être en mesure de suspendre l'application de l'accord d'union douanière car il se fait désormais aux dépens de la Turquie. Nous trouvons inacceptable que l'UE enferme la Turquie dans une sorte d'attente et qu'elle la garde dans une position uniquement conforme à ses objectifs stratégiques. La Turquie devrait être en mesure de rechercher d'autres options.

Quant à la France, le fait qu'elle montre si nettement son refus de voir la Turquie dans l'UE nous a particulièrement déçus. Malheureusement, la structure de la politique extérieure turque reste très passive face à cette position. En effet, lors du retour de la France au sein du commandement unifié de l'Otan, la Turquie aurait pu imposer son veto et adopter une position plus déterminée. Pourtant, l'histoire laisserait à penser que les liens entre ces deux pays sont solides. En effet, il ne faut pas oublier que la Turquie a pris la France comme modèle de démocratie et qu'elle donne une grande place à l'enseignement du français. Mais les relations se sont progressivement dégradées, surtout avec les manifestations et revendications des Arméniens. La Turquie doit adopter une posture claire envers la France, tout en gardant de bonnes relations avec elle car nous avons des liens très forts dans le domaine économique et des milliers de Turcs travaillent et étudient en France. En fait, le problème de base est celui de la non-intégration de la population turque à la société française. Ce sera à la seconde génération des Turcs installés en France de contribuer à cette bonne entente, comme c'est déjà le cas aux Pays-Bas et en Belgique.

Aujourd'hui la Turquie peut-elle contribuer au développement des relations franco-turques ?

Il est très important de faire connaître aux étrangers, notamment francophones, la Turquie et ses problèmes internes. La chose la plus importante à laquelle un politicien doit faire attention est la critique, et les critiques de la Turquie envers la France seront lues et connues par le biais de votre journal. D'ailleurs, *Aujourd'hui la Turquie* est également la source à laquelle on se réfère pour obtenir des nouvelles concernant la politique, la population, les artistes, la démocratie et la culture. Dans ce contexte, votre journal occupe une position très importante et je vous souhaite une très bonne continuation.

Pouvez-vous nous parler de la politique du CHP concernant l'eau et de la position de la Turquie par rapport à cette ressource ?



Kemal Kılıçdaroğlu

Bien que l'eau soit devenue une sorte de produit stratégique, nous, en tant que politiciens du CHP, sommes contre la commercialisation de l'eau car l'eau est une substance vitale pour l'homme. L'homme ne doit jamais manquer d'eau, et, pour cela il est nécessaire de prendre en main ce sujet en tenant compte également du climat, de la nature et de l'environnement. Nous avons amené de l'eau de Sakarya pour qu'Istanbul ne se retrouve pas en pénurie, et, même si les écologistes ont souligné que, du coup, dans ces zones, de sérieux problèmes allaient apparaître, nous ne pouvons pas laisser une métropole comme Istanbul sans eau. Il existe un autre moyen comme celui d'obtenir de l'eau douce en dessalant l'eau de mer mais ceci a un coût et la Turquie n'a pas encore les moyens de le faire. En Turquie, les ressources en eau sont importantes et de nombreux barrages sont en construction mais le partage de l'eau reste problématique car il crée des conflits avec nos pays voisins et, d'ailleurs, dans le rapport de l'Union européenne, cet élément est évoqué. Par conséquent, le problème de l'eau ne doit pas être géré au niveau national mais dans un contexte international et les Nations unies travaillent beaucoup sur ce sujet et élaborent de nombreuses prévisions. Nous aspirons à ce que tout le monde se plie aux décisions des Nations unies car nous sommes persuadés qu'elles agissent pour l'intérêt mondial. La Turquie est entrée dans un processus très important en ratifiant le protocole de Kyoto et, même si cette ratification engendrera des coûts supplémentaires pour l'industrie, la Turquie montre sa volonté de coopérer pour la protection de l'environnement.

Des rumeurs circulent sur un détournement d'eau dans les sous-sols d'Ankara...

La Turquie ne contrôle pas assez les eaux des sous-sols et les administrations locales se montrent incapables de surveiller. Et tout le monde sait qu'une grande partie de l'eau est détournée, notamment en creusant des puits illégaux ou pour l'arrosage des champs. D'ailleurs, les réserves en eau d'Ankara ont baissé de 5 à 6 mètres, ce qui indique bien ce fléau du détournement de l'eau. La Turquie doit régler ses problèmes d'eau en mettant en place des politiques saines et suivies, notamment dans le domaine de l'assainissement de l'eau usagée ou la purification de l'eau rejetée dans la mer de Marmara pour mettre l'eau au service de la population ou pour l'utiliser dans l'arrosage des parcs et des jardins. Certes, tout ceci a un coût mais il est nécessaire de penser d'abord à économiser l'eau et à protéger nos mers telle que la mer de Marmara. Des investissements et des prévisions ont déjà été faits à ce sujet mais, maintenant, il faut que tous ces éléments soient rapidement mis en route.

* Propos recueillis par Hasan Latif et İnci Kara

Prendre des notes pour l'histoire (Suite de la page 1)

Ce qui est le plus marquant, mais par un pur hasard, c'est que ce 50e numéro sorte à la veille de la Saison turque en France.

Toutefois, la Saison turque en France commencera sans la participation du seul et unique moyen de faire mieux connaître la Turquie dans les pays francophones, le journal *Aujourd'hui la Turquie*.

Aujourd'hui la Turquie se positionne désormais comme étant Le journal de référence et une source d'informations pertinentes pour tous ceux qui s'intéressent à la Turquie, au Moyen-Orient et à l'Union européenne. Nos rédacteurs sont désormais sollicités par différents journaux, chaînes de télévision, sites internet et organismes divers pour leur opinion et leur point de vue sur différentes questions internationales, et plus particulièrement sur l'actualité de la Turquie et les relations franco-turques.

Aujourd'hui la Turquie aspire à occuper le devant de la scène pour jouer encore de nombreuses années un rôle positif et influent dans les relations franco-turques, les relations de la Turquie avec les pays de la région et du reste du monde, en suivant la voie moderne tracée par le fondateur de la République de Turquie, Mustafa Kemal Atatürk, et en soutenant la candidature de la Turquie à l'Union européenne dans la paix et l'amitié.

Aujourd'hui la Turquie, avocat de la paix dans la région et dans le monde, sera toujours présent aux côtés des pays, des entreprises et des personnes qui font de réels efforts pour enrichir les relations culturelles, politiques et commerciales de la Turquie dans le monde de demain. Ainsi, en votre présence, nous prenons des notes pour l'histoire.

* Dr. Hüseyin Latif
Directeur de la publication

Le « Grand Moyen-Orient » et l'impératif de stratégies diplomatiques renouvelées



* Barak Mikail

Les chantiers qui s'imposent à Barack Obama sont, pour le moins, colossaux. Plus que tout, la gestion par l'Administration Bush (2001-2009) des affaires du « Grand Moyen-Orient » a alourdi la tâche incombant aujourd'hui au nouveau président américain. Pour preuve : l'enfoncement toujours aussi abyssal du conflit israélo-palestinien, doublé de perspectives israélo-arabes de renouement bien faibles ; l'affirmation toujours d'actualité des violences en Afghanistan, ainsi qu'au Pakistan ; la confiance poussée de l'Iran en lui-même, et ses répercussions sur les scènes régionale comme internationale ; et bien sûr, une situation politico-sécuritaire irakienne qui, en dépit des quelques améliorations auxquelles elle peut prétendre maintenant, ne rend pas moins les déplacements dans ce pays toujours aussi déconseillés, et le statut socio-économique des Irakiens en général, très peu reluisant.

Une responsabilité collective

Certes, le propos ici n'est pas de dédouaner les gouvernements nationaux concernés. Ceux-ci ont en effet une part non négligeable de responsabilité dans cet état des faits, ce quand bien même chacune des situations susmentionnées répond aussi et nécessairement à des singularités. De l'incapacité des Israéliens à se définir autrement qu'au travers de conceptions nationales sécuritaires, à l'attachement des Iraniens à abonder dans le sens d'un radicalisme politique, en passant par le raidissement des postures inter-palestiniennes, la soif de pouvoir du président afghan Hamid Karzai, les ambitions tout aussi personnelles de certains membres de l'échiquier politique pakistanais, ou encore l'attachement de l'exécutif irakien à la consécration de ses propres considérations... force est de le constater, pas un des scénarii présents ne le cède à un quelconque optimisme. Et partant, aucun de ces pays ne semble à même de pouvoir clore de manière durable la parenthèse des violences qui l'entretiennent.

Cela étant dit, le « vent du changement » que fut censé apporter un B. Obama pourrait-il venir à souffler dans les meilleurs délais ? Là encore, les choses sont à nuancer. Incontestablement, du point de vue de la méthode, le nouveau président fait preuve d'une posture bien plus appréciable que celle de son prédécesseur. En témoignent, la politique de « bonnes intentions » qu'il a entamée dans une certaine mesure vis-à-vis de l'Iran, la promesse de retrait militaire d'Irak qu'il paraît effectivement vouloir faire aboutir, ou encore les ouvertures qu'il a d'ores et déjà esquissées vis-à-vis de pays bannis par G. W. Bush, comme c'est particulièrement le cas avec la Syrie.

Pour autant, on aurait aussi pu s'attendre à plus de détermination, et de pragmatisme, de sa part pour ce qui relève de certains autres champs conflictuels. Car, aussi miné soit-il, le terrain israélo-palestinien demeure incontournable, et nécessite bien des pressions pour que ses protagonistes s'envisagent autrement que par des méfiances réciproques, et ce qui en découle en matière de violences. De la même manière, quand

bien même « l'onde de choc talibane » menace réellement les perspectives sécuritaires au Pakistan et en Afghanistan, cela ne rend pas moins indispensable de reconnaître combien le vide politique à l'échelle du pays, que ce soit du fait de pratiques actuelles (Afghanistan) ou en partie passées (Pakistan), a aussi sa part d'explication. A ce titre, afficher une disposition à discuter avec les « Taliban modérés », comme cela semble pouvoir être le cas avec B. Obama, a certes un avantage : celui de reconnaître que le politique a parfois ses droits que le sécuritaire ne connaît pas. Mais, rapportée aux réalités du terrain, cette même attitude souffre aussi de limites annoncées.

Un nécessaire renouvellement des approches

Ainsi, distinguer les Taliban selon qu'ils sont « modérés » ou « radicaux » ne pourra avoir d'effet autre que celui de radicaliser jusqu'aux Taliban les plus « dociles », par crainte de leur part de paraître comme étant trop en phase avec les Etats-Unis. Cela les discréditerait en effet tant aux yeux des membres autres du mouvement que vis-à-vis de leur base populaire connue – les Pachtoune. En contrepartie, accentuer les investissements militaires en Afghanistan, comme annoncé et d'ores et déjà mis en œuvre par Obama, répond certes à la nécessité qu'il y a de pouvoir mettre à mal tous acteurs et organisations dynamisant les processus locaux d'évolution. Mais il n'y a pas pour autant à s'attendre à ce qu'une telle stratégie soit payante en soi. Non seulement elle n'a pas marché en Irak, en dépit de ce que pensent et disent les Etats-Unis aujourd'hui. Mais de plus, il n'y a pas de raisons pour l'Afghanistan, et peut-être bientôt le Pakistan, de pouvoir se relever du chaos qui le mine autrement qu'au départ de solutions de fond (rapprochement des postures inter-politiques, mise en place de perspectives économiques viables, renforcement de la posture des gouvernants politiques...) développées par des acteurs ayant la confiance des populations concernées. Or, ni les Etats-Unis, ni l'OTAN, ni les « Occidentaux » en général n'ont, à quelques menues exceptions près, la confiance des opinions publiques vivant au « Grand Moyen-Orient ». Un fait évident, mais que ceux-ci sont les derniers à vouloir reconnaître, pour des raisons évidentes d'attachement à leur dit leadership. Il est pourtant une voie que « les Occidentaux » seraient bien inspirés d'explorer, s'ils veulent parvenir à des résultats probants : celle de l'encouragement de médiations de la part d'acteurs faisant partie des régions et zones concernées. Le cas turc est un exemple intéressant à cet égard, et qu'il conviendrait de mieux explorer. Depuis qu'elle a redéfini certains des fondements de sa politique proche-orientale, Ankara s'est en effet engagée dans la mise en place de tractations potentiellement importantes pour l'avenir de la région. Parmi celles-ci, la mise en place de « négociations indirectes » syro-israéliennes, suspendues pour l'heure, opération à l'encontre de la bande de Gaza oblige, mais qui pourraient reprendre de manière assez imminente. Or, outre qu'elle s'avère assez favorable car à l'émanation d'un pays ayant une assez bonne connaissance des logiques politiques régionales et du traitement qui en est

nécessaire, cette même configuration pourrait très bien être favorable à d'autres situations dans lesquelles Washington et ses alliés occidentaux peinent à peser : le Qatar pour les perspectives arabo-iraniennes, Doha et Riyadh pour les évolutions soudanaises, l'Arabie Saoudite et la Chine pour ce qui relève de l'Afghanistan, et, pourquoi pas, l'Iran et l'Arabie Saoudite pour ce qui relève des évolutions tant pakistanaïses qu'irakiennes. Scénarii fous, à première vue s'entend, cela est fort possible. Dans le même temps, l'on voit mal comment les faits pourraient avancer autrement que par des tactiques irréalisables en apparence, mais pourtant nécessaires, pour ne pas dire incontournables.

Le déficit de crédibilité des « Occidentaux »

Non seulement « les Occidentaux », Etats-Unis en tête, ne sont plus pris au sérieux par les opinions publiques du « Grand Moyen-Orient » ; mais de plus, l'ONU souffre elle-même d'un déficit de légitimité à leurs yeux, tant « l'instance des instances » endosse sans nuances les orientations des membres permanents de son Conseil de Sécurité. Or, une telle situation est d'autant moins tenable que les

conflits contemporains précités portent en germe, comme par réaction au délitement des capacités persuasive et coercitive de l'ONU, un risque propre de décomposition nationale. Irak, Soudan, Afghanistan, sans oublier le cas des Territoires palestiniens, donnent des représentations frappantes de ce risque. Dès lors, l'on voit mal comment l'on pourra faire l'économie, à l'avenir, d'une forme de « diplomatie renouvelée des petits pas » pour avancer favorablement concernant les zones contemporaines de crise. On ne serait pas pour autant dans un multilatéralisme néanmoins tant souhaité et attendu, certes. Mais, à tout prendre, opter pour une telle configuration, demeure plus souhaitable que d'entretenir des attentes probablement vaines face à une Administration Obama qui, aussi bien intentionnée pourra-t-elle être, ne réussira cependant que très difficilement à récupérer les frasques d'un George W. Bush.

* Barak Mikail, chercheur à l'IRIS



INSTITUT PRIVÉ DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

diplômes de niveau Bac +4 et Bac +5

IPRIS 1^{ère} année - Accessible après une licence

> RELATIONS INTERNATIONALES

Diplôme privé d'études fondamentales en Relations internationales

Des bases solides sur les enjeux politiques, économiques, et diplomatiques, nécessaires à la compréhension des grands enjeux contemporains.

IPRIS 2^{ème} année - Accessibles après une maîtrise ou un Master 1

> RELATIONS INTERNATIONALES

Diplôme privé d'études supérieures en Relations internationales

Une formation poussée sur les questions géopolitiques et stratégiques. De solides connaissances sur les enjeux économiques, politiques et diplomatiques.

> DÉFENSE, SÉCURITÉ ET GESTION DE CRISE

Diplôme privé d'études supérieures Défense, sécurité et gestion de crise

Une formation qui se veut avant tout une approche moderne des questions de défense et de sécurité intégrant notamment les nouvelles problématiques de sécurité et de gestion de crise.

> GÉOÉCONOMIE ET INTELLIGENCE STRATÉGIQUE

Diplôme privé d'études supérieures Géoéconomie et intelligence stratégique

Une formation amenant à maîtriser l'évolution des contextes géopolitique et économique internationaux, et de l'environnement concurrentiel qui fait plus que jamais partie du paysage industriel mondial.

> ÉTUDES EUROPÉENNES

Diplôme privé d'études supérieures Etudes européennes

Une formation solide ayant l'ambition de former des spécialistes des relations européennes, en dispensant les outils de compréhension des nouveaux défis stratégiques auxquels doit faire face l'Union européenne.

> COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Diplôme privé d'études supérieures Action internationale associative et coopération décentralisée

Une formation permettant d'acquérir des compétences théoriques et pratiques sur la coopération internationale afin de les mettre à disposition de collectivités et structures privées.

> LES MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE

Diplôme privé d'études supérieures Les Métiers de l'humanitaire

Une formation professionnalisante ayant pour objectif de préparer à l'exigence des différents métiers opérationnels exercés au sein des organisations humanitaires.

Renseignements : Tél: 33 (0) 1 53 27 60 60

www.iris-france.org

CES FORMATIONS SONT ÉGALEMENT ACCESSIBLES AU TITRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Les relations Turquie-Israël et les conflits au Moyen-Orient

À l'heure où le processus de paix reste bloqué au Moyen-Orient, nous avons rencontré l'ambassadeur d'Israël à Ankara, S.E. Gabby Levy, afin d'en savoir plus sur les facteurs qui pourront mettre fin au conflit israélo-arabe mais également sur les relations turco-israéliennes.

D'après vous, doit-on engager de nouvelles démarches pour la paix au Moyen-Orient ? La crise internationale peut-elle engendrer des ralentissements dans le processus de paix ?

Nous sommes déjà en présence de deux conflits majeurs, l'un avec la Palestine et l'autre avec la Syrie. Je ne pense pas qu'il faille entreprendre de nouvelles démarches, car elles sont déjà existantes ; il ne sert donc à rien d'en créer des nouvelles mais peut-être faut-il réviser celles qui existent déjà. Nous, le peuple israélien, nous aspirons à la paix et, de ce fait, il n'est pas nécessaire de nous l'imposer ou de nous motiver à ce sujet. Avant toute chose, nous voyons qu'il y a des changements politiques dans la région. D'ailleurs, le nouveau gouvernement américain en place fera tout son possible pour instaurer la paix au Moyen-Orient, même si nous connaissons les fondements clairs du conflit tels que la création un État palestinien voulu par les Palestiniens.

Je suis sûr que le nouveau gouvernement israélien ira dans le sens de la paix mais ses approches peuvent être différentes. D'un autre côté, il y a de nombreux changements au sein de la Palestine, et, même si les entrevues avec le gouvernement palestinien ont continué après le sommet d'Annapolis, le nouveau Hamas ralentit le processus en persistant à ne pas reconnaître Israël et en continuant les attaques terroristes sur notre territoire et j'espère qu'une solution sera apportée. Quant à la crise économique, je ne pense pas qu'elle aura des conséquences sur le processus de paix. Nous avons un point de vue qui est de ne pas permettre aux terroristes d'affecter les négociations de paix ni l'avenir des deux peuples ; par conséquent, ni la crise économique ni le terrorisme ne peuvent entraver le processus de paix. Nous sommes décidés à continuer les négociations tant que nous avons à nos côtés des collaborateurs.

Le facteur de la pauvreté en Palestine renforce-t-il la position du Hamas ?

Nous sommes persuadés d'une chose : les Palestiniens ont le potentiel de vivre dans un pays dont les conditions économiques sont bonnes, meilleures que celles d'autres peuples arabes de la région. D'ailleurs, si ce potentiel s'était orienté vers des domaines plus constructifs, Gaza aurait pu être la Singapour du Moyen-Orient. Malheureusement, les pays arabes ont toujours abusé des Palestiniens, et le fait d'avoir le statut de réfugiés dans les zones où ils se trouvent arrange les pays arabes. En ce moment, le Hamas abuse aussi de la situation ; en effet, pourquoi le Hamas n'utilise-t-il pas ses ressources financières dans des domaines utiles tels que l'éducation, la construction ou les services sociaux plutôt que de les dépenser dans l'achat de roquettes ou d'équipements militaires ? Je ne comprends pas pourquoi le Hamas gâche tout cet argent

afin de satisfaire ses objectifs politiques. Il y a une grande différence socio-économique entre Gaza et la Cisjordanie car la Cisjordanie ne recourt pas autant au terrorisme que Gaza. Des pays tels que la Turquie ou les États-Unis ont fait tout ce qu'ils ont pu pour le bien-être des deux sociétés. À une époque, nous avons autorisé quelque 150 000 Palestiniens à venir travailler sur notre territoire. C'était un bon accord puisqu'eux avaient besoin de travail et nous, nous avions besoin de main-d'œuvre. Mais quand le terrorisme a commencé, nous avons dû fermer nos frontières et, par conséquent, au lieu d'employer nos voisins, nous sommes obligés de faire appel à d'autres travailleurs, notamment chinois. Je suis persuadé d'une chose : aussitôt que les Palestiniens arrêteront de vouloir détruire Israël, la paix sera très rapidement instaurée, la situation des Palestiniens s'améliorera, la société palestinienne sortira de la misère et nos économies vivront ensemble. Ainsi, nous pourrions vivre en paix car nos vies se ressemblent énormément et se déroulent en parallèle.

Nous savons tous que l'État d'Israël est très puissant et que les gens sont fatigués de voir durer cette guerre. Comment se fait-il qu'Israël n'y mette pas un terme ?

La menace de nos pays voisins a naturellement renforcé notre pouvoir militaire. Imaginez-vous le niveau économique que la région aurait atteint si la paix avait régné. Les deux pays qui l'ont compris sont l'Égypte et la Jordanie qui ont signé avec Israël des accords de paix après de longues années de guerre. Durant le mandat d'Arafat aussi, le peuple avait compris (et on avait donc signé les accords d'Oslo, même si ces accords n'ont pas apporté la paix concrètement) et, durant le mandat de Mahmud Abbas également ; d'ailleurs, nous sommes déjà parvenus à un consensus. Nous espérons que le Hamas comprendra qu'il n'y aura jamais de paix s'il s'obstine à ne pas reconnaître les accords existants et à ne pas reconnaître l'État d'Israël. Nous sommes convaincus que dès lors que les conflits avec la Palestine, avec la Syrie et avec le Liban seront réglés, le monde arabe reconnaitra l'État d'Israël.

Les négociations de paix avec la Syrie ont-elles repris ?

Les entretiens pour la paix, qui étaient en suspens, n'ont pas repris. Avec la médiation de la Turquie, nous avons réalisé quatre entrevues à Istanbul, les négociations avaient bien avancé et nous étions même sur le point d'avoir des entrevues directes. Malheureusement, avec la décision de l'opération à Gaza, ces entretiens ont été repoussés. La situation a changé, de nouvelles conditions apparaissent et ces changements ne résultent pas des critiques qu'a engendrées la guerre entreprise par Israël. Maintenant, il y a de nouveaux acteurs – de

nouveaux gouvernements aux États-Unis et en Israël – et il faut travailler à la reprise du processus de paix avec ces nouveaux acteurs. Nous sommes toujours favorables à la médiation de la Turquie lors des négociations de paix, à condition que l'autre partie soit également d'accord.

Pourquoi la Syrie et Israël ne se rencontrent-ils pas directement, sans la médiation de la Turquie ?

Vous savez, il faut toujours un intermédiaire pour faciliter les choses. Cela a été le cas pour les accords avec l'Égypte et la Jordanie qui ont été réalisés grâce aux États-Unis et pour les accords d'Oslo grâce à la Norvège. Il était convenable que la Turquie soit la médiatrice entre la Syrie et Israël étant donné que nos deux pays n'ont aucune relation diplomatique. Et quand il y a des désaccords entre les deux pays, ces désaccords sont vite réglés grâce au médiateur. La Turquie mérite beaucoup d'éloges à ce sujet et il ne faut pas sous-estimer son rôle. La dernière relation dans le cadre du processus de paix avec la Syrie remonte à l'an 2000 sous Bill Clinton, et, durant sept ans, nous n'avons eu aucun contact avec la Syrie jusqu'à ce que la Turquie se propose comme médiatrice et soit acceptée par les deux parties en question. La Turquie a réagi très sagement et judicieusement en acceptant cette mission de médiation, contrairement aux États-Unis qui ont refusé étant donné leur approche avec ces pays.

Suite à la venue de la ministre des Affaires étrangères américaine, Hillary Clinton, et du président Obama en Turquie, les relations semblent s'améliorer avec la Syrie, la Turquie et les États-Unis, mais il reste un problème, celui de l'Iran. Qu'en pensez-vous ?

Le fait que l'Iran se dote de l'arme nucléaire représente un danger non seulement pour Israël mais aussi pour la Turquie, pour l'Europe, voire même pour toute la Terre. Et les pays qui seront touchés directement sont les pays du Golfe, c'est-à-dire les pays où l'Iran a des ambitions. C'est pourquoi, nous invitons tous les pays à prendre leurs précautions et à se soucier davantage de ce



sujet. Toutes nos démarches diplomatiques effectuées avec ce pays ont échoué et, d'un autre côté, il faut sanctionner l'Iran, c'est la seule option efficace. D'ailleurs, sur ce point, nos idées divergent de celles du gouvernement turc car Ankara pense que de simples pressions diplomatiques seront suffisantes et doute peut-être de l'intention réelle de l'Iran de devenir une puissance militaire nucléaire. Cependant, d'après les informations et les preuves que nous détenons, l'Iran avance de plus en plus dans ce



Gabby Levy

projet. Inutile de rappeler que des moyens nucléaires, en particulier aux mains de terroristes, engendreraient de grandes catastrophes.

Craignez-vous que le gouvernement turc laisse l'Iran devenir une puissance nucléaire ?

La politique extérieure turque est très explicite : la Turquie déclare haut et fort qu'elle ne souhaite pas voir l'Iran devenir une puissance nucléaire. Quand je dis que nos avis diffèrent, je veux dire que le gouvernement turc ne prend pas la menace au sérieux autant que nous et que, par conséquent, il ne fait pas assez pression. Hormis cela, nos deux pays partagent le même avis, c'est à dire le refus de voir l'Iran devenir une puissance nucléaire.

Lorsque nous suivons la presse en Turquie, certaines voix s'élèvent en disant que si l'Iran se dote de l'arme nucléaire, la Turquie devrait faire de même...

Le fait que l'Iran se dote de l'arme nucléaire signifiera une course à l'armement nucléaire dans la région. Or, l'Arabie saoudite et les autres pays de la région n'accepteront jamais de cohabiter sous la menace de l'arme nucléaire de l'Iran et, si cela se concrétise, logiquement les autres pays se doteront aussi de l'arme nucléaire.

Où en sont les relations israélo-turques suite au sommet de Davos ?

Il est erroné de penser que cet incident lors du sommet est un tournant dans les relations israélo-turques et, d'ailleurs, cet incident est passé quasi inaperçu en Israël. Cependant, ce que je comprends c'est que cet incident a été important pour la Turquie et qu'il s'est transformé en un sujet de nationalisme turc et de fierté turque. Certes, une tension a existé durant le sommet mais la crise dans nos relations avait déjà commencé avec l'attaque d'Israël sur Gaza car le gouvernement turc avait fortement critiqué cette attaque et de grandes divergences de points de vue entre nous étaient apparues. D'ailleurs, nous avons été critiqués par de nombreux pays qui ont porté leur attention sur l'aspect humain de l'attaque en voyant les photos parues dans les médias ; d'ailleurs personne ne peut rester insensible à ce genre d'images et nous comprenons très bien ces critiques. Mais nous voulons que ces pays comprennent qu'Israël a le droit de se défendre. Le Hamas envoie d'abord des enfants puis nous lance des roquettes depuis des écoles ou des mosquées. Il faut comprendre que nous nous battons dans une aire géographique très difficile. Quant aux relations entre nos deux pays, je suis convaincu qu'elles vont s'améliorer : le Premier ministre Erdoğan a bien souligné que sa colère durant le sommet n'était pas dirigée contre Shimon Peres et vice-versa et qu'il n'y avait rien de

(lire la suite page 15)

personnel. Ceux qui connaissent la région savent parfaitement la solidité des relations entre la Turquie et Israël. Le peuple israélien sera toujours reconnaissant envers la Turquie et l'Empire ottoman qui nous a accueillis alors que nous étions persécutés de partout. Je suis certain que nos relations vont s'améliorer car nous partageons les mêmes intérêts et nous entretenons de nombreuses relations, qu'elles soient militaires, économiques – le volume du commerce entre nos deux pays s'élève à 3,5 milliards de dollars et plus de 600 000 touristes israéliens viennent en Turquie, ce qui représente 8 % de la population israélienne, et de nombreux hommes d'affaires israéliens investissent en Turquie – ou politiques avec les problèmes tels que celui de la Syrie ou encore celui de l'Arménie, dans lequel Israël a apporté son soutien à la Turquie.

La Turquie a pour moi une place très spéciale car ma famille est originaire de Bergama, une préfecture de la ville d'Izmir.

Que pensez-vous de la candidature de la Turquie à l'UE et du ralentissement du processus d'adhésion ?

Les réformes sont importantes pour chaque pays. Quant à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Israël soutient totalement cette entrée car nous savons que la Turquie apportera beaucoup de choses

à l'Union. L'Europe doit comprendre que la Turquie est une grande puissance au Moyen-Orient et que si elle accepte la Turquie en la voyant comme une alliée stratégique, elle pourra régler certains problèmes notamment celui avec l'Iran. De plus, la Turquie exerce un tel pouvoir sur les pays musulmans du Moyen-Orient, de l'Asie et du Caucase que ce pouvoir se répercutera au sein de l'Union. Il est aussi question d'intérêts économiques car la Turquie peut devenir un centre de production important pour l'Europe.

Lors de sa visite en Turquie, Hillary Clinton a dit que la Turquie n'était pas un pays musulman modéré mais un pays

laïc et démocratique. Selon vous, y a-t-il une islamisation de la Turquie ou faut-il qu'elle adopte un islam modéré ?

En fait, notre situation est identique à la vôtre mais nous ne nous voyons pas comme un État juif modéré. Nous sommes un pays laïc

avec une majorité de juifs et la Turquie aussi est un pays constitutionnellement laïc. Même si des gouvernements qui ont une sensibilité particulière pour l'islam arrivent au pouvoir, cela ne changera rien et le plus important c'est que l'État soit laïc et démocratique. Je doute que l'on dise que la Turquie est un pays socialiste si un gouver-

nement social-démocrate arrive au pouvoir.

Le projet du Grand Moyen-Orient est-il réaliste ?

Non, je ne crois pas du tout à ce projet. Je doute qu'au Moyen-Orient, des changements démocratiques puissent s'opérer du jour au lendemain et ce ne peut être qu'un très long processus.

Est-ce qu'Israël souhaite devenir membre de l'UE ?

Nous n'avons aucun désir d'entrer dans l'Union européenne et nous avons déjà de solides liens économiques et politiques avec l'Europe. J'aspire plutôt à une union entre les pays voisins du Moyen-Orient – les pays arabes, Israël, l'Égypte, la Syrie... – qui serait une union économique où les personnes et les biens pourraient circuler librement. Peu importe combien de temps prendra la création de cette union, du moment qu'elle se concrétise. Mais avant toute chose, il faut que des accords de paix soient signés avec nos voisins, en l'occurrence la Syrie et le Liban.

Comment s'est fait ressentir la crise en Israël ?

Comme je l'ai déjà dit, à un moment donné, tout le monde est touché par la crise. Aujourd'hui, nous ne sommes pas si affectés que les États-Unis ou certains pays européens par la crise et nous n'avons pas recensé de banques ayant fait faillite. Par contre, la crise a touché le marché du travail : en effet, le taux de chômage en Israël, qui était de 6,2 %, a augmenté et atteindra sûrement 8 % et, de plus, nos sociétés exportatrices de technologie sont touchées aussi. La Turquie connaît le même phéno-



Gabby Levy

mène, car, apparemment, le secteur automobile a été très affecté par la crise. Qui sait, peut-être le secteur du tourisme sera-t-il aussi touché d'ici la fin de l'année.

Est-ce qu'un nouveau système mondial apparaîtra avec cette crise économique ?

Je pense qu'un capitalisme axé davantage sur le social apparaîtra. Je ne suis pas un économiste mais à chaque fois qu'une crise surgit, un remuement se produit dans le système. Je doute que la crise enrayer le capitalisme, je pense qu'il sera réduit dans ses méthodes. Beaucoup de choses changeront comme, par exemple, l'apparition d'un mécanisme de contrôle des systèmes bancaires. La Turquie sera un acteur de ce processus car il ne faut pas oublier qu'elle fait partie des 20 plus grandes économies du monde.

* Propos recueillis par Hüseyn Latif

thank
you
all!

to all the competitors we left behind, to all the agencies we rely on, to all of our employees who carry us through, but most importantly Euromoney, the most respected economic magazine, for awarding AXA SİGORTA in four categories out of five.

best insurer in Turkey

best insurer for innovation, Turkey

best insurer for price, Turkey

best insurer for claims resolution, Turkey

thank you.



AXA SİGORTA

sigortacılık / yeniden tanımlanıyor

La vision internationale de la « Nouvelle Ankara »



Alper Tan

La Turquie a-t-elle une alternative concernant le projet d'adhésion à l'Union européenne ?

Je pense que la Turquie a en effet une alternative mais celle-ci n'aura pas la même importance. Les États élaborent des plans à long terme. La Turquie essaie de conserver des bonnes relations avec l'UE et, d'un autre côté, elle tente de se créer de nouvelles alliances. Bien sûr, ceci présente des difficultés mais elles ne sont pas insurmontables, compte tenu de son expérience acquise durant sa longue histoire. La Turquie est entourée de peuples cousins et de coreligionnaires et la plupart de ces peuples ont vécu tous ensemble et sereinement à l'époque des Seldjoukides et de l'Empire ottoman. Cependant, avec l'affaiblissement de l'Empire ottoman, les services secrets étrangers ont commencé à exercer une certaine influence sur les peuples et les terres et l'Empire s'est effondré. L'influence des organisations secrètes dans la région a continué pendant de longues années mais, aujourd'hui, la situation est en train de changer et les populations sont de plus en plus conscientes, de même que les gouvernements. On assiste à des réels efforts de rapprochement entre les États de la région et la Turquie. Expliquons ces développements avec un exemple concret notamment les relations entre Ankara et Bagdad. Les documents

qu'ont signés les Premiers ministres turc et irakien en juillet 2008 sont d'une extrême importance ; en effet, ils ont signé un document qui s'intitule « Convention de la haute alliance stratégique », à partir duquel les deux pays vont essayer de travailler sur des politiques communes concernant la diplomatie, la défense, l'économie et l'énergie.

Les Premiers ministres se réuniront au moins une fois par an, les ministres se rencontreront trois fois par an et la première réunion a

Les récentes évolutions de la politique étrangère turque n'arrêtent pas susciter des interrogations. Avec la nomination de M. Davutoğlu au poste de ministre des Affaires étrangères, comment va évoluer la diplomatie turque ? Le directeur général de la chaîne de télévision Kanal A nous analyse les évolutions dans ce domaine.

déjà eu lieu à Bagdad. Avec la création de ce conseil et son entrée en activité, les ministres, qui formeront une équipe unie, vont travailler ensemble pour l'avenir des deux pays.

Pour la première fois de son histoire, la Turquie a signé un document d'une si grande importance avec un pays voisin. Jusqu'en 2012, nous allons assister à des développements très positifs entre le nord de l'Irak et la Turquie. D'ailleurs, la signature de ce document peut avoir des conséquences très importantes comme la « suppression » des frontières.

Ces dernières années, la Turquie est devenue un centre stratégique pour la résolution diplomatique des désordres dans la région. Comme il a été souligné durant la réunion des ambassadeurs qui a eu lieu l'année dernière, nous n'avons plus une Turquie qui relie l'Europe à l'Asie mais nous avons désormais devant nous une Turquie qui communique avec les cinq continents en même temps, qui rassemble toutes les civilisations et qui cherche des solutions pour les conflits, les tensions et les problèmes.

La Turquie, qui essaie de lutter contre ceux qui veulent l'éloigner de la scène internationale, tente dans le même temps de façonner la vision du monde sur la « Nouvelle Ankara » et n'est plus, dans la région, le prolongement des États-Unis comme elle l'était il y a quatre ou cinq ans, désormais c'est un État qui agit librement.

Pourquoi la Turquie devrait-elle s'orienter vers une politique étrangère indépendante et en est-elle capable ?

Si la Turquie ne met pas en place une politique étrangère indépendante, elle continuera alors à marcher dans le sillage des États-Unis et de l'UE, ce qui diminuera son indépendance et son influence. Si la Turquie souhaite devenir un pays leader et indépendant, elle doit forcément mener une politique étrangère libre.

Que peut apporter à la politique étrangère de la Turquie Ahmet Davutoğlu, le nouveau ministre des Affaires étrangères ?

Le professeur Davutoğlu penche pour une analyse de « profondeur stratégique » et il a toujours fait partie des acteurs importants cachés de la politique étrangère turque. C'est lui qui préparait les dossiers et les ministres signaient les documents et la situation n'était



Ahmet Davutoğlu

guère différente durant le mandat d'Abdullah Gül aux Affaires étrangères. Mais maintenant, Ahmet Davutoğlu est officiellement à la tête du ministère et c'est un pas décisif et important dans la réussite de la nouvelle politique étrangère de la Turquie. D'ailleurs, les remaniements effectués dans le gouvernement après les élections du 29 mars sont également des changements très importants et judicieux. Ahmet Davutoğlu donnera plus d'importance aux relations avec des pays turcophones au Moyen-Orient et va tout mettre en œuvre pour créer des unions institutionnelles dans la région. Il agira également pour créer des coopérations avec les pays voisins en éradiquant d'abord les problèmes existant avec ces derniers. D'ailleurs, il se concentrera dans les unions institutionnelles pour agir avec les pays musulmans, ce qui pourra renforcer les activités et l'importance institutionnelle de

l'Organisation de la conférence islamique. Il travaillera activement pour rendre davantage indépendantes et plus réalistes les relations de la Turquie avec les États-Unis et pour que les relations avec l'UE deviennent plus concrètes. D'ailleurs, nous pourrions assister à des développements différents avec la Russie.

Depuis quand et pourquoi les relations turco-américaines sont-elles en crise ? Comment vont-elles évoluer avec le prési-

dent Obama ?

La Turquie agissait dans la région comme si elle était une petite Amérique, se conformant à la politique américaine et occupait un rôle d'intermédiaire. Les relations turco-américaines sont entrées dans une période de crise et d'incertitude à partir du moment où la Grande assemblée turque a refusé le « billet » permettant aux États-Unis d'entrer en Irak via son territoire le 1er mars 2003. Cette situation confuse a duré trois ans et, d'ailleurs, en mai 2006, la ligne Ankara-Washington était sur le point de se rompre. Les deux pays se sont livrés une guerre secrète mais les États-Unis ont perdu et se sont soumis à la réalité des choses. Maintenant, une nouvelle période a commencé, avec des relations qui ne sont plus des relations de soumission de la Turquie aux États-Unis. Les deux pays ont prévu de réagir en commun aux situations à venir. C'est d'ailleurs là que réside le sens de l'expression « une collaboration modèle » utilisée par Obama au mois d'avril à Ankara. Les relations turco-américaines seront désormais plus réalistes et tiendront compte des intérêts de la Turquie. Les États-Unis seront curieux de savoir ce que pense Ankara concernant telle situation dans

la région et auront besoin de la consulter.

Dans ce contexte, le nouveau ministre des Affaires étrangères opérera-t-il pour un rapprochement turco-américain en délaissant l'UE ?

Cette idée ne s'accommode pas de la nouvelle approche de la politique étrangère turque. Le sujet

n'est pas d'être proche des États-Unis ou de l'UE mais il est question de savoir si ce sont les États-Unis ou l'UE qui sont plus proches de la Turquie, dont la position sera définie par rapport à ce constat et il faut ajouter à cela la Russie. La ligne que va adopter Davutoğlu mettra au centre les intérêts de la Turquie et, pour cela, on tiendra compte de l'importance donnée à la Turquie par chaque pays.

** Propos recueillis par Sophie Clément*

Les relations turco-américaines seront désormais plus réalistes et tiendront compte des intérêts de la Turquie

La ligne que va adopter Davutoğlu mettra au centre les intérêts de la Turquie et, pour cela, on tiendra compte de l'importance donnée à la Turquie par chaque pays.

50 mois pour la Turquie européenne et la liberté d'expression



* Mireille Sadège

Eh oui, 50 numéros déjà ! Et c'est en regardant les anciens numéros que je me rends compte du chemin parcouru. Alors, c'est un édito particulier car, pour la première fois, je ressens énormément d'émotion lors de son écriture. Cinquante mois durant, je me suis investie avec une équipe pour développer ce support et ce un peu plus tous les jours. Ce journal a été lancé avant même l'ouverture des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Il l'a donc précédée et la suit depuis. 50 numéros pour expliquer l'enjeu de cet événement, car c'en est un, mais également l'importance des relations franco-turques sans oublier la francophonie dans ce pays ; pour vous en convaincre, vous n'avez qu'à parcourir les numéros

disponibles sur notre site.

Et l'avenir des relations Turquie-UE ? Sous l'impulsion du processus d'intégration à l'UE, la démocratisation du pays est en marche et se poursuivra avec ou sans l'UE. Ainsi, si l'Union peut accompagner la Turquie comme un véritable partenaire fiable et responsable durant cette période sensible, voire chaotique par moments, à terme, elle aura un membre ou un allié (aujourd'hui on ne peut le savoir) précieux, puissant, démocratique et respectueux des valeurs européennes, ce qui ne pourra que renforcer l'UE sur la scène internationale, et elle en aura besoin face aux puissances de demain. Sinon, la démocratisation se poursuivra toujours mais plus difficilement, et l'Europe se privera d'un fantastique moyen lui permettant un rayonnement de ses valeurs et de sa puissance sur la scène mondiale. Bref, l'UE aura raté l'occasion de s'ouvrir.

Quant à *Aujourd'hui la Turquie*, c'est désormais pas un, deux ou dix numéros mais cinquante numéros dans lesquels beaucoup de journalistes, écrivains, chercheurs, personnalités venant de divers univers artistique, politique, économique se sont exprimés en vertu de leur droit le plus fondamental qui est la liberté d'expression. Et à chaque fois qu'on s'est dressé contre l'exercice de cette liberté, le résultat n'a pas été une réussite. Alors, gare à ceux qui aujourd'hui, par des ententes malsaines, veulent étouffer notre journal et le voir disparaître. Ceux qui s'impatientent en répétant, je cite « ils s'appelleront bientôt hier, la Turquie », attitude on ne peut plus antidémocratique.

J'écris cet édito au moment même où se déroule la cérémonie d'ouverture du 62e festival du film de Cannes. Un événement si particulier avec un esprit si singulier et si libre...

Dans son discours d'ouverture, la présidente du jury, l'actrice Isabelle Huppert, a déclaré : « Les cinéastes rêvent et nous donnent de la mémoire, on va au cinéma pour se souvenir, ils nous convainquent grâce à leur liberté, leur obstination... Notre directeur de la publication pense et écrit la même chose dans son éditorial au sujet du journal et des journalistes : « Nos écrits d'aujourd'hui sont des notes pour l'histoire de demain. »

Isabelle Huppert continuait : « Il faut qu'un film soit terminé par le public ; s'il y a 1000 spectateurs, il y aura 1000 films... Et je finirai cet éditorial en vous invitant à nous soutenir ou bien à continuer de le faire, et la force d'*Aujourd'hui la Turquie* sera alors la vôtre.

Merci à tous.

** Mireille Sadège, journaliste, rédactrice en chef*

Le processus de démocratisation en Turquie et le rôle des médias

Le directeur général des programmes de la chaîne de télévision montante, Habertürk, nous dresse un portrait des médias turcs, leur évolution très rapide de ces dernières années face à une actualité qui ne se désemplie pas. Mais aussi la manière dont est conçue l'information et son traitement.

Qui est Erdoğan Aktaş et quel est son parcours ?

Je suis né en 1967 et j'ai toujours voulu devenir journaliste. Après avoir obtenu mon baccalauréat en 1983, je me suis orienté vers la filière philosophie tout en travaillant au sein de divers journaux. Puis en 1993, j'ai intégré le monde de la télévision et, depuis, je n'en suis pas sorti. Après être passé par Show TV, puis avoir présenté le programme « Yakın Plan » sur NTV pendant sept ans, j'ai été par la suite directeur général des programmes de Star Haber et, depuis 2008, je suis sur Habertürk, dont le taux d'audience a crû au fil des dernières années.

Je conçois l'information comme devant être démocratique, participative et pluraliste, et, sur cette chaîne, nous travaillons avec cette mentalité et je pense que la Turquie a besoin de ces bases fondamentales. Nous essayons de positionner Habertürk comme la plateforme de débats de la Turquie car, dans ce pays, les débats sains sont malheureusement rares. Des plateaux offrant des débats sérieux influenceront sûrement la politique en Turquie et leur perception par la population contribue donc à la formation de l'opinion publique.

De plus, cette interaction mutuelle réduira les obstacles qui existent dans les médias. Nous constatons depuis peu des ouvertures en Turquie et je pense que même si la totalité des personnes ne soutiennent pas ces ouvertures, cela prépare tout de même le terrain à la liberté d'expression et à une meilleure compréhension d'une diffusion médiatique plus participative et démocratique.

Vous qui avez travaillé au sein de plusieurs chaînes, est-il vrai que dans les chaînes de télévision privées, il faut adapter l'information selon les courants de pensée du président de la chaîne ?

Si c'était le cas, rien ne fonctionnerait. En général, les événements apparaissent par hasard et, par conséquent, les débats naissent de ces événements. Aucun de mes patrons ne m'a jamais appelé pour exiger de changer telle ou telle information. C'est une question de posture à adopter, on parle de tout, on fait part de nos opinions res-

pectives et, si ce n'était pas le cas, les gens le ressentiraient. Comme je l'ai déjà dit, nos principes sont démocratiques, participatifs pluralistes mais il faut ajouter à cela la justice qui est un point très important. Le façonnage des médias est perçu différemment au sein de la population, ce qui est très compréhensible car de nombreux mauvais exemples l'illustrent.

La censure existe-t-elle en Turquie ?

Une chose est pire que la censure en Turquie,

c'est l'autocensure et les gens qui mènent leur vie professionnelle avec cette autocensure. Dans un pays comme la Turquie, il est incorrect de penser que tout se déroule parfaitement dans les médias mais fermer les yeux sur le fait que les médias suivent une mauvaise ligne est pire que tout. Par conséquent, et avec le temps, certaines choses seront mises en place et chacun y participera. En somme, les chaînes de télévision privées en Turquie sont très jeunes et, même si elles ont connu certains handicaps, elles se sont développées à une vitesse fulgurante et elles continuent.

À partir des années 90, on a assisté à une explosion des chaînes de télévision privées. À quoi est dû ce développement si rapide ?

Tout d'abord au dynamisme. Rappelez-vous la Turquie des années 1992-2002 ; je doute qu'un sociologue, un philosophe ou un scientifique puisse comprendre et apporter une explication saine et positive à cette période précise. En effet, cette période est une période riche en événements tels qu'un gouvernement de coalition en 1992, un laps de temps très court après le dernier coup d'État militaire, un processus de libéralisation de l'économie qui s'est achevé ou pas car des débats perdurent à ce sujet, une grave crise économique et une dévaluation en 1994, des téléphones portables qui se généralisent en 1995 et Internet qui entre dans nos vies en 1996, une intervention militaire en 1997 suivie par une crise politique et économique, puis nous parlons des critères d'adhésion de Copenhague qui sont les droits de l'homme, les droits de la femme et des enfants, les droits des Kurdes et même des homosexuels, nous parlons en fait d'une démocratie plus pluraliste. L'Europe s'est réformée, a suivi un processus pour arriver à ce niveau mais expliquer le développement de la Turquie durant ces années semble très difficile. Il n'est d'ailleurs pas simple non plus d'expliquer théoriquement les autres éléments du développement. Dans ce pays, des éléments sont modifiés ou sont éliminés et on n'en parle jamais, alors qu'il est bien connu que pour soigner un patient, il faut d'abord établir un diagnostic.

Selon vous, les médias orientent-ils l'opinion ou traitent-ils les sujets en suivant les désirs de la population ?

Je ne pense pas que les médias façonnent l'opinion significativement et encore moins durant des événements brefs comme des élections. L'environnement politique et médiatique nécessite un certain pragmatisme que le peuple attend de la politique, mais comme le travail des médias consiste en une mission de transmission par le biais d'émissions culturelles,

le peuple attend donc des approches plus intellectuelles et des données concrètes. Par conséquent, dans une Turquie qui vit une période très compliquée, il est difficile pour les médias de travailler et de répondre aux attentes. Voltaire, le grand penseur du siècle des lumières, disait : « Je n'approuve pas du tout vos paroles, mais je soutiendrai toujours votre droit à exprimer ce que vous pensez. » L'Europe a terminé le processus et certains y ont même laissé leur vie pour accéder à ce ni-

veau de tolérance. La Turquie est également passée par un processus, mais différent de celui de l'Europe. En effet, dans les années 80, il était impossible de traiter le sujet des Kurdes alors qu'aujourd'hui, on peut laisser quelqu'un défendre un homme qui dirige un réseau terroriste.



Erdoğan Aktaş

L'ouverture de la Turquie et sa place dans le monde se sont faites par une influence extérieure. Il s'agit par exemple de l'intégration de la Turquie au sein des Nations unies, de l'OTAN, du libéralisme ou de la mondialisation. Le but de cette influence est de faire progresser les liens économiques sainement et de réguler la Turquie qui fait figure de point stratégique du monde. De ce fait, la Turquie, avec ces influences mondiales, a achevé sa transformation. D'ailleurs, en plus des influences extérieures, le processus d'adhésion à l'Union européenne a aussi joué sur la transformation de la Turquie. L'Europe veut la Turquie car elle a besoin de sa force géostratégique, de sa force militaire et de son potentiel de main-d'œuvre. Mais allez savoir si la Turquie sera à la hauteur des attentes... Le monde est arrivé à un tel point que – étant donné que le commerce ne fonctionne pas quand la démocratie est absente – le capitalisme féroce présent dans certains domaines a atteint une autre dimension. Aujourd'hui, tout le monde défend la démocratie car il n'y a pas d'autre issue, tout ceci étant dû à l'influence de la mondialisation et rien ne se fait depuis l'intérieur. D'ici vingt ans, on débattrà sur la bonne intégration de la Turquie au sein de l'Union européenne. Peu importe que la Turquie intègre ou non l'Union européenne, ce que je souhaite avant tout c'est qu'on vive dans un pays où les critères de Copenhague sont appliqués, où l'on ne subit aucun préjudice dû à notre identité ou à nos choix, où le revenu national s'élève à 20 000 dollars, où le droit à l'éducation et à la santé est accessible. Pour accéder à tous ces éléments, il faut suivre un processus, et je suis très confiant sur le fait que la Turquie y parviendra.

Que pensez-vous de l'évolution du processus démocratique en Turquie ?

Je le vois positivement : pour prendre l'exemple de l'affaire Ergenekon, certains pensent que cette histoire est absurde alors que d'autres pensent le contraire. Mais la question est de savoir s'il n'y a pas d'erreurs, car parfois je doute que cette affaire se déroule en toute justice, mais j'espère que cet événement contribuera au processus démocratique du pays. Pour l'instant, personne n'est en mesure de clarifier les choses, les réponses n'arriveront que dans le futur. D'un autre côté, je salue l'attitude du Premier ministre Erdoğan qui a prononcé des mots en kurde lors de l'introduction sur nos écrans de la chaîne de télévision kurde (TRT Şeş) ; d'ailleurs, cette décision n'a ni divisé le pays,

ni créé l'apocalypse mais, au contraire, a apporté quelque chose au pays. Les gens, de n'importe quel pays qu'ils soient, doivent se sentir « citoyens du monde » et s'opposer aux situations contraires à la démocratie et à la justice. Je suis certain que, dans le monde et en Turquie, on agira au nom de la démocratie. Il n'y a pas de système de « copier-coller » à appliquer pour introduire la démocratie ; pour cela, il faut une demande du peuple et un processus sociologique.

Alors, est-ce que les médias sont capables de créer ces demandes de démocratie ?

Ils peuvent les créer mais à moitié. Étant donné qu'il faut retransmettre les informations dans l'instant même, le rôle des médias s'avère alors important dans le décodage des faits divers. D'ailleurs, ce sont les médias qui ont mis au jour l'affaire Susurluk, car n'oublions pas qu'à l'époque du Premier ministre Erbakan, le gouvernement disait que cette affaire était sans grande importance mais les médias se sont chargés de cette affaire et en ont publié les points importants. Ces réactions montrent bien une demande de démocratie.

Comment décrivez-vous les médias turcs ?

Nous vivons dans un pays où la journée commence avec un fait invraisemblable, continue à la mi-journée avec des scandales et se termine par des débats politiques. Les médias turcs ont une structure très dynamique car ils ont été créés par leurs propres conditions.

Que pensez-vous des théories du complot dans les médias ?

Il existe une théorie du complot dans les relations internationales. Mais moi, en tant que journaliste, je ne ferai pas d'analyse en partant de ces théories. D'un autre côté, il ne faut pas oublier que les médias sont très soucieux de faire de l'audience.

Habertürk est-elle arrivée à une place qui vous satisfait ?

Il reste encore beaucoup de chose à faire et, en tant que directeur, je ne peux pas penser que le but soit atteint. J'aspire à ce que Habertürk devienne la référence dans le monde de l'information pour cette région, et surtout pour l'Europe, l'Amérique, le Moyen-Orient et la Turquie. Je peux le faire et je sais par quels moyens y arriver mais pour cela il faut avoir du temps et s'investir très sérieusement.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif et İnci Kara

Çeviride yönünüzü kaliteye çevirin!



Tamamen size özel butik tercüme hizmetleri sunuyoruz. Uzmanlaşma bizim için anahtar kavramdır. Hukuk, kozmetik, otomotiv, basın-yayın ve bankacılık gibi uzmanlık gerektiren alanlarda "sıfır hata" prensibiyle hareket ediyor ve 2000 yılından beri Türkiye'nin en büyük kuruluşlarına kaliteli, tutarlı ve hızlı hizmet veriyoruz.

Tercümede kalite arayışınızın yöneteceği adres Trio.

TRIO Tercüme ve Organizasyon
Orgeneral İzzet Aksalır Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D:25 4, Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96 www.triotercume.com.tr

La réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN



* Didier Billion

La président Nicolas Sarkozy a décidé que la France réintégrerait en 2009 le commandement militaire intégré de l'OTAN qu'elle avait quitté en 1966, à l'époque où le général de Gaulle développait une intransigeante politique extérieure de souveraineté et d'indépendance nationales à l'égard des deux blocs politico-militaires alors dominants. Aujourd'hui les rapports de force internationaux sont totalement différents et nous assistons graduellement à l'émergence d'un monde multipolaire : la France doit-elle alors renoncer à ce qui fait sa singularité ?

Le président Jacques Chirac avait déjà initié en 1995 un processus de rapprochement entre la France et l'OTAN en y mettant deux conditions : parvenir d'une part à un partage équilibré de la répartition des postes de commandement entre les Etats-Unis et l'Europe, obtenir d'autre part de nos partenaires européens le lancement effectif d'une Politique européenne de sécurité et de défense (PESD). La démarche n'aboutit pas et l'objectif de réintégration dans le commandement intégré fut abandonné. Pourtant, depuis lors, la France participe à de nombreuses opérations sous les ordres du commandement suprême de l'Alliance atlantique, comme au Kosovo et en Afghanistan par exemple, et elle est membre de presque toutes ses instances consultatives, à l'exception notable du comité des plans de défense, du groupe des plans nucléaires et du commandement militaire permanent intégré.

C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a pris sa décision en invoquant trois arguments.

Il s'agirait en premier lieu de rehausser l'influence de la France au sein de l'Alliance atlantique, qui ne serait pas, selon lui, à la hauteur de ses engagements humain et finan-

cier. Or il semble évident que le poids de la France, dont on peut comprendre qu'il soit nécessaire de le renforcer, est beaucoup plus lié à la volonté politique et à ses capacités et savoir-faire militaires qu'à son statut dans le commandement militaire intégré. Nous avons pu le constater en 1999, lors de la guerre contre la Serbie, au cours de laquelle la France avait dans les faits plus d'influence dans les choix opérationnels que l'Allemagne pourtant membre dudit commandement intégré. En outre il est totalement illusoire de considérer qu'un Etat puisse réellement peser sur le processus de planification de défense de l'OTAN pour la simple raison que cette planification est totalement dictée par la doctrine d'emploi des forces de l'armée américaine. Enfin il est extrêmement peu probable que le vrai centre de décision, l'état-major suprême, puisse revenir à un autre militaire que le commandant des forces américaines en Europe. Sur ce point la nouvelle administration Obama ne modifiera rien.

En second lieu, il s'agirait de rassurer les partenaires européens de la France tout en continuant à affirmer la pressante nécessité de faire progresser l'Europe de la défense. Or cette dernière est en réalité bloquée par les vues divergentes des Etats membres sur les questions de politique étrangère, ce qui explique leur faible empressement à construire une défense commune digne de ce nom. Il faut donc réaffirmer avec force que les souhaitables progrès de l'Europe de la défense se négocient à Bruxelles et non à Washington. De ce point de vue le bilan de la présidence française de l'Union européenne du deuxième semestre 2008 est très inconsistant. La France n'a, par exemple, pas réussi à obtenir la création d'un centre



autonome de commandement et de planification des opérations de la PESD, parce que les Britanniques y sont radicalement opposés. C'est pourquoi le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'OTAN sera probablement interprété par les autres Européens comme le signe d'un moindre intérêt pour l'Europe de la défense et pourrait même compromettre cette dernière durablement. L'objectif invoqué se retournerait alors en son exact contraire ! Comment en effet convaincre les Européens

de contribuer plus activement à l'édification de la PESD, alors que pour beaucoup d'entre eux l'appartenance à l'OTAN est le prétexte pour ne pas s'investir dans une ambitieuse coopération militaire

européenne, dès lors que la France y renoncerait à son tour.

Enfin la réintégration dans le commandement intégré serait le gage du rapprochement transatlantique et permettrait à la France de normaliser ses relations avec les Etats-Unis. D'un strict point de vue militaire cela n'a guère d'importance puisque lorsque la France participe à une opération extérieure sous égide de l'OTAN, ses officiers sont naturellement intégrés dans les chaînes de commandement. Politiquement c'est a contrario beaucoup plus problématique car cela pourrait signifier une disponibilité a priori des forces françaises intégrées au dispositif otanien. Or il serait pour la France contre productif de renoncer à sa spécificité, notamment vis-à-vis des pays émergents trop souvent, et à tort, qualifiés d'adversaires par la doctrine américaine jusqu'alors influencée par le funeste concept de « choc des civilisations ». On peut ainsi craindre que le théâtre d'opérations militaires afghan se transforme de plus en plus en un bourbier dont il sera

difficile de sortir, si persiste l'illusion qu'une solution militaire est la seule possible. Or à la demande américaine Nicolas Sarkozy a accepté d'envoyer des forces françaises supplémentaires sans qu'à aucun moment il ne puisse, ou ne veuille, influencer réellement les décisions prises à Washington. Cet exemple vaut la peine d'être médité.

Le statut spécifique de la France permettait de faire valoir une autonomie de décision par rapport à Washington et de prouver la volonté de construire une Europe de la défense. La réintégration dans le commandement intégré risque de lui faire perdre ces précieux atouts. Conçue dans un contexte de Guerre froide, l'OTAN doit aujourd'hui avant tout redéfinir sa raison d'être, ses missions, ses territoires d'action. La vision des Etats-Unis n'est pas la même que celle d'une partie des Européens et notamment des Français. L'OTAN est une organisation militaire, elle ne doit pas devenir une sorte d'ONU bis inféodée aux Etats-Unis, elle a encore moins de légitimité à se substituer à l'Union européenne sur les questions de sécurité et de défense qui concernent cette dernière. Ainsi, par exemple, les relations entre l'UE et la Russie ne peuvent se réduire aux relations entre l'OTAN et la Russie. Les Européens se doivent de défendre leurs propres intérêts et ne doivent pas accepter d'être mêlés à des rivalités russo-américaines qui ne les concernent pas directement.

Non, décidément il ne semble pas que la décision de Nicolas Sarkozy soit justifiée et aucun des arguments qu'il a défendu n'est en réalité très convaincant. Plutôt que de s'aligner sur les thèses atlantistes, le véritable défi à relever est plutôt de réfléchir aux instruments et aux dispositifs multilatéraux capables d'assurer une meilleure fluidité dans les relations internationales en ce début de XXI^e siècle.

* Didier Billion, Directeur adjoint de l'IRIS
Institut de relations internationales et stratégiques - Paris

Le concept de choc des civilisations dans l'après Huntington



* Haydar Çakmak

Le célèbre politologue américain Samuel Phillips Huntington est mort, à 81 ans, en décembre 2008. L'annonce de sa mort coïncide avec le jour où commence le conflit entre Israël et la Palestine, parallèlement au « Choc des civilisations » qui est la thèse d'Huntington. Bien sûr, c'est un hasard, mais significatif.

Dans sa vie d'universitaire, Huntington a écrit 17 livres et 90 articles. Dans les années 1977-1978, il a travaillé au sein de l'administration de Jimmy Carter et, plus tard, dans divers instituts et à des postes importants pour le gouvernement américain. Huntington a une carrière brillante mais, jusqu'en 1996, il n'est pas connu du grand public malgré ses nombreuses œuvres. Il n'a connu le succès qu'après 1996, avec son article intitulé « Le Choc des civilisations », traduit en 39 langues. Cet article d'Huntington a été très discuté car il y défend l'idée de la fin de la guerre entre des idéologies après la guerre froide et il défend également qu'il y aurait des conflits entre des civilisations.

Huntington est l'un des défenseurs de la philosophie réaliste dans les relations internationales et il n'a pas peur d'exprimer ses idées sur le militarisme et les identités ethniques, qui sont l'un des éléments du pouvoir absolu, et de développer ses idées sur ces concepts. Tandis que la lutte pour la liberté est l'un des faits les plus importants dans l'histoire de l'humanité et l'une des notions les plus importantes par les intellectuels d'aujourd'hui, Huntington n'a pas hésité à passer la liberté au deuxième plan.

Il révèle sa philosophie politique en disant : « Les hommes peuvent maintenir un système s'ils ne sont pas libres, mais sans système, il leur est impossible de garder leur liberté. »

Un autre aspect provocateur d'Huntington est lié aux énoncés qui évoquent le racisme. Huntington divise le monde en 7 civilisations : 1. La civilisation occidentale (Europe de l'Ouest, Etats-Unis) 2. La civilisation de l'Amérique latine 3. La civilisation islamique, 4. La civilisation africaine 5. La civilisation orthodoxe (Russie, Ukraine, Serbie) 6. La civilisation hindoue 7. La civilisation japonaise, chinoise, coréenne.

En outre, il classe les publics qui sont sous l'influence de plusieurs civilisations.

La Turquie : La civilisation islamique et occidentale

La Russie : La civilisation slovène-orthodoxe et occidentale

Le Mexique : La civilisation d'Amérique latine et d'Afrique

L'Afrique du Sud : La civilisation occidentale et d'Afrique

Le Cachemire : La civilisation islamique et hindoue

L'ancienne Yougoslavie : La civilisation occidentale, islamique et slovène-orthodoxe
Huntington ignore la capacité des sociétés multinationales à concourir pacifiquement à la paix dans le monde. De plus, il leur conseille de se transformer en États mono-nationaux, et ensuite, défend son idée de « choc des civilisations ». Huntington identifie la modernisation au christianisme. Cependant, dans l'occidentalisation que nous connaissons s'imprègnent les valeurs comme la suprématie du droit, les droits de l'homme et l'économie de marché, et les valeurs fournies comme la liberté de religion et la laïcité. C'est la raison pour laquelle les pays ont adopté ces valeurs que les Occidentaux ont acquises.

Huntington admet que le pluralisme et le

multiculturalisme créent une instabilité dans l'image de l'Occident et de l'Amérique et même la menacent. Selon lui, le nationalisme américain n'est pas légitime seulement en raison de sa supériorité, mais il tire sa légitimité de la suprématie des valeurs américaines.

Son œuvre publiée en 2004, intitulée « Qui sommes-nous ? » est souvent vue comme une extension du « Le Choc des civilisations ». Huntington ne nie pas son avis de prééminence des Américains et considère le multiculturalisme comme une menace. D'après lui, le profil habituel américain maintient sa validité aujourd'hui : Blanc, Anglo-Saxon, Protestant (BASP)
Huntington est mort et ses idées vont vivre, car on est sûr que les nationalistes d'Amérique et les autres Anglo-saxons protestants n'épargneront rien pour faire vivre ces idées.

Il faudra épier la réaction contre le nationalisme des pays développés, suite à la mésestime des intellectuels occidentaux qui considèrent primitif le patriotisme des citoyens des pays sous-développés.

* Prof. Dr. Haydar Çakmak
Université de Gazi
Directeur du Département des Relations Internationales

Un nouveau grand jeu : la géopolitique modifiée de l'Eurasie et la Russie



* Mehmet Seyfettin Erol

La guerre entre la Russie et la Géorgie suivie par le changement de pouvoir aux États-Unis, le slogan de « changement » d'Obama et les dernières évolutions dans la politique extérieure des États-Unis, tous ces facteurs orientent le système international vers un nouveau processus de structuration basé sur l'Eurasie.

Le nouveau grand jeu

Cette nouvelle situation qui a fait surface par la désignation de l'Afghanistan comme une priorité dans sa politique extérieure par le président des États-Unis, Barack Hussein Obama avant qu'il soit élu, a été vite perçue comme un nouveau projet global de Washington à travers l'Afghanistan et elle a provoqué à nouveau l'orientation de toutes les attentions vers cette région. De la même manière, parallèlement aux évolutions récentes en Irak, le changement de cap concernant la politique extérieure des États-Unis au sujet des priorités et finalement les déplacements de forces établies en Irak vers l'Afghanistan, qui en constituent un indicateur concret, ont pour résultat de nouveaux arrangements et structurations dans la région. Autrement dit, le « nouveau grand jeu » qui commence à se faire sentir intensément en Eurasie met également à l'ordre du jour le processus de formation d'une nouvelle équation à l'échelle globale.

À cette étape, la nouvelle démarche que Washington a lancée envers la région à travers l'Afghanistan sans compromettre la stratégie globale, est suivie de près par les pouvoirs locaux et les autres pays de la région et, principalement, par la Russie, la Chine et l'Inde.

Dans ce contexte, les objectifs des États-Unis sur l'Eurasie à travers l'Afghanistan et certaines prévisions exprimées par les forces locales à propos des réflexions éventuelles de celles-ci sur la région mettent aussi à jour les paramètres principaux du nouveau processus. Surtout parmi ces forces, le comportement actuel de la Russie, ses perceptions, la réaction qu'elle montre et la dimension que celle-ci prendra à l'avenir présentent inévitablement une importance vitale pour l'avenir du processus.

La Russie, « objectif intermédiaire » du nouveau grand jeu

Sans aucun doute, la Russie suit de près toutes ces évolutions. Lors de ce processus qui gagne de l'importance après la décision prise par le président américain Obama au sujet de l'Afghanistan, la réaction rigoureuse et la contre-attaque de la Russie contre la politique d'encerclement sont bien nettes. On peut dire que Moscou essaie de renforcer ses défenses en utilisant les méthodes de « diplomatie », de « chantage » et de « force brute » contre la politique de balkanisation des États-Unis envers la Russie. Donc, sa pression sur le Caucase et l'Asie centrale se fait sentir très nettement aux capitales de la région.

La Russie, ayant fait un retour rapide à ses codes historiques, s'approche de son entourage avec un respect plus profond que dans le passé. Dans ce contexte, il est impossible de ne pas remarquer les tentatives visant à approfondir la zone d'instabilité s'étendant de la Moldavie jusqu'à Kirghizistan. Par conséquent, les recherches de polyvalence

faisant surface dans la politique extérieure de la Russie, les relations stratégiques qu'elle a développées avec la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Turquie, l'attitude déterminée et stricte qu'elle a adoptée envers son entourage proche (comme on l'a vu dernièrement lors de la guerre entre la Russie et la Géorgie) indiquent que Moscou se prépare pour une lutte de longue haleine pour le pouvoir en Eurasie contre les États-Unis.

Vue sous cet angle, la concentration des États-Unis sur l'Afghanistan a les significations suivantes pour la Russie :

1. Les objectifs prioritaires des États-Unis à travers l'Afghanistan sont le Pakistan et l'Iran. Par conséquent, l'objectif essentiel des États-Unis n'est pas d'anéantir le terrorisme et de rétablir la paix et la stabilité en Afghanistan mais, au contraire, de fonder une base de légitimité dans la région par l'intermédiaire du terrorisme qui lui y fournira une plus large zone de manœuvre et d'opérations.

2. En créant de nouvelles zones d'instabilité dans la région, les États-Unis visent à en forcer les pays à entrer dans une relation d'association forcée avec eux. Dans ce contexte, les pays qui se positionnent au premier plan sont l'Inde, la Chine et le Pakistan.

3. Un autre point commun entre ces pays est qu'ils sont contre le leadership de la Russie et des États-Unis et qu'ils défendent un système international multipolaire.

Donc, on peut dire que les États-Unis veulent annuler la relation d'association fondée par la Russie dans la région. Les États-Unis ont l'intention de débiter le deuxième processus de fragmentation de la Russie en s'emparant du contrôle alentour de cette dernière (ici, l'Asie centrale et les Caucase sont au premier plan) et ainsi devenir les seuls maîtres de l'Eurasie.

Par contre, la réaction de la Russie et les mesures prises sont intéressantes : lorsque nous les énumérons sous formes d'articles, nous avons :

1. Mettre fin à la présence des États-Unis en Kirghizistan et y faire fermer la base américaine de Manas ;
2. Exercer une pression directe ou indirecte sur les autres pays de la région où les États-Unis pourraient fonder des bases (surtout le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et la Géorgie) ;
3. Au-delà des relations de sécurité établies par les pays de la région, empêcher l'approfondissement des collaborations politiques et économiques existantes avec les États-Unis (surtout dans le domaine de l'énergie) ;
4. Assurer la formation de la Force d'intervention urgente collective dans le cadre de l'Organisation de la convention de sécurité collective ;
5. Fournir un soutien financier aux pays de la région (principalement le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie), offrir des crédits à très faibles taux d'intérêt, effacer partiellement ou complètement les créances sur ces pays et les lier au moyen de donations ;
6. Fournir toute sorte de soutiens politiques et de sécurité aux régimes existants,

les avertir au cas où ils se mettraient dans une position contradictoire ;

7. Armer ces pays sous le nom de ventes d'armes et, en un sens, élargir la profondeur de défense de la Russie.

Le jeu de la Russie...

Par conséquent, le parti communiste, soutenu par la Russie, et l'opposition soutenue par l'Occident en Moldavie, les manifestations contre Saakashvili en Géorgie, la lutte entre les élites politiques qui amènera l'Ukraine presque à la segmentation, la stabilité politique perdue après Aksar Akayev au Kirghizistan, les dernières évolutions ayant lieu entre Azerbaïdjan et l'Arménie au sujet de Haut-Karabakh étalent cendres et fumée en Eurasie tel un volcan prêt à faire éruption. Ce processus, qui se poursuit sous forme de « quitte ou double » mutuels et de coups de force entre la Russie et l'Occident pour le moment, ramène au temps de la guerre froide. Dans cette lutte de pouvoir autour de la mer Noire, du Caucase, de la mer Caspienne et au-delà, on dirait qu'un processus de contre-révolution ou de coup d'État se fait sentir très nettement. La Russie essaie d'échafauder chez ses voisins les coups d'État colorés similaires à ceux réalisés sous le leadership des États-Unis après le 11 septembre. Il paraît que la Russie a mis en œuvre différentes politiques dans une



zone s'étendant de la Moldavie jusqu'au Kirghizistan lors de ce nouveau grand jeu. À cette étape, elle essaie de créer une dualité dans l'Union européenne en l'attirant d'une manière active dans le processus par l'intermédiaire de la

la crise économique et financière subie par le monde et de s'attacher les pays, plutôt les régimes, de la région en utilisant d'une manière assez rationnelle les ressources limitées qu'il détient. L'Arménie, le Tadjikistan et le Kirghizistan sont parmi les exemples les plus concrets de cette tentative. En outre, le Kremlin ouvre les frontières de la Russie et de la CEI dans le contexte d'un soutien aux États-Unis et à l'Otan et permet ainsi à ces derniers de pénétrer encore plus en Afghanistan. De l'autre côté, Moscou vise à mettre les États-Unis dans l'impasse en soutenant la résistance en Afghanistan. De même, la Russie soutient tous les éléments d'opposition, et principalement les partis communistes dans l'ex-zone soviétique qui l'entoure et déclenche ainsi des processus de contre-révolution. Ses tentatives d'utiliser la présence ethnique russe dans ces pays n'échappent pas à l'attention non plus.

Par conséquent, l'Eurasie semble prête à devenir la scène de nouvelles évolutions. La Fédération de Russie, qui est extrêmement mécontente de la nouvelle stratégie des États-Unis basée sur l'Afghanistan, affirme sa propre position déterminante dans la lutte de pouvoir global par la politique active qu'elle adopte. D'ailleurs, à l'heure actuelle, le rôle déterminant et significatif de la Russie dans le jeu des États-Unis dans l'axe de mer Noire-Caucase-mer Caspienne ainsi qu'en Afghanistan-Pakistan-Inde commence à mettre en difficulté les objectifs globaux de Washington de jour en jour. La capacité de manœuvre des États-Unis au Moyen-Orient, au Caucase et en Asie du Sud devient de plus en plus limitée. Peut-être est-ce pour cette raison que l'administration Obama vise à dépasser cette limitation par le moyen de la Turquie et, dans ce contexte, de porter de nouveau le leadership de la Turquie à l'ordre du jour sur une large zone s'étendant de l'Adriatique jusqu'à la Muraille de Chine (en y intégrant désormais le Moyen-Orient, autrement dit dans le cadre du monde turco-musulman) par le slogan « La Turquie : le pays leader ». D'autre part, la Russie tente à son tour de renforcer en priorité son efficacité sur la région face à cette nouvelle stratégie ayant pour objectif de la balkaniser et, dans ce cadre, elle essaie d'utiliser toutes les sources de conflit et tous les moyens de pression. En d'autres termes, elle oblige les pays à se ranger aux côtés d'une des parties. La Russie a désormais commencé à juger la Turquie dans la perspective d'un « avant Obama » et d'un « après Obama ». Par conséquent, on pense qu'il serait mieux qu'Ankara soit prête à ce nouveau processus. Donc, il est devenu inévitable pour la nouvelle Ankara de réviser l'équation de la région !

L'objectif essentiel des États-Unis n'est pas d'anéantir le terrorisme et de rétablir la paix en Afghanistan mais plutôt de fonder une base de légitimité dans la région par l'intermédiaire du terrorisme.

zone s'étendant de la Moldavie jusqu'au Kirghizistan lors de ce nouveau grand jeu. À cette étape, elle essaie de créer une dualité dans l'Union européenne en l'attirant d'une manière active dans le processus par l'intermédiaire de la

la Moldavie et en poussant ses membres à faire un choix entre l'opposition contre la Russie et la poursuite des relations avec cette dernière.

Elle prévoit aussi qu'un tel choix pourra causer sans aucun doute certains problèmes dans le bloc occidental, entre l'Union européenne et les États-Unis. D'ailleurs, « l'attitude d'empêchement » adoptée en cette dernière période par l'Allemagne dans l'Union européenne dans le cadre du projet Nabucco et dans le contexte de l'Otan, les soucis que ceci provoque dans l'Union et l'Otan et, comme conséquence inévitable de ceci, le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan..., finalement, l'attitude des États-Unis est aussi très intéressante.

En outre, la Russie a l'intention d'approfondir les domaines de discussion basés sur l'Otan par l'intermédiaire de l'Ukraine et de la Géorgie, d'accentuer les conflits entre l'Union européenne et les États-Unis par le moyen de certains faits accomplis et, finalement, de trahir la confiance des pays et des peuples de la région envers l'Occident. Vue ainsi, la lutte menée surtout à travers la Géorgie devient plus significative. Aujourd'hui, la partie majoritaire de la population géorgienne est sous l'influence de la propagande russe.

Moscou essaie d'évaluer le mieux possible

Fauna : un lieu authentique et une cuisine de qualité



Ibrahim Tuna

Fauna est un restaurant avec un décor tout blanc ; l'espace est petit mais c'est une grande maison. En plus des mets délicieux, il présente à ses clients un décor agréable avec les tables en bois larges et confortables, des chaises en tissu blanc, les ustensiles de cuisine pendus au mur et une douce musique de jazz... Un jour de printemps, nous avons rencontré Ibrahim Tuna, son propriétaire. Même le goût d'une simple assiette de salade est excellent. Les mets, présentés dans de grandes assiettes blanches, sont non seulement admirables par leur présentation mais ont aussi un goût raffiné. L'effort est permanent pour utiliser des ingrédients de bonne qualité et respecter la structure naturelle des aliments. La maîtrise de la technique est aussi primordiale, qui consiste, par exemple, à utiliser l'huile d'olive sans la laisser brûler, retirer les légumes frais du feu avant qu'ils soient trop cuits, ... Les macaronis frais

faits maison justifient, à eux seuls, qu'on découvre ce restaurant. Les personnes qui ont goûté ces macaronis avec le filet d'agneau tomate-olive-basilic-parmesan, ou bien les raviolis, ne peuvent plus s'en passer. Les plats de légumes changent sans cesse, dictés par les saisons. Le « maylobi » et la mousse au chocolat sont les desserts les plus demandés, à côté des spécialités comme le baklava au chocolat.

Ibrahim Tuna, qui s'est intéressé à la photographie avant d'entrer en cuisine, dit que cette aventure a commencé fortuitement et il ajoute : « Quand j'ai commencé ce métier, je me disais « je ferai quelque chose comme un amateur passionné, les gens me feront confiance et aimeront mes repas » et j'ai eu la chance de le réussir. À la fin de la cinquième année, j'ai prouvé cette qualité et n'y ai jamais renoncé. Ici, si le goût d'un produit ne plaît pas, on ne paie pas. On le dit à tous les clients ». Monsieur Tuna sert aux clients les repas qu'il aime, c'est son principe. « Chez Fauna, on sert des repas aux personnes qui ont du

temps et de la patience. Nous avons vécu une période intense, recevant plus de clients qu'il n'était possible. À présent, nous avons trouvé notre rythme et continuons notre chemin avec une clientèle d'habitues. J'ai ma façon de cuisiner : par exemple, je n'utilise pas de crème, je ne fait pas de risotto, etc. Ce sont mes goûts et c'est ce que je propose à mes clients. Je ne prétends pas être meilleur que les autres, je défends simplement certaines valeurs morales qui sont les miennes ».

À Fauna Eser Ispartali et Ibrahim Tuna sont très attentifs à la présentation des plats. Si un repas au goût agréable est présenté comme une bouillie, à qui plairait-il ? Ils passent alors beaucoup de temps à la présentation mais il est très clair qu'ils le font avec plaisir. Ils décident d'ailleurs ensemble du menu. C'est la fraîcheur des produits qui détermine le menu de chaque jour et les clients le savent bien. Monsieur Tuna dit : « Je n'ai pas de formation de cuisinier, je ne suis guère ambitieux mais on peut créer des émotions et c'est si beau. Je n'avais pas pensé à ce métier mais, maintenant, je sais ce que je veux.

J'aime les matériels que j'utilise : l'assiette, le verre, la marmite, tout ce que vous voyez ici... Ce que je fais me plaît. »



Ibrahim Tuna tient à recevoir ses clients dans un cadre familial et simple. C'est pourquoi il ne change pas certaines choses : par exemple, sur les tables, il n'y a pas de nappes en tissu. Il l'explique ainsi : « En effet, je pourrais créer un cadre différent, j'y pense parfois mais je ne veux pas que mes clients hésitent à entrer. Je voulais créer un endroit net, je veux que les gens voient que ce restaurant est sûr, propre, soigné. »

Fauna ne disposant que de cinq tables, il est prudent de réserver. Le restaurant Fauna, qui sert tous les jours sauf le dimanche de 10h à 19h30, se trouve dans l'avenue de Moda, rue Sarrafali, Tél: (0216) 345 99 54

* Propos recueillis par Inci Kara



Eser Ispartali

Ibrahim Tuna

Hacı Bekir : la confiserie de référence à Istanbul depuis 1777

Une boutique de confiseries ayant gagné la confiance et l'amour de tout le monde : Hacı Bekir. Cet établissement qui ne produisait que des berlingots à ses débuts s'est diversifié en produisant aujourd'hui en plus de ces bonbons des loukoums, de la pâte d'amande, des bonbons traditionnels et de la manne (pâte au sucre)...

Malgré les différences de cultures entre les générations et la mutation incessante d'Istanbul, Hacı Bekir n'a jamais perdu sa réputation et, dans le même temps, ne s'est jamais égaré. Lorsqu'on lui demande comment c'est possible, le directeur général, Ilyas Tunaoglu, nous répond : « Il est nécessaire de tenir compte de certains éléments. Atteindre tout le monde, se renouveler pour s'adapter au présent tout en gagnant la confiance des gens et avoir une bonne relation avec eux sans pour autant faire de concession, font qu'une entreprise peut continuer à vivre. Cependant, selon moi, il existe un critère qui est plus important que tout le reste, c'est qu'il y ait une excellente entente dans le fonctionnement interne. Je travaille depuis seize ans à Hacı Bekir et j'en suis très fier. D'après ce que j'ai pu constater après tant d'années, je peux vous affirmer que cette famille est une famille très humble. La vie au sein de cette entreprise est très agréable et il est toujours question de dialogue entre les employeurs et les employés. Nous ne pouvons pas faire ce constat pour la totalité des entreprises où les relations internes sont presque inexistantes.

De nos jours, Hacı Bekir fait partie de la société et j'explique ce phénomène par la confiance gagnée durant toutes ces années et par l'amour réciproque entre les clients et nous. Nos clients ne ressentent aucune gêne à exprimer leurs réclamations car ils savent qu'ils seront toujours pris au sérieux. Nous

mettons tout en œuvre pour que le client soit entièrement satisfait. C'est notre principe et c'est ce qui fait que nos clients ont totalement confiance en nous.

Hacı Bekir est un établissement qui élargit de plus en plus sa clientèle au fil du temps. Pourtant, vous ne verrez jamais de publicités sur Hacı Bekir à la télévision, à la radio ou dans les magazines, sa réputation s'accroît par le bouche-à-oreille. Les gens sont curieux de connaître les confiseries Hacı Bekir, alors ils viennent les goûter. Et une fois qu'on les a goûtées, on ne peut plus s'en passer. Par ailleurs, le nom d'Hacı Bekir est utilisé désormais comme une expression de la vie quotidienne. Pour citer un exemple, je vous dirai que Güneri Civaoglu, dans l'un de ses articles, avait écrit les mots suivants concernant une personne qu'il appréciait énormément : « Ses paroles étaient délicieuses comme le sont les loukoums Hacı Bekir ». Cette métaphore employée par Güneri Civaoglu nous montre la place importante des confiseries Hacı Bekir. De cette façon, de nombreux journalistes réputés emploient librement dans leurs phrases le terme Hacı Bekir. Ne vous méprenez surtout pas en croyant que c'est la famille Hacı Bekir qui demande aux journalistes de mentionner leur nom. Hacı Bekir a conquis une telle place dans l'esprit de ces journalistes qu'ils ne peuvent plus s'en passer. Eux ne considèrent pas Hacı Bekir comme un élément publicitaire ou comme une marque déposée. Alors que de nombreuses entreprises font de la publicité par le biais de plusieurs supports médiatiques, Hacı Bekir – lui – n'en ressent pas l'utilité. »

La réputation d'Hacı Bekir ne se limite pas à la Turquie mais est mondiale et le fait d'être connu dans d'autres pays ne date pas d'hier. Hande Doğan Bekiroglu, qui est une des asso-

ciés d'Hacı Bekir, nous a conté une petite anecdote amusante qu'elle a vécue il y a longtemps : « Lorsque mes enfants étaient encore petits, nous étions à Genève et un jour, dans le tramway, un monsieur a commencé à parler à mon fils qui se trouvait dans sa poussette mais mon fils ne lui a pas répondu. Alors, l'homme s'est retourné vers moi

en me demandant si le petit était timide. Je lui ai répondu qu'il ne répondait pas car il ne comprenait pas ce qu'il lui avait dit puisqu'il ne parlait pas le français. Ensuite, l'homme nous a demandé d'où nous venions et je lui ai répondu que nous venions de Turquie. Alors, l'homme s'est excusé et a ajouté qu'il ne connaissait pas grand chose de la Turquie à l'exception de deux personnages qui sont Nasrettin Hoca et Ali Muhittin Hacı Bekir. Quand j'ai entendu la réponse, j'ai été très étonnée et très ravie et je lui ai souri en lui disant que le petit garçon qui se tenait en face de lui était le petit-fils de Hacı Bekir. Ce fut au tour de l'homme d'être étonné... ».

Cependant, le fait que la ville d'Istanbul s'agrandisse de plus en plus sans plan concret d'urbanisation rend les magasins d'Hacı Bekir inaccessibles à certains clients. Les clients posent toujours les mêmes questions, à sa-



Doğan Şahin



Emine Hande Celâlyan



voir : « Pourquoi vendez-vous vos produits uniquement dans les magasins Hacı Bekir ? Pourquoi ne pas vendre vos loukoums et vos bonbons en grande surface ou dans les supermarchés ? » La réponse de Monsieur Ilyas est la suivante : « Nous préférons voir nos clients dans nos magasins afin de dialoguer avec eux, de créer une ambiance amicale plutôt que de voir nos clients acheter nos produits disposés dans les rayons sans âme des supermarchés. » Car, selon Monsieur Ilyas, les produits Hacı Bekir sont conçus spécialement pour les clients, et ceci depuis toujours, et, s'ils étaient distribués en supermarché, la donne changerait. Quant aux clients qui vivent loin des magasins Hacı Bekir, Monsieur Ilyas est en train de chercher des solutions pour eux et affirme qu'il fera son possible sans pour autant dégrader le nom d'Hacı Bekir.

* Propos recueillis par Sinem Çakmak

Les hôtels du centre-ville d'Istanbul épargnés par la crise

Armin Zerunyan est le directeur général de l'Hilton d'Istanbul, du ParkSa et du Conrad Istanbul. Il a répondu à nos questions concernant la fusion de ces trois hôtels ainsi que l'évolution du secteur d'hôtellerie à Istanbul.



Parlez-nous de votre carrière...

À la fin de mes études, j'ai posé ma candidature au centre d'Hilton qui est à Londres. J'ai d'abord été nommé en Allemagne et, au

milieu des années quatre-vingt-dix, lorsque ParkSa Hôtel allait être ouvert à Istanbul, on m'a proposé un poste de directeur en Turquie, d'abord à Izmir puis à Istanbul. Entre 1997 et 2006, j'ai été de nouveau en poste à l'étranger puis suis revenu en Turquie en 2007. Ainsi, j'ai travaillé dans les hôtels Hilton qui se trouvent dans différents pays comme l'Allemagne, l'Ouzbékistan, les Émirats arabes unis ou la République tchèque.

Comment s'est passée la fusion des hôtels Conrad, Hilton et ParkSa ?

Bien qu'il y ait eu une rivalité entre Hilton et Conrad, nous avons réussi à les rassembler sous le même toit. En priorité, ce type d'unification a été fait dans les villes où se trouvait Conrad, pour pouvoir profiter de la synergie qui serait formée par la coopération et Istanbul était l'une de ces villes. Un cadre commun devrait être établi. Toutefois, les deux sociétés ayant été concurrentes pendant

de nombreuses années, elles ne pouvaient pas se sentir sœurs. Il fallait un processus pour cela et on m'a choisi pour animer ce processus. En étant directeur général responsable de ces trois hôtels, j'ai commencé à travailler à Istanbul en août 2007. Quand je suis arrivé, le processus avait commencé mais n'était pas achevé et, jusqu'au milieu de 2008, nous avons mené à bien cette restructuration.

Après avoir travaillé comme des concurrents, on peut désormais proposer l'alternative de ces trois hôtels aux clients. L'un des changements qui ont été apportés par le processus de restructuration était d'associer les départements de vente et de marketing, faisant ainsi disparaître la concurrence entre les prix.

Quel est le résultat économique de cette opération ?

Malgré un dernier trimestre de 2008 de crise, nous avons battu un record, nos trois hôtels ayant atteint les profits les plus élevés à ce jour. Quand on observe les chiffres d'avant l'unification (2006) et les chiffres de l'année 2008, on voit une différence de près de 40 %. Mais je ne peux pas dire que la seule raison soit l'unification, parce que Istanbul a connu une tendance à la hausse jusqu'au milieu de 2008 et tous les hôtels ont profité de cette tendance.

Y a-t-il des différences dans le profil des clients de ces trois hôtels ? Cette situation crée-t-elle un avantage ou une difficulté pour vous ?

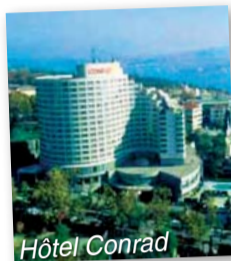
ParkSa a un profil de clients qui est différent de ceux du Conrad et de l'Hilton parce qu'il est moins grand, plus économique, n'ayant que quatre étoiles. En revanche, il n'y a guère de différence entre le Conrad et l'Hilton.

Tous les deux sont de grands hôtels dont le profil des clients est similaire. Il y avait, certes, quelques différences minimales mais avec l'unification, les deux institutions se sont rapprochées l'une de l'autre. Nous essayons d'augmenter la qualité des deux hôtels en profitant de l'élan apporté par la réunion.

En fait, il faudra la séparation des marques pour créer différents groupes à long terme. D'ailleurs, les nouveaux Conrad ne sont pas grands, ils sont construits pour s'adresser à une catégorie supérieure. Il faut que Conrad soit à l'avant-plan comme une marque sélective. Sa qualité la plus importante ici est d'être un hôtel de congrès avec une grande salle de bal, plusieurs salles de réunion et 600 chambres.

On parle de l'insuffisance du nombre de chambres d'hôtel à Istanbul ...

Je ne pense pas que le nombre de chambres d'hôtel à Istanbul soit insuffisant mais la différence de standards est grande. Certains hôtels dits « cinq étoiles » ne sont pas réellement des « cinq étoiles » et les standards minimaux ne sont pas au niveau nécessaire. Les nouveaux hôtels prétendent avoir des standards élevés mais, malheureusement, ils n'offrent pas le niveau de service correspondant et n'ont pas de personnel qualifié connaissant les langues étrangères. Dans ce métier, des employés ne connaissent même pas une seule langue étrangère. Face à ce manque de formation, je pense qu'il faut donner à cette question l'importance qu'elle mérite. En Turquie, les gens sont actifs mais ils ont besoin d'être bien orientés et, comme le rendement du personnel bien formé est su-



Hôtel Conrad

périeur, il faut que nous fassions les efforts de formation nécessaires.

Que pouvez-vous nous dire de la crise en Turquie ?

Au sein de notre secteur, la crise n'a pas été très ressentie en Turquie, ce qui est une chance pour nous. Les hôtels du centre-ville d'Istanbul n'ont pas encore vu la partie de la crise qui est la plus désagréable et j'espère qu'ils ne verront pas. Les effets sont inévitables et on note une baisse de 10 à 15 % par rapport à l'année dernière. Mais Istanbul n'a pas vécu le désastre qui a été vécu dans plusieurs villes d'Europe. En revanche, je ne suis pas sûr de la situation du sud de la Turquie pour cet été, où les hôteliers n'auront sûrement pas autant de chance que leurs collègues du centre ville à Istanbul. Dans cette crise, on n'a licencié personne, grâce à notre expérience des crises antérieures. C'est pourquoi nous avons adopté une structure de personnel flexible : si ce n'est pas nécessaire, on n'appelle pas tous nos employés.

Pour cet été, de quels pays attendez-vous le plus grand nombre de touristes ?

Cet été, on s'attend à une augmentation du nombre des visiteurs venant du Moyen-Orient, en particulier des pays du Golfe, ce qui maintiendra notre chiffre d'affaires à un niveau proche de la normale. On ne sait pas si la baisse du nombre des touristes russes et allemands sera compensée par des touristes venant d'autres pays et si ce sera profitable économiquement. On s'attend à accueillir moins d'Occidentaux à cause de la crise économique, et on ne sait pas si le nombre des touristes qui viennent du Golfe et du Moyen-Orient pourra compenser cette baisse.

* Propos recueillis par Inci Kara et Alexandre Schleimann

La crise économique et les investissements français en Turquie

Dans le contexte actuel de crise financière mondiale, c'est au directeur de la Chambre de commerce française à Istanbul (CCFI), Monsieur Esposito, que nous nous sommes adressés afin de connaître l'impact de la crise sur les entreprises françaises implantées en Turquie et dans quelles mesures la crise financière a affecté la Turquie.

La Chambre de commerce française à Istanbul – qui est un organisme autofinancé par les rentrées des cotisations et par les conseils et services facturés aux entreprises – a pour mission de contribuer au développement du commerce bilatéral franco-turc, d'animer la communauté d'affaires franco-turque et d'informer en cas de crise. La CCFI organise de nombreux projets, qui sont particulièrement destinés aux entreprises turques, puisque les deux tiers des adhérents à la Chambre sont des entreprises turques sans capitaux français, sont très divers et ils ont pour but de permettre aux membres d'échanger des idées et des expériences et les difficultés dans un cadre de travail commun. Ainsi, la CCFI met tout en œuvre pour animer efficacement la communauté d'affaires franco-turque car n'oublions pas qu'en presque trente ans, le nombre des entreprises françaises a été multiplié par vingt, passant de quinze sociétés en 1985 à trois cents aujourd'hui. Ce constat peut s'expliquer par le fait que la France voit en la Turquie un pays mature et que, de ce fait, des entreprises leaders sur le marché telles que Renault ou Carrefour s'installent dans le pays, comme nous le fait remarquer Monsieur Esposito.

D'ailleurs, il faut souligner que, même avec la crise financière, aucune baisse du nombre d'implantations d'entreprises françaises en Turquie n'a été enregistrée et que l'on note une hausse d'une année sur l'autre, passant ainsi de 260 entreprises en 2007 à 300 en 2008 (pour l'année 2009, le bilan se fera en fin d'année), bien que les projets soient ralentis. Les entreprises françaises présentes en Turquie, qu'elles soient des filiales ou des petites ou moyennes entreprises, représentent près de 70 000 emplois et font ainsi de la Turquie la vingt-cinquième destination des investissements français et fait de la France le deuxième investisseur étranger en Turquie.

Quant à la crise financière et ses conséquences, Monsieur Esposito rappelle d'abord que c'est une crise au niveau mondial et non au niveau local et que, par conséquent, toutes les entreprises françaises en Turquie sont touchées, et plus particulièrement celles des secteurs de l'automobile, de l'habillement-textile, de la sidérurgie et de la construction. La Turquie est le second fournisseur en textile de l'Europe et, étant donné que la demande étrangère pour ce secteur et pour les autres secteurs diminue, les entreprises françaises, étrangères et turques sont alors affectées par la crise car n'oublions pas que la Turquie exporte 90 % de ce qu'elle produit et que c'est un pays industriel (l'industrie représente 25 % du PIB turc et 20 %

de la population). Les entreprises françaises sont donc touchées par la crise, certaines d'entre elles ont déjà pris des mesures, et ce phénomène est logique puisque la Turquie est touchée par la crise de façon importante et, pour constater cela, il suffit de se référer aux chiffres du dernier trimestre de l'année 2008 qui annoncent une croissance négative de 6,8 %.

Selon Monsieur Esposito, la crise économique en Turquie est bien présente et elle aura de nombreuses conséquences.

En effet, la Turquie est un pays qui se développe mais son déficit commercial est tel qu'elle a besoin d'investissements étrangers car ils sont une manne financière très importante. De plus, si cette crise perdure comme le pensent certains économistes pessimistes, d'autres problèmes surgiront en Turquie comme des



Raphaël Esposito

revendications sociales, chose que la Turquie ne connaît pas, contrairement à la France. Un autre problème attire l'attention de Monsieur Esposito et a des conséquences sur le maintien de la crise économique en Turquie, c'est que les entreprises en Turquie sont confrontées aux difficultés de la fluctuation du taux de change. En effet, beaucoup d'entreprises ont des rentrées financières en livres turques et des dettes en euros ou en dollars. Tous ces types de difficultés freinent les entreprises françaises ou turques dans leur développement futur.

Monsieur Esposito pense que pour vaincre la crise financière, il faut redonner la confiance aux consommateurs et aux investisseurs, chose qui fait défaut aujourd'hui. D'ailleurs, l'accord donné par le FMI ou les conclusions positives du G-20 de Londres permettront peut-être un retour progressif de la confiance. La Turquie doit donc rassurer les investisseurs étrangers pour voir le retour des investissements dont elle a tant besoin et elle doit non seulement afficher une stabilité économique mais afficher également une stabilité politique. La Turquie doit également revoir sa politique commerciale, notamment concernant le prix des terrains. À Istanbul, les terrains sont extrêmement chers, beaucoup plus qu'en France. D'ailleurs, aucun cadeau ne se fait dans ce domaine contrairement à la France qui offre les terrains aux entreprises car c'est créateur d'emplois. Par conséquent, les entreprises y réfléchissent à deux fois avant de s'installer à Istanbul, sachant que 80 % des implantations françaises se font sur Istanbul. D'autres facteurs entrent en ligne de compte tels qu'une main-d'œuvre qualifiée ou des infrastructures nécessaires et efficaces. Si tous ces points sont améliorés et mis en application, la Turquie sortira peut-être de la crise financière et accueillera d'autres entreprises françaises ou étrangères qui ne sont pas uniquement de grands groupes internationaux mais qui sont des petites ou moyennes entreprises.

* Gülhan Ertiç

Türkiye İş Bankası : une banque amie des arts et de la culture

P.-D.G. de la plus grande banque privée turque, İş Bankası, Ersin Özince nous reçoit pour nous parler de la crise, de ses effets en Turquie et dans le monde et pour nous dire comment on pourra en sortir.

Nous entamons ces jours-ci les préparatifs pour notre cinquantième numéro et le nombre 50 a pour nous une signification spéciale. Pouvez-vous nous parler des 50 dernières années de l'institution qu'est İş Bankası et nous expliquer son évolution ?

Si nous observons les 50 dernières années, nous verrons que c'est la période qui suit la Seconde Guerre mondiale et durant laquelle la démocratisation et le commerce ont réalisé des progrès fondamentaux dans le monde entier. Mais si nous nous référons aux crises politiques, économiques et sociales que nous avons connues dans la première décennie des années 2000, spécialement dans le domaine des affaires, je pense que les normes établies durant ces 50 ans sous l'auvent du libéralisme n'ont pas tenu devant le vent de la globalisation. Ce que les 50 dernières années nous ont fourni comme doctrine n'est pas forcément utilisable dans le domaine économique ou le domaine social. Suite à la globalisation qui a supprimé les frontières et aux nouvelles technologies comme l'informatique qui ont mis dans le monde entier les moyens de la civilisation à la disposition des hommes, administrer le monde et diriger l'humanité n'est plus une tâche si facile. À mon avis, tous les problèmes doivent être résolus par l'intermédiaire des organisations internationales à vocation humanitaire. Or, face aux problèmes

Désormais les choix ne reconnaissent plus les frontières entre les pays ni les limites imposées par les nationalités, les religions ou les langues.

que nous rencontrons aujourd'hui, nous voyons que ni l'organisation des Nations unies dans les domaines social et politique, ni les institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans les domaines économique et politique n'arrivent à proposer des solutions. Je pense que l'ONU ne doit pas être limitée au domaine social et qu'elle doit tenter d'agir sur cette crise aussi. Si l'on n'arrive pas à gérer convenablement cette crise, nous verrons surgir, surtout dans les pays en voie de développement, des problèmes sociaux et économiques d'envergure inimaginable. Ce que nous perdons là, c'est le niveau de prospérité de l'être humain à l'échelle mondiale ; on doit le rectifier.

Si nous revenons à la Turquie, on voit qu'à part les incidents sérieux qui ont marqué ces 50 ans, la Turquie fait preuve d'une croissance démographique. Cette situation peut être positive comme elle peut se révéler négative. Donc l'élan réalisé par les réformes de la République doit être révisé et absolument mis à jour pour définir l'avenir, surtout de cette jeune population.

Avons-nous donc gâché ces 50 dernières années ?

Non, on ne les a pas vécues pour rien ; malgré les avis divers dans le pays, on n'a plus de réel coup d'État depuis 1980 et j'en suis bien content. Je pense d'autre part

que nous avons fait un chemin considérable sur le chemin de la démocratisation. Par exemple, la décision du refus de l'Assemblée turque de participer à la guerre d'Irak, au côté des Américains, je suis de ceux qui pensent que son rejet a été une bonne résolution concernant la Turquie, soutenue par l'opinion générale et prise sans être influencé. Ne pas désirer la guerre est une attitude pacifiste et, pour la majorité des pays et l'UE, y compris la France, c'était une décision positive. D'autre part, je pense que la globalisation, dont les effets se font surtout sentir du point de vue économique, sera, de même, l'un des phénomènes les plus marquants dans le monde du point de vue social dans la période qui nous attend. Je pense également que les autres problèmes de teneur mondiale, spécialement les problèmes d'environnement (comme le réchauffement climatique), ne pourront pas être gérés avec la mentalité de la période que nous avons laissée derrière nous. Les êtres humains éduqués par la société du savoir informatique de nos jours ne seront plus satisfaits des conditions de ces 50 ans. Si cette crise financière que nous traversons dérègle davantage la répartition des revenus, ses conséquences sociales risquent d'être gravissimes. Les êtres humains aujourd'hui savent bien ce qui est mieux, là où c'est mieux ; désormais les choix ne reconnaissent plus les frontières entre les pays ni les limites imposées par les nationalités, les religions ou les langues.

Savait-on que la crise arrivait ?

Je ne pense pas qu'on puisse dire que l'on s'y préparait. Mais le secteur de la finance, dont je fais partie, s'attendait à peu près depuis deux ans à des ennuis considérables, et pour deux raisons : en premier lieu, on s'attendait à un ralentissement de la croissance économique des pays développés, les États-Unis en tête, et on craignait des répercussions négatives sur l'économie mondiale. On s'attendait donc à un ralentissement économique mondial prépondérant aux États-Unis et en Europe, qui aurait un impact négatif dans les domaines des affaires, de l'emploi et de la prospérité de ces pays développés et des pays en voie de développement (comme la Turquie) qui exportent leurs produits. D'autre part, le secteur de la finance connaissait aussi ses propres dif-



ficultés, accrues après la virtualisation du secteur. Autrement dit, au lieu d'activer les marchés financiers avec une véritable synergie, il y a eu un développement virtuel sur certains marchés dans certains pays.

Cette situation peut être comparée à la construction d'un gratte-ciel de mille mètres de hauteur dans une ville sans qu'ait été créée son infrastructure. Les moyens financiers transformés en moyens virtuels dans les pays développés, les États-Unis en tête,



Ersin Özince

gagnaient en altitude comme des châteaux de cartes et le monde entier en recevait des signaux. Quels signaux ? Par exemple, des réticences concernant les produits dérivés, les problèmes d'investissement de certains logements sociaux en Floride. Les premiers signaux ont été lancés 10 ans auparavant. Dans les plates-formes dont je faisais partie, j'ai vu que les autorités les plus éminentes du monde ou les représentants des États et des institutions financières internationales en parlaient. Mais malgré tout cela, presque délibérément, nous avons parcouru le chemin jusqu'à la fin.

La difficulté que nous avons actuellement est plus une interrogation sur la formation du nouveau système que sur les effets de la crise elle-même. À la question « à quand le retour à la normale ? » il faut d'abord définir ce qui est normal. C'est lorsque le monde a appliqué à tout ce système virtuel une globalisation bien réelle que tout s'est écroulé. La véritable crise est là.

Et nous, où sommes-nous vis-à-vis de la globalisation ?

La Turquie a une situation très importante entre l'Occident et l'Orient, elle est placée au premier rang dans l'évolution des événements au Moyen-Orient et dans la région de la Caspienne. La Turquie ne remplit pas encore pour le moment son véritable rôle mais je pense qu'elle va réagir dans le futur et c'est aussi le point de vue du professeur Friedman, le stratège renommé, que la Turquie a reçu.

L'attitude du Premier ministre turc à Davos a bien attiré l'attention à cause de cette situation de la Turquie. Sa candidature à l'UE, sa place au Moyen-Orient et, en vertu des dynamiques des derniers temps, dans le monde musulman ont contribué à faire de la Turquie un pays dont l'importance stratégique s'est accrue. Dans le cas de la globalisation, la Turquie doit aussi assumer un rôle primordial par l'intermédiaire de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique mais les pays leaders du monde doivent contribuer à la réalisation de cette stratégie. Sinon, la

réalisation des évolutions inévitables nécessitera beaucoup plus de temps.

Beaucoup disent que la crise ne se s'est pas encore répercutée sur la Turquie ; qu'en pensez-vous ?

Elle ne s'y est pas encore totalement répercutée et la Turquie et ceux qui l'entourent peuvent faire preuve d'une contribution positive et constructive dans cette crise. La Turquie et ses voisins sont des pays qui ont une forte potentialité de développement et d'accroissement. Le commerce conventionnel et la politique presque naïve de ces pays peuvent être orientés pour améliorer la prospérité dans la région, c'est-à-dire que la Turquie et les pays qui l'entourent peuvent constituer une plate-forme d'action. Ces économies auxquelles je fais allusion, par l'intermédiaire des orientations et des accreditations, peuvent jouer le rôle de levain pour une nouvelle organisation des marchés financiers du monde.

Où se place la Turquie dans cette crise globale ? Et İş Bankası ?

La Turquie se trouve sous l'effet retardé de la crise globale et les effets financiers de la crise ne sont pas encore si virulents. On doit cette situation à la structure récemment reformée et fortifiée du secteur bancaire et à l'utilisation des ressources par le secteur réel juste à temps sous forme de financements à relativement long terme. L'avantage de la Turquie vis-à-vis des pays souffrant de la crise globale se révèle comme sa potentialité de progrès considérable dans tous les cas. Pour les économies développées se trouvant en tête, la question la plus sérieuse est de déterminer le moment adéquat pour réactiver l'économie, alors que la Turquie ne se pose pas une telle question car c'est un pays qui a la potentialité de reprendre son développement dès que la situation revient à la normale, sa démographie, son environnement et ses relations jouant un rôle prépondérant.

Dans le cas particulier de la banque d'affaires, İş Bankası, motivés par les informations concernant le ralentissement de l'économie mondiale, nous avons déjà prévu un rétrécissement et diminué notre rythme. Vers la fin de l'année 2006, notre banque d'affaires se présentait comme la banque la plus grande de Turquie et c'est à ce moment que nous avons ralenti notre développement suivant nos prévisions de récession pour être maintenant la seconde banque du pays.

Dans les domaines du crédit et de l'investissement aussi, nous avons diminué de volume. Comme partout dans le monde, l'inquiétude portait sur le rappel des crédits ou l'insuffisance des crédits injectés dans l'économie. Comme

La condition préliminaire pour sortir de la crise dépend du rétablissement de la confiance et de relations d'affaires rentables dans le monde entier.

nous étions en quelque sorte parés, nous avons tenu le coup sans réticence derrière nos affaires et nos clients actuels ; nous avons les liquidités et la majorité des autres banques n'ont pas pu le faire. Dans les marchés développés, comme en Europe, le problème le plus grand pour les banques était cette gestion des liquidités. Comme elles n'ont pas bien administré la situation, on a observé des ruées sur les banques et l'établissement des garanties étatiques. À mon avis, l'un des pays qui ont su bien gérer ce

(lire la suite page 23)

processus est la France : on n'y a pas observé de panique et le climat de confiance a perduré. C'est presque comme en Turquie. La banque d'affaires a toujours fait preuve de stabilité et elle continuera.

Certaines banques réclament des garanties de l'État sous prétexte des pertes qu'elles ont subies, alors que les institutions solides comme la vôtre ne bénéficient pas de cette aide. Est-ce que cela ne crée pas une situation de concurrence déloyale ?

On y observe deux grands types d'erreurs : une concurrence déloyale pour l'une et une anomalie pour l'autre. La première, comme vous le soulignez, ce sont les banques ou d'autres sociétés qui reçoivent le soutien de l'État, ce qui est une situation contraire aux règles de la concurrence. Considérant que ces appuis sont donnés à des sociétés anonymes, souvent cotées en Bourse, il faudrait les nationaliser, sans oublier qu'il faudra les reprivatiser un jour. Donc je pense que ces soutiens ne doivent pas être durables. À la rigueur, qu'ils aient lieu dans le domaine des services publics mais, par essence, ce n'est pas juste.

Dans le deuxième cas, on constate là aussi une concurrence déloyale : notamment dans les pays qui couvrent les secteurs bancaires par des garanties de façon à leur assurer un appui et qui essaient de les alimenter par d'autres secteurs, l'émission d'actions et d'obligations remonte à des niveaux sérieux et inquiétants de façon à conquérir les marchés. C'est le second problème, en Turquie, car c'est l'État qui gère le marché des titres et on ne sait pas quand tout cela reviendra au secteur privé. On en voit un exemple en ce moment en France. L'une des banques les plus remarquables s'efforce de vendre ses assurances de mortgage mais l'État domine le marché des titres et rivaliser avec l'État se révèle impossible. Le fait que les marchés soient soumis à la prépondérance de l'État en raison de la crise financière n'est pas du tout une situation normale. La question essentielle reste alors : comment normaliser les interventions étatiques mises en œuvre pour supprimer les effets de la crise ?

On dit que ce serait « une crise artificielle montée » et que les États-Unis l'auraient déclenchée pour récupérer les dollars circulant à l'extérieur...

Ce genre d'interprétation ne sert à personne. Pour certains, c'est une crise qu'on gère par l'intermédiaire des politiques désormais puissantes. Il en est de même pour les États-Unis car le consensus formulé par les spécialistes du domaine se résume ainsi : l'économie américaine est une économie très puissante capable d'influencer toutes les autres économies mondiales. L'influence de l'économie américaine sera la même pour sortir de cette crise que celle qu'elle a exercée pour l'instaurer. D'ailleurs, les États-Unis se présentent comme un pays qui désire imposer sa volonté et sa maîtrise, plusieurs analystes sont unanimes sur ce point. Au fond, les États-Unis doivent avoir leur propre politique dans ce domaine. Il faut maintenant souhaiter que la politique américaine soit la bonne pour améliorer l'économie américaine qui est l'un des promoteurs de l'économie mondiale pour que l'Europe puisse suivre cet exemple. Arrivé à ce point, un complot ou la réalité, ceci n'a plus aucune importance. Ce qui importe, c'est que les économies développées avec les États-Unis en tête jouent un rôle actif



dans la réhabilitation et le redressement de l'économie mondiale. Et en réalisant cette réhabilitation, tous les acteurs doivent agir non pas en fonction de leurs propres frontières mais en ayant une vision mondiale. Chaque acteur doit comprendre que la condition préliminaire pour se sauver de la crise dépend du rétablissement du milieu de confiance et de relations d'affaires rentables sur le monde entier. Les solutions isolées ne font plus le poids.

À part vos activités bancaires, nous suivons de près vos efforts dans les domaines culturel et artistique. Quelle est la part de la culture et des arts dans l'ensemble de vos activités et depuis quand cela vous importe-t-il ?

İş Bankası est avant tout une institution de la République. Avec Mustafa Kemal Atatürk en tête, les fondateurs de la banque se sont efforcés d'avoir d'autres activités à côté de celle de banque. Par conséquent, nous observons que déjà durant les premières années qui suivent sa fondation, la banque attache une importance primordiale à la culture et aux arts en même temps qu'à ses propres activités bancaires. Par exemple, cette toile qui représente le pont de Galata, sur ce mur, a été réalisée par Mustafa Nuri Pacha dans

les années 1800. La collection de peinture İş Bankası est la collection la plus grande avec plus de deux mille œuvres appartenant à des périodes d'avant la République et de la République. Ces tableaux sont souvent achetés pour soutenir les artistes. Nous suivons nos activités dans ce domaine de différentes manières : par exemple, notre dernière action dans le domaine de la peinture est née d'un besoin. Nous avons un problème de restauration de tableaux et nous nous sommes chargés de l'installation d'un laboratoire-atelier de restauration à l'Université Mimar Sinan. Grâce à ce laboratoire, désormais, on pourra former des restaurateurs dans

notre pays aussi. Ceux qui pratiquaient ce métier jusqu'à maintenant étaient des éléments ayant étudié à l'étranger ou des amateurs éclairés. Ainsi avons-nous comblé une lacune concernant la peinture.

D'autre part, Hasan Ali Yücel, l'un des meilleurs ministres de l'Éducation nationale des premières années de la République turque, a été le premier directeur de nos publications culturelles. L'année dernière, nous avons vendu à peu près 700 000 li-

vres suivant le principe du prix modéré. La moitié des livres vendus étaient des titres de la littérature enfantine ; là aussi, il existait une lacune. Ces livres ont été conçus pour orienter les enfants vers les arts et les sciences. Par exemple, nos derniers titres parus, dans la série scientifique pour enfants, informent et éduquent les petits sur l'archéologie et sur l'histoire mondiale. À côté de tout cela, nous réalisons des dons de livres, surtout aux établissements scolaires d'Anatolie. L'année dernière, nous avons ainsi offert un million de livres aux élèves durant une campagne intitulée « emmène ton carnet, emporte ton livre » et nous la recommencerons cette année.

Nous soutenons aussi le jeu d'échecs dans les établissements scolaires et sponsorisons la Fédération d'échecs depuis quatre ans.

Entre-temps, İş Sanat suit ses propres activités. Dans la grande salle abritant les réunions de la banque, idéale pour les concerts, nous organisons toute sorte d'activités artistiques. Parallèlement aux concerts, nous organisons des spectacles destinés à faire aimer les arts aux enfants, comme Le Carnaval des animaux et diverses représentations théâtrales. Toutes les

activités que nous y organisons font salle comble. Nous avons plusieurs activités culturelles et artistiques mais notre but essentiel est d'attirer l'attention et l'intérêt de la société plus que la diffusion du

nom de la banque. En dernier lieu, dans le but de faire aimer l'opéra aux enfants, nous avons conclu avec le Ballet et l'Opéra d'État d'Ankara la rénovation complète de la salle de Leyla Gencer. Notre seul but, c'est d'utiliser l'identité sociale de notre institution pour améliorer le niveau social dans ces domaines tout en assumant notre rôle dans le contexte de la responsabilité sociale.

* Reportage : Hüseyin Latif et İnci Kara.



50 ans d'expérience dans l'art du cadre



Cadre classique en bois

Peinture classique/moderne

Encadrement classique/moderne des miroirs

Cadres standard importés d'Europe

Restauration de cadres anciens

Moda Caddesi 42/A Kadıköy T: 0216 345 56 16 - 336 00 97
www.sevensanatgalerisi.com info@sevensanatgalerisi.com

SEVEN SANAT
GALERİSİ

Le Conseil économique, social et environnemental : un appui à la démocratie



* Régis Paraque

La République Française présente, dans sa Constitution, une particularité qui lui attire la curiosité et l'intérêt de pays étrangers de plus en plus nombreux : une 3ème assemblée -strictement consultative-, représentant les intérêts économiques et sociaux, placée auprès de l'Exécutif et du pouvoir législatif pour leur donner en toute liberté le point de vue de la société civile sur les grands sujets économiques et sociaux du moment.

Cette institution originale est née dans l'esprit d'un homme qui avait une vision profondément humaniste, pacifiste et internationaliste de la société : Léon Jouhaud, qui eut, à peu près simultanément, l'idée de l'Organisation Internationale du Travail. Au lendemain, en effet, de la guerre de 14-18, si meurtrière pour les pays belligérants dans leur ensemble, ce syndicaliste, leader de la Confédération générale du travail, était animé du souci de permettre aux forces sociales de contribuer au renforcement de la Paix non seulement entre les Nations, mais aussi en leur propre sein par la pratique du dialogue et la recherche permanente du compromis : paix sociale et paix internationale étaient liées, disait-il.

Très vite, avec l'appui du Président Wilson et de la Société des Nations, le Bureau International du Travail allait voir le jour à Genève, sous l'impulsion de Léon Jouhaud, qui, en visionnaire qu'il fut tout au long de sa vie, réalisa dans le même temps que le régime qui se mettait alors en place à Moscou, serait totalitaire, et donc contraire à ses propres convictions. Il prit alors ses distances avec la partie prosoviétique du syndicalisme et du socialisme français pour s'orienter vers la création d'un syndicalisme indépendant de la politique et d'un parti socialiste authentiquement démocratique.

En même temps, il poursuivait son idée de mettre en place, dans la démocratie françai-

se, une institution de même inspiration que le BIT, mais adaptée aux débats internes de la Nation, qui contribue à perfectionner le débat démocratique en le situant à l'écart des passions politiques et idéologiques inhérentes aux combats électoraux et aux rivalités des partis.

Il proposa son idée, autour de l'année 1925, à Edouard Herriot, alors Chef du gouvernement, et c'est ainsi que vit le jour une esquisse de Conseil économique, de quelques dizaines de membres, tous nommés par l'Exécutif. Ce n'était alors qu'une sorte d'embryon, qui ne correspondait que de loin à l'idée de Léon Jouhaud, mais il y avait là, au moins, un début.

Tourmenté par les désordres économiques, sociaux et politiques de l'époque, qui allaient conduire au nouveau désastre que l'on sait, Léon Jouhaud, alors leader de la CGT, aimait à expliquer aux politiques et aux gouvernants qu'il était possible de favoriser le progrès social tout en préservant la paix sociale, et donc en sauvegardant une démocratie alors menacée de toute part : « donner une tribune aux forces vives du pays, disait-il, et elles n'auront plus à s'affronter dans la rue ».

En 1936, Léon Blum, ami de Léon Jouhaud, reprend l'idée d'un Conseil économique et la consacre par une loi en étendant la représentation patronale et syndicale. La compétence strictement consultative du Conseil, qui sera toujours réaffirmée par la suite, le distingue fondamentalement des chambres corporatistes alors prônées par les idéologues fascistes et notamment mises en place en Italie.

Le Général de Gaulle, à la Libération, se montre favorable à la renaissance d'un Conseil économique et social, recommandée par le Conseil national de la Résistance, et, pour la première fois, consacré par la Constitution de la 4ème République en 1946. C'est alors que cette institution évoluera vers sa forme à peu près définitive jusqu'à nos jours, tout en faisant l'objet de quelques réformes, d'abord dans la Constitution de la Vème République en 1958, puis par la loi organique de 1984 et tout récemment, en 2009, le nouveau projet de loi organique n'étant encore qu'en préparation à l'heure où sont écrites ces lignes.

Le problème majeur justifiant ces réformes réside dans la nature même du Conseil : censé représenter aussi fidèlement que possible

la société civile, sa composition doit donc évoluer avec la société civile elle-même : le meilleur exemple étant donné par la population agricole, qui, en France, est passée de plus de 30 % de la population totale au milieu du siècle dernier à 7% aujourd'hui. De même, le salariat industriel n'est plus ce qu'il

était il y a 30 ou 40 ans, tandis que les activités tertiaires se sont beaucoup développées. Ces ajustements successifs de la composition du Conseil ne sont pas faciles comme ils ne sont pas exempts de certaines approximations, voire d'un certain arbitraire.

C'est pour cela qu'ils exigent un vote particulièrement solennel du Parlement, qui, sans aller jusqu'à une révision constitutionnelle, n'en passe pas moins par une loi dite « organique » nécessitant une majorité qualifiée et un accord entre Assemblée Nationale et Sénat.

Ceci garantit au moins un certain « consensus » démocratique qui répond d'ailleurs à l'esprit même de l'Institution : celle-ci, en effet, n'a pas pour vocation de reproduire ou prolonger les débats se déroulant dans les Assemblées politiques qui votent la loi, mais de rechercher, avant même celles-ci, les points d'accord ou de désaccord existant entre forces vives de la Nation (patronat et syndicats en premier lieu, mais aussi agriculteurs, professions libérales, associations, etc...) sur tous les grands problèmes d'actualité dont elle est saisie ou dont elle se saisit elle-même, en vue de parvenir, si possible, à un consensus. Ceci permet ainsi un certain « déminage » du débat politique lui-même. Intervenant en amont du débat parlementaire ou de la décision gouvernementale, le Conseil se veut, comme aime à le dire son Président actuel, Jacques Dermagne, l'Assemblée du « premier mot », le « dernier mot », c'est-à-dire la décision, revenant aux pouvoirs politiques.

Ce travail de « déminage » est apprécié des gouvernements successifs lorsqu'ils savent y recourir, quand ils n'ont pas à regretter de ne pas y avoir recouru, comme l'illustration a été donnée il y a un peu plus de 3 ans, avec l'affaire du contrat premier emploi qui échoua faute



d'une consultation préalable du Conseil.

L'expérience du Conseil économique et social français s'est révélée si féconde, qu'elle a inspiré beaucoup d'imitation au-delà des frontières. C'est ainsi notamment que la Communauté européenne s'est, dès le début, dotée d'un Comité économique et social, qui se réunit régulièrement à Bruxelles. D'une manière générale, on constate que les pays du sud sont plus adeptes d'une telle institution que les pays anglo-saxons ou nordiques qui ont leur propre dispositif de dialogue social, ou font confiance aux mécanismes libéraux du marché -ce qui pourrait changer à la faveur de la crise actuelle- pour réguler les relations sociales. La Chine et le Brésil, par exemple, sont parmi les grands pays émergents d'aujourd'hui, qui ont mis en place une telle institution. Ils rencontrent fréquemment les représentants du Conseil français et son Président Jacques Dermagne pour, notamment, discuter de l'effet entraînant de leur Institution dans les pays voisins de leur périmètre géographique. C'est ainsi que près d'une soixantaine de pays sont membres de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions assimilées (AICESIS), dont le siège est à Paris et la présidence tournante.

La Turquie elle-même dispose d'un Conseil économique et social ; les partenaires sociaux, en Turquie, ainsi que les représentants de la société civile sont des acteurs dynamiques des rencontres de l'Espace européen ; l'un des éminents chercheurs turcs dans le domaine social est même l'un des experts indépendants de la Commission européenne.

Il faut aussi remarquer qu'existe auprès de l'ONU, depuis l'origine, un Comité économique et social, dont plusieurs pays, la France et l'Allemagne par exemple, conviennent qu'il doit évoluer vers une véritable représentation des sociétés civiles, alors qu'il n'est pour l'heure, qu'une réunion ad hoc des ambassadeurs. Cette prise de conscience fait écho aux manifestations, parfois violentes, qui ont eu lieu à l'occasion des réunions périodiques de Chefs d'Etat traitant des problèmes économiques, financiers et sociaux, telles que le dernier G20 de Londres.

S'il n'est pas une panacée, solution à tous les maux de la société moderne, le Conseil économique et social (devenu aussi « environnemental » lors de la dernière révision constitutionnelle en France) est généralement vécu comme une aide puissante, voire incontournable au fonctionnement de la démocratie, tant au niveau national qu'international, voire régional, le dispositif français ayant, prévu, également des Conseils économiques et sociaux propres à chaque région exprimant la diversité des populations et des territoires.

*Régis Paraque, conseiller au C.E.S.E.



**LE DEPARTEMENT
INFORMATIQUE
DE VOTRE ÉTABLISSEMENT**

Tél : 90 216 325 82 62
Email : marmara@marmara.net



www.marmara.net

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires

12 numeros : 40 € Turquie 25 € France 70 € Europe Version PDF : 30 €

En Turquie le kit de 25 exemplaires pour les 11 numéros 400 €,
le kit de 50 exemplaires 650 €

A l'étranger le kit de 25 exemplaires pour les 11 numéros 600 €,
le kit de 50 exemplaires 850 €

Envoyez un mail : altinfos@gmail.com

Mode de paiement pour la Turquie : virement Yapı Kredi (no de succursale : 0 217 Moda İstanbul
no de compte en euros : 60901314; en TL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie
Tel: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com alt 50

La crise économique comme « accélérateur d'histoire »

Au fil des mois, le monde s'enfoncé un peu plus dans la crise économique, la plus importante depuis quatre-vingts ans. Jacques Julliard, journaliste, écrivain et historien a son avis précis sur cette crise. Les causes et les conséquences de celle-ci n'ont aucun secret pour lui. Que pense-t-il de l'état actuel des choses ? Comment en est-on arrivé là et qui porte les plus lourdes responsabilités ? A quoi ressemblera le monde de demain ? Et surtout comment un ralentissement économique pourrait se transformer en un accélérateur historique ? Telles sont les questions auxquelles il donne ses propres réponses.

La crise économique que nous connaissons actuellement a révélé les limites du libéralisme économique. Lorsque le libéralisme est en panne, le protectionnisme est-il la solution ?

Ces deux notions ne sont justement pas à mettre sur le même plan. Le libéralisme est une théorie générale de l'économie qui peut s'accommoder de l'ouverture du marché ou du protectionnisme, ce dernier n'étant un libéralisme administré. Et puis il faut savoir également que l'on ne peut pas définir le processus du libéralisme par l'absence de l'Etat. Celui-ci a toujours un rôle à jouer. Enfin, le protectionnisme peut être de deux ordres dans le cas d'une crise économique comme celle-ci : le protectionnisme à l'échelle nationale et le protectionnisme à l'échelle européenne.

Entre ces deux sortes de protectionnisme, laquelle est la moins dangereuse ?

Le protectionnisme à l'échelle de l'Europe est moins dangereux dans la mesure où il permet d'être mieux négocié et qu'il n'est pas contradictoire avec une réglementation plus large à l'échelle mondiale.

Quelle est, selon vous, la cause principale de la crise que le monde entier subit ?

La crise a montré que ce que nous touchions du doigt, c'était l'absence totale de réglementation. La cause de cela se situe d'une part dans la confusion qui existe entre libéralisme et ultralibéralisme et d'autre part, dans le non-respect des règles du véritable libéralisme. Ce dernier se retrouve fautif et se met en difficulté lorsqu'il prétend régenter les choses de l'esprit telles que la littérature, le sport, l'éducation, la science ou encore la religion. Adam Smith [philosophe et économiste du XVIII^e siècle, ndlr] expliquait par exemple qu'en s'attaquant à ces domaines non-marchands, le libéralisme sapait les bases sur lesquelles il était assis. Certes, la recherche du profit individuel est positive et féconde dans les domaines de la production et de l'échange des biens. Mais quand il s'agit de valeurs non-marchandes, tout se détériore. La preuve en est qu'on ne meurt pas pour des valeurs intéressées et commerciales mais bien pour des valeurs spirituelles et idéologiques.

La crise a mis en évidence le nouveau rôle de l'argent qui sert à se financer, que l'on nomme spéculation. Quelle part de responsabilité a-t-elle dans la crise financière ?

Cet argent de la spéculation a détruit le système libéral économique. Le schéma normal de ce système est le suivant : P>>A>>P, où l'argent A sert de relai à l'échange des produits P. Mais du moment où l'on passe à un système inverse A>>P>>A, le système se « déglingue ». C'est le passage d'un système P>>A>>P en A>>P>>A qui a été le point de départ de la crise car à ce moment, on a détaché la valeur de l'argent de sa contrepartie matérielle. Notez qu'il y a longtemps que certains économistes pointent du doigt le danger des bulles spéculatives. Car quand bien même le libéralisme est amoral par nature, il doit respecter le système de base pour ne pas sombrer.

Cette crise a donc ressorti l'importance du concept de régulation financière et de

contrôle sévère. Toutefois avant le G20, les Américains ne semblaient toujours pas convaincus du bien-fondé de l'utilisation de ce concept. Les Européens auraient-ils pu le mettre en place sans l'aide des Etats-Unis ?

Sûrement pas. Mais la position des Etats-Unis sur le principe de régulation n'était plus aussi ferme qu'avant. Déjà George W. Bush a commencé à revenir sur certains de ses principes avant la fin de son mandat. Il a entamé un travail de nationalisation des banques et a laissé sombrer les plus dangereuses. De toute façon, rien n'aurait pu se faire sans une concertation globale comme celle du G20.

Ce qui est drôle, c'est qu'en quelques semaines le keynésianisme – qui n'était plus du tout à la mode selon les économistes – a repris un sens. Comme quoi, les modes économiques sont à prendre avec un certain scepticisme !

Et l'on parle du retard américain dans le domaine de la régulation financière, sans évoquer celui des européens. Avant, l'Allemagne jouait seule sur ce terrain. Nicolas Sarkozy est ensuite arrivé dans le jeu allemand. Mais cela a pris du temps. L'Europe souffrait d'un manque de cohésion et de l'opposition constante entre la France et l'Allemagne. Derrière la crise économique, il y avait donc une grave crise européenne.

Pour imposer une vraie régulation, la commission a-t-elle à fournir plus d'efforts ?

Le problème avec cette commission, c'est qu'il est difficile de lui faire confiance. Elle a de nombreuses fois montré son incapacité à réagir et c'est cela qui fera que l'Europe sortira affaiblie de la crise. L'exécutif européen n'a pas introduit la rigueur nécessaire et l'Union va devoir le payer. A cause de l'incapacité de l'Union européenne à prendre des décisions politiques sur l'économie, elle n'est plus un partenaire crédible pour des pays en fort développement comme l'Inde. Donc sans disparaître réellement de la scène internationale, l'Europe va toutefois perdre de son importance. Mais il faut espérer que l'Union réagisse enfin et qu'elle parvienne à se doter d'une vraie politique. L'Europe purement économique n'est plus viable.

De même, la France doit se rapprocher de l'Allemagne qui

tourne de plus en plus le dos à l'Europe et qui, à défaut de penser européen, pense continuellement allemand.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, un rapprochement franco-américain s'est dessiné à l'horizon. N'est-ce qu'un mirage ?

Disons que c'est un rapprochement assez limité. Nicolas Sarkozy a simplement essayé de se faire bien voir des américains pour tenter d'effacer les blessures du boycott français de la guerre en Irak. Mais je pense honnêtement que cela s'est avéré inutile, dans la mesure où la légitimité de la guerre en Irak a été largement remise en question

par la nouvelle administration américaine.

Revenons sur les conséquences de la crise en France et notamment, sur le regain d'intérêt pour les syndicats qu'elle a suscité...

C'est vrai que les syndicats ont vu leur rôle s'amplifier devant les consé-

quences sociales de la crise économique, la population ayant voulu se protéger sous l'aile syndicale pour s'en sortir. Mais pour renforcer leur image, les syndicats doivent impérativement se rénover et mettre de côté leur vision trop étroite de la réalité. De la même manière que l'Europe va se retrouver affaiblie par la crise, les syndicats vont eux aussi recevoir un coup de massue. Pour se refaire, ils doivent apprendre à intervenir en amont, peser lors des prises de décisions au lieu d'apparaître lorsque les conséquences sont déjà là. Sinon lors de la sortie de crise, les salariés n'auront aucune reconnaissance pour les syndicats qui n'auront joué pour eux qu'un rôle d'avocat.

Vous dites donc que l'Europe devra se renouveler et que les syndicats devront faire de même pour éviter d'être trop affaiblis par la crise. Le conseil s'applique-t-il également aux institutions internationales ?

Oui, à condition bien sûr qu'elles en saisissent l'occasion ! Comme le disait très juste-

ment Marx, les crises sont un accélérateur de l'histoire. Preuve en est que les rapports de force changent : la France, l'Europe et les syndicats vont être affaiblis vis-à-vis de leurs partenaires. Sauf bien entendu s'ils réussissent à se refonder intégralement. Toutes les institutions sont aussi concernées. Apprendre à laisser de côté l'époque individuelle pour mieux agir ensemble devra être le credo de la communauté internationale. Mais attention, les Européens ne doivent pas essayer de se cacher derrière les Américains pour se protéger car cela sonnerait comme la ruine de l'influence du Vieux Continent. Ils ne doivent plus se résigner à subir mais plutôt construire leur histoire.

Justement, vous évoquez le rôle historiquement protecteur des Etats-Unis. Est-ce que ce sont eux qui vont sauver la situation et sortir le monde de la crise ?

Disons que les Américains ont une rôle dans cette crise, aussi bien dans sa cause que dans sa solution. Si les affaires redémarrent aux Etats-Unis, elles redémarreront partout ailleurs. C'est d'ailleurs la position de la Chine, qui ne veut pas voir la crise s'aggraver puisqu'ils sont créanciers à l'égard des Etats-Unis et qu'ils ne voudraient pas voir leur principal débiteur faire faillite.

Mais je pense effectivement que les Américains sont en mesure de stopper la crise car ils ont encore suffisamment de cartes en main. Néanmoins, ils en sortiront affaiblis eux aussi. En fait, toutes les grandes puissances vont être fragilisées alors que les puissances émergentes vont accueillir les effets de la crise comme une aubaine pour peser davantage dans la balance économique mondiale.

Quels seront alors les pays gagnants ?

Je ne suis pas devin mais je parierai sur la Chine ainsi que sur les pays qui étaient dépendants des Etats-Unis et qui vont voir cette dépendance s'amoinrir significativement. De toute façon, les pauvres n'avaient rien à perdre avec la crise puisqu'ils n'avaient rien par définition ! Les riches, en revanche, ont tout à perdre. Voilà comment la crise va « accélérer l'histoire ». La balance vacillera vers le sud, c'est incontestable.

** Propos recueillis par Mireille Sadège et Marine Deneufbourg*



Jacques Julliard

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455



AXA Assurances, leader en Turquie

(Suite de la page 1)

Quant au journal *Dünya*, qui a effectué des recherches sur les entreprises les plus performantes dans leur secteur en 2008, il a placé AXA Assurances dans les « Stars de l'économie, tous secteurs confondus ».

Enfin, AXA s'est vu remettre des prix dans quatre catégories par le plus prestigieux magazine économique au monde, *Euromoney*. D'ailleurs, AXA Assurances n'a pas uniquement reçu un prix dans la catégorie de « la meilleure société d'assurances de Turquie » mais a été également élue la société « la plus créative », la société « qui propose les prix les plus compétitifs » et la société « qui gère au mieux les dommages et les sinistres ».

Vous sentez-vous menacé par les compagnies d'assurances turques ?

Depuis quelques années, la part de marché des compagnies d'assurances étrangères en Turquie a dépassé 70 %. D'ailleurs, la réaction et l'hostilité affichées de la part de certains pays concernant l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ont fait que la population turque ressent davantage de sympathie pour les sociétés d'assurances turcs. Depuis 1999, AXA Assurances profite des avantages qu'offre le marché turc et, en tenant compte de la part de marché et de la rentabilité, notre société conserve sa position de meilleure entreprise du secteur. Cela montre clairement l'importance du travail accompli concernant la planification stratégique et les projets en cours depuis quelques années.



Quels sont les projets d'AXA pour la Turquie ?

AXA Assurances continuera de tenir le rôle principal dans le secteur de l'assurance en Turquie et nous ne cessons de développer des projets et de présenter de nouveaux produits d'assurance sur le marché. Dernièrement, AXA Assurances a été récompensée par Active Academy en recevant un prix dans la catégorie « société d'assurance novatrice » grâce à son projet « un bon conducteur ».

Quelle est l'importance de la Turquie pour le groupe AXA ?

La Turquie fait partie des pays les plus intéressants financièrement et c'est un exemple dans l'aire géographique Méditerranée-Amérique latine grâce à ses travaux novateurs. AXA Assurances est très intéressée par la Turquie qui possède une population nombreuse et jeune – même si la proportion d'assurés demeure faible – et qui évolue très vite.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif et Gülhan Ertas

La crise de 1929 et les politiques économiques d'Atatürk



* Selda Atik

La date de 1929 a marqué les esprits pour deux raisons majeures. En effet, en cette période actuelle de crise financière, celle de 1929 nous revient sans cesse à l'esprit et on s'y réfère beaucoup. Mais cette date marque aussi une époque de grande difficulté pour la jeune république de Turquie qui avait été créée six ans auparavant. Par conséquent, j'ai voulu vous expliquer dans ce cinquantième numéro comment la jeune République turque a pu sortir de cette période si difficile.

Comme la crise économique de 1929 touchait toute la planète, il était impossible pour la jeune république turque d'y échapper. Cependant, notez que le modèle économique choisi – qui a été créé grâce à l'esprit pragmatique d'Atatürk – avait été mis en place en Turquie bien avant que Keynes ne publie son livre qui l'a rendu si célèbre en 1936.

Les motifs de la crise de 1929 sont très différents de ceux d'aujourd'hui, c'est pourquoi je ne m'attarderai pas dessus. Mais si je devais en parler brièvement, je vous dirais que les raisons de l'apparition de cette crise ont un lien très étroit avec le secteur financier, comme dans toute autre crise. À cette époque, il n'existait pas de lois régulant les fonds de crédits, les taux de crédits et les réserves des banques. De plus, ils n'ont pas jugé nécessaire d'intervenir alors que les premiers signaux du principe typique d'une économie libérale qui consiste en : « Laissez-les faire » se faisaient ressentir. Le gouvernement de Hoover aggravait la situation de crise avec des méthodes qui préconisaient des restrictions sur les dépenses publiques et des augmentations des impôts. La politique monétaire appliquée par la suite (n'augmenter la masse monétaire qu'en suivant le cours de l'or), qui a engendré une diminution de la quantité de monnaie en circulation et une baisse des prix, a fait que le secteur réel a aussi été touché.

Entre le début de l'année 1928 et le mois d'octobre 1929, alors que la Bourse de New York ne cesse d'être en hausse, elle touche le fond le 24 octobre 1929 lors du fameux « jeudi noir » en raison de la fuite des étrangers. Ainsi, 4,2 milliards de dollars disparaîtront du marché boursier. Les conséquences de ce krach boursier ont été très nombreuses, telles que la faillite de 4 000 banques, le recul de 44 % de la production industrielle des États-Unis ou encore un taux de chômage qui atteindra 25 %.

On assistera à cette époque à un retour au troc de la part de la population – étant donné que la majorité de l'argent en circulation n'était plus disponible – qui a été affectée non seulement financièrement mais également mentalement par la crise.

La dépression, qui durera jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, a donné naissance à de nombreux traumatismes, comme par exemple la naissance des courants fascistes tels que le nazisme en Allemagne.

Dès qu'une crise économique surgit, quasiment toutes les personnes en rendent responsables les gouvernements en place. D'ailleurs, c'est ce qu'il s'est passé aux États-Unis : le gouvernement de Hoover ayant été désigné comme responsable de la crise, c'est Roosevelt qui prit le relais. Le « New Deal » – plan conçu par Roosevelt – a été mis en place entre les années 1930 et 1937 et ce plan englobait des ajustements gouvernementaux destinés d'abord au secteur bancaire, puis au secteur réel et aux politiques salariales des employés. En parallèle, le très célèbre économiste Keynes était sollicité pour ses nombreux conseils et aides au cours de cette période durant laquelle les travaux concernant les politiques gouvernementales étaient intensifiés. Selon



Keynes, la clé pour sortir de la crise était une intervention de l'État. D'après lui, l'État doit assimiler les politiques financières en réduisant les taxes et les taux d'intérêt et augmenter les dépenses publiques et les investissements. Les théories keynésiennes – qui ont été suivies par les conséquences de la Seconde

Guerre mondiale – se sont révélées efficaces durant les 40 années suivantes.

Alors que la Terre entière vivait une situation identique, comment se développait l'économie dans la Turquie d'Atatürk ? Tout d'abord, il est important de souligner que la politique économique d'Atatürk ne s'appuyait sur aucune doctrine idéologique. Peut-être le secret réside-t-il d'ailleurs dans ce choix. La structure économique dont a hérité la République turque n'avait jamais connu de modifications. Quatre cinquièmes de la population travaillait dans le secteur agricole de manière directe ou indirecte et les paysans avaient l'habitude de consommer ce qu'ils cultivaient et, en raison d'un manque de communication et de transport, les citoyens subvenaient à leurs besoins alimentaires par le biais des régions avoisinantes. La quasi-totalité du commerce extérieur et du commerce intérieur était gérée par les minorités et, comme la production industrielle consistait en fait plus en un art manuel, on faisait alors appel à l'importation pour répondre aux besoins de la population. L'économie de l'époque ottomane affichait un tableau dans lequel les barrières douanières n'existaient pas et dans lequel le secteur primaire n'était pas développé.

Les deux notions clés qui explicitent la politique économique d'Atatürk sont : l'indépendance et la force nationale.

Atatürk explique l'importance de ces deux notions en employant ces mots : « Il existe un principe pour arriver à une indépendance complète : la souveraineté nationale doit se consolider avec la souveraineté économique... Si les victoires diplomatiques et militaires – même si elles sont très prestigieuses – ne sont pas couronnées de succès économiques, alors les réussites affichées ne perdureront pas et disparaîtront rapidement. » Même si la période 1923-1929 est une période où s'appliquait une politique économique libérale, même si nous examinons de près les décisions prises lors du Congrès économique d'Izmir de 1923 et bien qu'un

esprit favorable aux investissements étrangers et au commerce extérieur se dessinait, nous ne pouvons pas dire qu'une économie libérale copiée du modèle occidental ait été mise en place. Le manque d'encouragement aux investisseurs locaux dans les secteurs importants de l'économie, le manque de développement dans le système bancaire et l'absence de lois visant à protéger l'industrie locale illustrent bien la tendance de l'époque.

Par ailleurs, le régime de la nouvelle Russie soviétique ne s'accommodait pas du système économique dont rêvait Atatürk. La tendance à l'étatisme – qui est apparu après 1929 – ne s'explique pas tellement d'un point de vue idéologique mais comme faisant partie des mesures prises pour des besoins particuliers.

La crise économique de 1929 – qui est née aux États-Unis d'abord pour se propager à travers le monde – et les moyens adoptés ont fait que presque tous les pays ont commencé à recourir à des mesures protectionnistes et, par conséquent, le commerce international s'est considérablement essouffé. Et pour que la jeune République turque ne soit pas affectée, une des mesures prises a été l'intervention plus active de l'État, notamment en optant pour une vague d'industrialisation nationale. Ainsi, durant les années 1932-1939, les sociétés étrangères sont purifiées et les chemins de fer sont nationalisés. Les banques telles que Sümerbank, Etibank, Denizcilik bankası – qui tiennent une grande place dans l'économie turque et dont la reconnaissance de l'État envers elles est totale – ont été créées à cette époque. Les fondements de l'industrie turque, qui sont les branches du fer et de l'acier, du tissage, du papier, de la chimie, du sucre, du verre, se sont également développés durant ces années.

D'ailleurs, il suffit de se référer aux chiffres pour se rendre compte de l'efficacité des politiques économiques engagées durant cette époque. Alors que pendant la période 1930-1932, la majeure partie des pays sont touchés par la dépression, l'économie de la Turquie affiche une croissance positive de 3,5 %, et continue à ce rythme en atteignant une croissance de 8 % durant la période 1933-1939. De plus, grâce aux mesures prises, le trou du commerce extérieur a été comblé, réussissant à afficher une croissance positive (à l'exception de l'année 1938). Prônant une économie nationale, la politique économique de l'époque a été conduite avec succès tout en étant en accord avec la tendance mondiale. En anticipant davantage et en agissant plus rapidement que les pays occidentaux, la jeune République de Turquie, dont l'équilibre était encore fragile, a su passer brillamment cet examen pendant que les autres pays subissaient les sévères contraintes de la dépression.

Pour conclure, je rappelle que le succès obtenu dans le domaine de l'économie durant la période d'Atatürk s'explique par le fait d'avoir déterminé et mis en application les politiques économiques bien avant le modèle économique keynésien qui a lui a valu la célébrité.

* Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Başkent

Bursa, la ville aux multiples visages

La ville de Bursa possède une histoire fabuleuse dont peu d'étrangers ont entendu parler, alors que ce sont eux qui ont participé à la gloire de Bursa lorsqu'ils sont venus s'y installer pour investir. Mehmet Erbak connaît d'ailleurs bien le milieu des investissements, cet homme d'affaires, aussi brillant qu'ambitieux, étant à la tête de la plus grande et la plus ancienne marque d'eau minérale en Turquie, Uludağ, ainsi que consul honoraire de France à Bursa. Véritable amoureux de sa ville, il tente de la mettre en valeur pour redorer son économie.

Que racontent les murs de Bursa ? M. Erbak, lui, en connaît toute l'histoire. « Savez-vous ce qu'on appelle un levantin ? », nous interroge-t-il d'emblée. Devant notre air surpris, M. Erbak enchaîne ainsi : « Un levantin est un habitant de l'Orient et, dans le cadre de la Turquie, un Français ou un Italien qui vit en Turquie ». Pas besoin de nous préciser pour quelle raison il nous parle des levantins étant donné que la ville de Bursa a vu son économie fleurir grâce à leur présence. « Bursa avant, c'était la soie », nous raconte le consul honoraire. « D'ailleurs ce qu'on appelait la route de la soie se terminait à Bursa, où des usines ont été construites pour cet artisanat. La ville produisait un tissu de soie de réputation mondiale. ». Les levantins venant essentiellement de France apportaient à Bursa leur savoir-faire, leurs capitaux et leur

organisation du travail à la française. Les villes d'Istanbul et d'Izmir ont elles aussi connu leurs générations de levantins. « Ils ne se déplaçaient jamais seuls », nous confie Mehmet Erbak, « les entrepreneurs européens qui venaient investir en Turquie amenaient avec eux leurs médecins, leurs pharmaciens, leurs restaurateurs et leurs enseignants. Tout un réseau de levantins débarquaient alors en Orient », ajoute-t-il.

Aujourd'hui, la soie n'a plus le monopole à Bursa. Les usines de textile ont laissé place à des usines de fabrication d'automobiles. « Mais les investisseurs sont toujours aussi présents », souligne M. Erbak. Ces investisseurs sont pour la plupart français ou britanniques et travaillent dans le secteur de l'automobile, mais quelques irréductibles espagnols investissent encore dans le textile pour faire perdurer la tradition. Néanmoins, l'automobile n'est pas un secteur si nouveau que cela, il a également fait partie de la tradition de Bursa. Au début de l'ère de ce secteur, la ville produisait des carrosseries de voitures et de camions fabriqués



en bois et à la main et c'est avec cette nouvelle économie que la ville a pu prospérer. « Le secteur de l'automobile est la nouvelle force de Bursa », juge son consul honoraire de France. Parmi les constructeurs présents dans cette ville, on trouve l'Italien Fiat et le Français Renault, les nouveaux levantins de Bursa en quelque sorte ! « Récemment, nous avons inauguré, en présence du Premier ministre turc et du ministre du Travail et de l'Industrie, la nouvelle ligne de production de Renault trucks qui produira plus de deux mille camions par an », nous explique M. Erbak. Mais la crise est également passée par Bursa et, derrière ces réjouissances, se cachent quelques nuages. « Les secteurs du textile et de l'automobile sont en panne. Le textile est victime de la concurrence de la Chine et l'automobile subit la crise, des usines qui fournissaient en pièces détachées les grandes marques de voitures fermant à cause du retrait de certains investisseurs. C'est donc tout le savoir-faire de Bursa dans le domaine qui est en danger », déplore M. Erbak.

Pour sortir de cette situation difficile, la



ville va devoir miser sur le développement d'autres secteurs comme l'agroalimentaire et le tourisme. Alors que le premier est en bonne marche, le second peine à passer à la vitesse supérieure. « Le tourisme à Bursa n'est pas encore assez florissant ; on en a fait une ville morte alors qu'elle possède une vraie gastronomie, de très bons hôtels, des montagnes pour pratiquer le ski l'hiver et la mer de Marmara pour se baigner l'été », souligne Mehmet Erbak. Il s'agit maintenant de travailler à l'amélioration de la qualité de l'eau de cette mer et de mettre en valeur les sites touristiques locaux comme la Grande Mosquée ou le Mausolée vert. « Nous commençons à développer des projets qui pourraient attirer trois millions de touristes d'ici cinq à dix ans », explique le consul. La ville de Bursa deviendra-t-elle, à terme, la seconde Bodrum de Turquie ?

* Mireille Sadège et Marine Deneufbourg



L'industrie automobile en Turquie, comme dans d'autres pays occidentaux, est un secteur ayant un impact très significatif sur l'économie et le commerce extérieur. Historiquement, la première industrie automobile turque a été créée en 1950, mais c'est avec l'implantation de Renault et Tofaş en 1971, et le début de la production automobile sous licences française et italienne, que le secteur automobile turc a connu un changement radical. Pendant des années, l'industrie automobile turque répondait seulement à la demande domestique, loin de toute concurrence internationale. L'établissement de l'union douanière en 1996 entre l'UE et la Turquie a permis à la production automobile turque de s'intégrer pleinement au monde économique globalisé. En conséquence, des sociétés comme Honda, Ford, Hyundai, Mitsubishi et Toyota, suite à la mise en place effective de l'Union douanière, ont réalisé des investissements en Turquie et ont commencé à produire massivement sur place afin de pénétrer les marchés de la région.

Les exportations de l'industrie automobile turque

En 2008, la production totale de véhicules motorisés turcs était de l'ordre d'un million et près de 80 % de cette production

Le secteur automobile en Turquie

était destinée à l'exportation. 90 % de cette exportation, atteignant 25 milliards d'euros, fut réalisée uniquement sur le territoire européen alors que l'industrie automobile turque n'exportait, il y a encore dix ans, que 9 % de sa production. Cette réussite du secteur automobile turc est due à des investissements considérables. Par ailleurs, on ne peut nier la contribution à cette réussite d'une main-d'œuvre, certes chère, mais hautement qualifiée.

Toutefois, dès le début de l'année 2009, le fort rétrécissement de la demande observé sur le marché européen ne pouvait qu'avoir des effets extrêmement négatifs sur un secteur automobile turc fortement dépendant de l'UE. De manière très logique, la production totale de véhicules motorisés en Turquie a connu au premier trimestre 2009 une chute de 56 % par rapport au premier trimestre de l'année 2008, la production industrielle totale en Turquie ayant subi une baisse de 24 %.

Néanmoins, en vertu de la réduction des taxes appliquées à la consommation, les stocks de véhicules motorisés, qui étaient de l'ordre de 150 000 unités, ce dont la presse se faisait l'écho, commencent à diminuer. Toutefois, ces ventes ponctuelles

d'automobiles ne suffisent pas à freiner l'évolution défavorable qui pèse sur le secteur automobile. En plus du ralentissement général de la production automobile en Turquie, la société Toyota a arrêté sa production durant plusieurs mois. L'ensemble de ces développements laisse à penser que le secteur automobile doit mener une politique de rétrécissement de sa production afin de surmonter la période de récession.

Les importations du secteur automobile turc

À chaque hausse du déficit du commerce extérieur et du compte courant, toutes les analyses se concentrent sur les importations réalisées par le secteur automobile. D'une manière générale, la Turquie est principalement un pays importateur de produits de consommation intermédiaire, et beaucoup moins de produits finis. Par exemple, en 2008, la part des importations de produits de consommation représente 11 % du total des importations et la part des importations d'automobiles au sein des importations de produits de consommation finis n'est que de l'ordre de 2 %. Par conséquent, les importations de

véhicules motorisés par la Turquie n'ont que peu d'effet sur le déficit du commerce extérieur. Cependant, ce qui est intéressant, c'est que la majorité de la production automobile turque est destinée à l'exportation, alors que la majorité des automobiles en circulation sur le territoire turc sont importées. En 2008, 68 % des automobiles vendues en Turquie sont effectivement importées.

Toutefois, pour l'année 2009, en raison de la crise économique, une forte récession des importations d'automobiles est attendue. En effet, une chute d'environ 68 % a été observée durant les deux premiers mois de l'année 2008 concernant les importations d'automobiles, soit une baisse totale de 217 millions de dollars.

Finalement, la forte contraction de la demande européenne ne peut avoir que des répercussions négatives sur le secteur automobile turc largement axé sur le marché de l'UE. Parallèlement aux exportations, une forte chute des importations est inévitable.

* Güray Utku Bayramoğlu, Conseiller commercial, Ambassade de Turquie à Paris

Le secteur automobile turc (en milliers d'unités)											
Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Production	405	325	468	286	357	563	864	916	1 026	1 133	1 172
Exportations	38	92	105	202	262	359	519	561	706	830	921
Part des exportations dans la production totale (en %)	9	28	22	71	73	64	60	61	69	73	79
Demande intérieure	204	157	208	59	36	73	140	137	118	121	99
Importations	112	131	259	72	55	154	312	302	255	237	207
Total	316	289	467	131	91	227	451	439	373	357	306
Part des importations dans la consommation totale (en %)	35	45	55	55	61	68	69	69	68	66	68

Source : Association turque des industriels de l'automobile



La francophonie de nos jours et son importance en Turquie



Christine Moro

Pouvez-vous nous parler de l'OIF, de ses objectifs et de ses missions ?

L'OIF tire ses origines de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, fondée en 1970 sous l'influence de Léopold Sédar Senghor pour servir de cadre à la coopération entre les pays francophones du Nord et du Sud. Elle a évolué pour finalement se transformer en une organisation internationale en 1995. Dans un laps de temps assez court, il y a eu une grande évolution concernant à la fois la structure, le nombre d'adhérents (56 membres et 14 observateurs aujourd'hui), et l'esprit : au départ c'était la France, avec le Canada et le Québec, la Belgique, qui étaient « les grands frères et soeurs » tandis que maintenant chacun arrive sur un pied d'égalité. Le siège de l'Organisation se trouve à Paris et le Secrétaire général est l'ancien Président de la République du Sénégal, Monsieur Abdou Diouf, qui a succédé à une grande personnalité égyptienne, M. Boutros Boutros-Ghali.

Par ailleurs, si la langue française est le point commun entre tous les membres, ceux-ci la conçoivent non comme une fin en soi mais comme un vecteur, un moyen d'expression, le réceptacle de certaines valeurs qui sont transmises à travers la culture francophone et la culture française.

L'OIF s'est ainsi fixé quatre grandes missions qui ne sont pas du tout autocrates :

- la défense de la diversité culturelle. Je pense pour ma part que ce point est aussi important pour l'avenir de la pensée que la biodiversité l'est pour l'avenir de la vie sur Terre.
- la promotion de la paix, de la démocratie et des droits de l'homme.

Quels sont l'importance et le rôle de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), où en sont la langue française dans cette organisation et la francophonie en Turquie ? Lors d'un entretien, la Consule générale de France à Istanbul, Madame Christine Moro, répond à nos questions.

– l'appui à l'éducation, à la formation, à l'enseignement supérieur et à la recherche.

– la coopération mise au service du développement durable et de la solidarité.

Le message annuel du Secrétaire général, Monsieur Abdou Diouf, à l'occasion de la journée de la francophonie le 20 mars dernier, est significatif : « Osez et revendiquez une langue française au service du développement durable, au service d'une mondialisation plus encadrée, plus équitable et plus éthique, au service de la démocratie, des droits et des libertés, au service d'un dialogue pacifique et fructueux entre les hommes de toutes les religions et de toutes les cultures. »

On entend des critiques disant que la langue française devient minoritaire au sein de l'OIF ; que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Certains des pays qui veulent entrer dans l'OIF n'ont peut-être pas le français comme langue maternelle d'une majorité de leur population, mais ils font tout de même la démarche de vouloir y adhérer, et chaque nouveau Sommet amène son lot de candidatures. En particulier, presque tous les Etats entrés dans l'Union européenne en 2004 et 2007, sont membres ou observateurs de l'OIF.

Cela montre que la langue française est reconnue pour son importance dans le monde, sur les cinq continents, et comme vecteur de certaines idées que tous ces Etats partagent. Je trouve qu'il y a aussi d'autres éléments très intéressants dans l'évolution de la francophonie, en particulier l'évolution de la littérature francophone. Nous avons tous en mémoire un grand nombre d'auteurs francophones très reconnus, et qui ne sont pas Français : par exemple Léopold Sédar Senghor, Samuel Beckett, Marguerite Yourcenar, Amin Maalouf, Tahar Ben Jelloun, Hector Bianciotti... Nous avons aussi de nouveaux auteurs non Français qui s'affir-

ment, tel que Jonathan Little, prix Goncourt en 2007 et Atiq Rahmani, prix Goncourt en 2008. Se mettre à écrire en langue française quand ce n'est pas votre langue maternelle, cela revêt une signification profonde. Nous assistons au développement d'une littérature francophone qui véhicule des idées universelles à partir de tous les pays du monde. Cette idée de littérature est défendue par Alain Mackanbou, un écrivain congolais francophone. Et je vois comme un reflet de ce concept dans le choix, par le jury du prix Nobel en 2008, de Jean Marie-Gustave Le Clézio, un écrivain français mais si respectueux des autres cultures, auxquelles il donne la parole dans ses œuvres.

Et la francophonie en Turquie ?

En Turquie, nous avons la chance d'avoir plusieurs lycées francophones qui dispensent un enseignement de grande qualité : il y a bien sûr les lycées français, Charles de Gaulle à Ankara et Pierre Loti à Istanbul, et les lycées turcs, publics comme Galatasaray ou privés. Dans ces lycées turcs, le français n'est pas appris simplement comme une langue étrangère ou pour la littérature, mais comme une langue dont on se sert pour l'apprentissage des matières scientifiques. À côté de cela, dans beaucoup d'autres lycées, le français est bien sûr enseigné en tant que seconde ou troisième langue étrangère.

Il ne faut pas oublier aussi qu'à Istanbul, une université enseigne en français – l'Université Galatasaray – tandis que l'Université de Marmara possède un département de sciences politiques en langue française. De nombreuses universités possèdent par ailleurs un département de pédagogie du français qui forme les futurs professeurs de français, et je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage aux professeurs turcs de français, si engagés dans leur mission. Le Centre culturel français d'Izmir organise en juin une « Université d'été » des-

tinée aux enseignants de français : les inscriptions ont afflué très vite et cette session a fait le plein, avec des professeurs turcs mais aussi des professeurs qui viennent d'autres pays comme la Grèce, la Bulgarie ou la Géorgie...

La Turquie est non seulement un pays où la francophonie est ancrée depuis longtemps et où elle est vivace, c'est aussi un grand pays, un pays jeune avec un million d'élèves qui sortent chaque année du secondaire, et nous souhaitons que le plus grand nombre possible de ces jeunes connaissent notre langue, et puissent se rendre en France soit comme étudiants « Erasmus » soit pour y suivre un cycle complet d'études. Nous disposons, au sein de l'Institut français à Istanbul ainsi qu'à l'ambassade à Ankara, d'un « Espace CampusFrance », au service des étudiants potentiels, pour les renseigner et les guider dans le processus d'inscription dans les universités françaises.

Qu'avez-vous pensé du mois de la francophonie qui s'est déroulé en Turquie au mois de mars ?

Ce qui m'a frappée, c'est le foisonnement des activités, l'implication de tous les acteurs de la francophonie, les Instituts français, l'Institut des études anatoliennes, l'Université Galatasaray, les lycées francophones et français... Une autre chose m'a également frappée, c'est que tous les âges ont été concernés par cet événement allant de jeux pour les enfants, en passant par des concours autour des mots de la langue française pour les jeunes, jusqu'à des conférences données par des spécialistes ou des rencontres avec des professionnels, des enseignants ou des linguistes. Cela m'a fait vraiment plaisir de constater combien d'institutions et de personnes si diverses se sont approprié ces moments de rencontre et de partage de la langue française.

** Propos recueillis par Inci Kara et Gülhan Ertaş*

Izmir - Foça - Marseille: un Voyage dans l'Histoire

Beaucoup de gens ignorent que les villes portuaires célèbres de la méditerranée ont été construites par les grand-pères des habitants de Foça. D'ailleurs, aujourd'hui, certains pays refusent d'admettre ce fait. Pour-

tant, sur la plaquette en laiton qui se trouve au port de Marseille et qui résume l'histoire de la ville, nous pouvons lire: « Cette ville a été construite par les Phocéens en provenance des côtes d'Asie mineure, au VIème siècle avant Jésus-Christ ».

À Foça, la reconstitution de cette incroyable histoire a eu lieu.

Ce grand événement qu'est le voyage dans l'Histoire et qui se déroule dans le cadre de la Saison de la Turquie en France, est un immense projet.

Avec la reconstitution du navire antique du birème Kybele, l'Association 360 degrés qui est à l'initiative du projet, nous emmène sur les traces maritimes des colons phocéens.

Ce projet soutenu par le Centre Culturel Français d'Izmir, devrait toucher un large public et sera l'occasion d'attirer l'attention sur les enjeux de la sauvegarde de ce patrimoine commun: la Méditerranée.

Le birème Kybele qui a quitté Foça le 2 mai, ralliera Marseille le 1er juillet, date de

l'ouverture de « la Saison de la Turquie en France (juillet 2009-mars 2010) » en empruntant l'itinéraire des colons phocéens en l'an 600 avant Jésus-Christ.

Ce samedi 2 mai 2009, l'ambassadeur de France en Turquie- SE Monsieur Bernard

Emié- a tenu une allocution, à l'occasion du départ officiel de la birème Kybele. De nombreuses personnalités étaient présentes lors de la cérémonie d'ouverture comme le président de l'Association Culturelle Méditerranéenne Franco-turque Jean-Pierre Salvétat, le Consule Italien d'Izmir Simon Carta ou encore le Consul de Grèce Hara Skolarikou. L'ouverture du départ officiel a connu un énorme succès et durant son allocution, Monsieur Emié a fait part de sa joie « Si peu de monde, au début, a accompagné cette aventure... nous voilà très nombreux au port, certes armés, mais d'enthousiasme, et aussi disons-le: de fierté ». Monsieur Emié a terminé son discours par ces mots: « Bravo à tous, bon vent, bonne mer et vive la Saison de la Turquie en France ».

Le bateau poursuivra son périple en remontant le Rhône, la Saône et la Seine pour aller jusqu'à Paris. Puis, après les manifestations de la Saison de la Turquie en France, il prendra la route du retour jusqu'à Istanbul en navigant sur le Danube.



Kybele devrait également participer aux activités prévues dans le cadre de « Istanbul, capitale européenne de la culture » en 2010. La Turquie organise une fois de plus, un événement culturel de très grande ampleur.

D'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, la Turquie sera l'invitée de la France avec la Saison de la Turquie en France. Plus de 400 événements culturels, économiques et sociaux permettront de découvrir l'effervescence, la jeunesse et la modernité de ce pays, trop méconnu en France et souvent réduit à de faux clichés.



Saint-Joseph entre Tradition et Modernité

Lycée Privé Franco-Turc d'Istanbul

Monsieur Tricart, vous êtes le nouveau directeur du Lycée Saint-Joseph. Tout le monde connaît cette belle maison. Pouvez-vous nous la présenter ?

Le Lycée Saint-Joseph d'Istanbul est, depuis sa fondation à Kadıköy en 1870, un établissement bilingue sous tutelle des Frères des Ecoles Chrétiennes. Dirigé par des laïcs depuis 1995 (je suis le 20ème directeur de Saint-Joseph et le 3ème directeur laïc après Messieurs Michel Bertet et Laurent Pichot), il abrite encore aujourd'hui une communauté de 3 frères.

Seul établissement francophone sur la rive asiatique du Bosphore, il est implanté dans un parc de 3,5 hectares. Il est mixte et fait partie de la Fédération des Ecoles Catholiques Françaises de Turquie qui regroupe 6 lycées : Saint Joseph, Saint Michel, Sainte Pulchérie, Saint Benoît, Notre Dame de Sion à Istanbul et Saint-Joseph à Izmir.

C'est un établissement intégré au Ministère Turc de l'Education Nationale, il en suit la réglementation et les programmes. Plus de 50% des cours sont dispensés en français (les cours de français et les matières scientifiques), les autres matières sont enseignées en turc et en anglais. Ils passent des certifications : Toefl, Delf. La langue et la culture turques ainsi que la langue et la culture françaises cohabitent dans un même projet éducatif interculturel.

Ces dernières années, le lycée s'est adapté aux nouvelles conditions de l'enseignement : effectifs réduits, entrée en force de l'informatique (le site Web de Saint-Joseph www.sj.k12.tr a été récompensé au niveau national), rénovation des laboratoires, ... Le Lycée organise chaque semaine plus de 50 clubs qui lui permettent de perpétuer la tradition lasallienne d'excellence et d'éducation complète du jeune que nous voulons accueillir, comprendre, accompagner et responsabiliser.

Combien d'élèves aujourd'hui ?

767 lycéens ! Ils sont tous turcs, répartis dans 33 classes (classes préparatoires de langue française, classes de lycée d'enseignement général). Ils entrent à Saint-Joseph par un concours difficile et à la fin de leur scolarité, ils reçoivent le Diplôme de l'Ecole, reconnu équivalent au Baccalauréat Français par le Ministère de l'Education Nationale en France depuis le 12 mars 1963. Les anciens élèves restent très attachés à leur école : on compte plusieurs milliers d'adhérents à l'Amicale des Anciens Saint-Joseph'li et la Fondation Saint-Joseph gère une école primaire « Küçük Prens » qui accueille 800 élèves.

Pour l'année scolaire 2008-2009, il y a 83 professeurs à Saint-Joseph (1 professeur pour 9 lycéens) : 36 professeurs turcs non francophones, 23 professeurs turcs francophones, 24 professeurs français.

Quelles sont les grandes étapes de l'histoire de Saint-Joseph ?

En 1857, du temps de l'Empire Ottoman et du Sultan Abdülmecid, une école est ouverte par les frères à Beyoğlu. Le 5 juin 1870, un grand incendie dévaste le quartier de Pera et réduit en cendres le collège des Frères. Un terrain ayant été acquis précédemment à Kadıköy, les Frères y construisent alors, en urgence, un bâtiment dont les fondations sont en pierres et les étages en bois. Une centaine de pensionnaires y prennent place et les cours commencent le 2 novembre 1870, nous fêterons ainsi l'an prochain le 140ème anniversaire du Lycée à Kadıköy.

Très vite la réputation de l'école lui vaut un afflux d'élèves et oblige, à partir de 1872, la construction des ailes du bâtiment au sud. A la suite du tremblement de terre de 1894, l'immeuble central est reconstruit en pierres, avec un étage supplémentaire. Les ailes du côté nord surgissent en 1906 et 1907. Dès lors, la silhouette du Lycée conquiert sa célébrité, toujours actuelle.

Un Institut Supérieur de Commerce, comprenant deux années d'études, est ouvert en 1903. Il prépare des jeunes recherchés par les banques et les sociétés commerciales de la place d'Istanbul. Un musée d'Histoire Naturelle rassemble dans un même lieu, à partir de 1910, les collections d'insectes, de plantes, de minéraux et d'animaux, il continuera

500 élèves dès la première année. Depuis 2005, année où la Fondation est devenue propriétaire de son propre campus, elle est considérée comme une des meilleures écoles primaires de Turquie.

Par quoi avez-vous été le plus surpris ?

Par l'impressionnant développement des activités sociales. Le Lycée, associé à d'autres donateurs, s'est distingué par la reconstruction à Akara d'une école primaire détruite lors du grand séisme du 17 août 1999. Il continue de développer de nombreuses activités sociales : parrainage des élèves les plus démunis de l'école primaire 30 Ağustos (quartier défavorisé d'Istanbul à Ümraniye), collectes diverses, financement de bourses



de s'enrichir de pièces provenant de toute la Turquie. Ce musée est en cours de complète rénovation et sera inauguré en 2010.

La Première Guerre mondiale provoque la fermeture provisoire de l'établissement. La paix revenue, l'école reconstitue rapidement son cycle complet de formation jusqu'au Baccalauréat Français. En 1921, il fête en même temps son cinquantenaire d'existence et son millième élève. Après la proclamation de la République de Turquie, la population scolaire connaît progressivement une profonde mutation : la quasi totalité des élèves, chrétiens à l'origine, devient peu à peu une minorité et laisse place à un nombre toujours plus important d'élèves musulmans, aujourd'hui 97%.

Et plus récemment ?

L'inflation galopante amène la fermeture de l'internat en 1973. En 1987, petite révolution, les premières filles entrent à Saint-Joseph. En 1998, la loi des 8 ans impose que les 8 premières années de scolarité se passent dans des écoles d'état turques, cela conduit à la fermeture des collèges. C'est un coup dur porté à l'identité du Lycée. Les équipes échafaudent alors une double stratégie. D'une part la Fondation Saint-Joseph qui est de droit turc peut ouvrir une école primaire, ce qui sera fait dès 1999. D'autre part l'équipe de direction élabore un nouveau programme permettant à des élèves de 14 ans d'acquérir en 5 années un niveau de français leur permettant d'accéder aux universités francophones et françaises. Les deux pistes se complètent. La réputation de Saint-Joseph est telle que l'école primaire « Küçük Prens » recrute

pour des élèves pauvres, accueil d'enfants des rues, distribution de nourriture dans les soupes populaires à Aş Evi (Restos du coeur). Ces efforts lui ont valu les remerciements officiels de la ville de Kadıköy en 2006. Notre club d'aide sociale a une place centrale dans notre projet éducatif. Nous recevons des jeunes de milieux socio-économiques favorisés et il nous semble très important de les ouvrir à la générosité et à la solidarité.

Quelle ouverture sur le monde d'aujourd'hui ?

Le lycée éduque ses élèves à une citoyenneté



responsable et active à travers des actions locales et internationales : respect de la planète (club environnement), voyage à la Cour Internationale de Justice de La Haye (club des Nations Unies), visite du Parlement Européen de Strasbourg, accueil du simulateur de tremblement de terre de l'équipe des « Sapeurs pompiers de l'Urgence Internationale » de Limoges.

Une des missions de l'école est l'ouverture sur le monde et sur sa diversité culturelle. Les élèves ont tout au long de leur scolarité la possibilité de rencontrer des jeunes de leur âge d'un autre univers culturel et social et d'engager avec eux un dialogue interculturel autour d'une aventure commune : échange trinational (France, Allemagne, Turquie), jumelage avec d'autres établissements lassaliens (Grèce, France), voyages culturels et sportifs.

L'art et le sport, garants de l'ouverture d'esprit, de la créativité mais aussi de la discipline, du dépassement de soi et de l'esprit d'équipe ont une place privilégiée au sein de l'établissement : clubs d'art (théâtre, danse, arts plastiques, photo, musique...) participation à des festivals lycéens, sports et rencontres sportives lycéennes (Franco Fest).

Le Lycée facilite la rencontre et l'échange avec des artistes professionnels qui font la vie culturelle d'aujourd'hui : aiguiser la créativité et le regard critique, susciter le débat culturel entre artistes et jeunes public, promouvoir la liberté d'expression, et privilégier le dialogue et la transmission tel est l'objectif de la programmation culturelle de l'école à travers ses « Açık Akşam », la fête du « Joli Mois de Mai » et des ateliers d'artistes en résidence.

Vous êtes un directeur heureux ?

Oui ! Saint-Joseph est une très belle maison au passé prestigieux et au savoir-faire reconnu. C'est une école ancienne mais ce n'est pas une vieille école ! La tradition est au service de la modernité, c'est un lycée vivant, dynamique, plein de projets pour les jeunes.

** Propos recueillis par Alexandre Schleimann*

Frankofon Gündem Sesleri avec "Seven Galerie"

« Les Échos du monde francophone ! » : Une exposition Aujourd'hui la Turquie

Les couvertures de notre mensuel *Aujourd'hui la Turquie* reprennent public francophone de cet institut pour- ra d'une part découvrir ou redécouvrir l'unique journal francophone de Turquie et, d'autre part, revoir les titres et les sujets qui ont fait la Une de ces cinquante numéros. Cette exposition intitulée « Frankofon Gündem Sesleri » / « Les Échos du monde francophone » sera l'un des événements organisés afin de célébrer le cinquantième numéro d'*Aujourd'hui la Turquie*.



Activités de la Semaine de la Paix au lycée français Saint Benoît



Le lycée français Saint Benoît célèbre depuis 2005 la traditionnelle « Semaine de la Paix ». Durant une semaine, une série d'activités se dessinent autour d'une même idée de paix et d'un monde plus juste. Les objectifs de cette manifestation s'orientent vers la connaissance des différentes cultures du monde et de leur histoire. Chaque année une différente partie du monde est visitée sous un nouveau regard. Cette année le thème de la Semaine de la Paix a été « L'Amérique Latine ».

Un riche programme a donné place à une série de conférences destinées à mieux connaître les pays latinos et à prendre

conscience des difficultés vécues par ces états. Des spécialistes de l'Amérique Latine tels que la Consule Générale de Turquie en Colombie Mme Vildan Karamahmutoglu, le Sénateur et Président de la célèbre fondation Batuta M. Juan Antonio Cuellar, l'écrivain Colombien M. Santiago Gamboa, la Présidente du bureau des Droits de l'Homme de la Préfecture de Beyoğlu Mme Vildan Yirmibeşoğlu et l'un des spécialistes des géographies du monde M. Mustafa Adınc ont éclairé le public par leur expérience dans cette partie du monde.

Des activités culturelles et sociales s'asso-

cient à ce vaste projet. En vue de soutenir les associations telles que « La fondation Batuta », « Les enfants de Beyoğlu » et l'école Saint Vincent au Cameroun, le premier match de l'Equipe Nationale de Rugby de la Turquie & de l'équipe Kardeş Rugby a été organisé. Un prochain article vous donnera toutes les précisions concernant ce match mythique...

La gagnante de la Turquie au concours de l'Eurovision en 2005, Gülseren et Luis Gomez ont donné un concert avec leur groupe Kumbuya Turka qui réunit l'Est et l'Ouest, créant un pont entre la Turquie et la Colombie.



Des artistes turcs et latinos ont présenté et fait connaître l'Amérique Latine grâce à quatre expositions. Ainsi, l'Artiste-Photographe colombien Jose Reina Obonaga, a exposé son travail intitulé « Bazurto Yıng-Yang », l'Artiste-Photographe turc Tayfun Karabağ a exposé ses photographies intitulées « Le pays des couleurs : Colombie » l'Artiste-Graveur bolivien Oscar Yana a exposé ses gravures nommées « Souvenirs des Andes » et l'Artiste-Photographe turc Mustafa Adınc a exposé ses photographies « La voix de la danse, de la musique et de la rébellion ».



Le lycée français Jeanne d'Arc/ Saint-Ivy de Pontivy et Sainte Pulchérie d'Istanbul unis dans un échange



Le palais de Dolmabahçe nous ouvre ses portes -

À l'initiative de cet échange, deux personnes qui s'estiment beaucoup. M. Pierre Gentric, directeur du lycée d'Istanbul, et M. Jean-Claude Lanoë, conseiller principal d'éducation du lycée de Pontivy. Après avoir travaillé de nombreuses années ensemble à Pontivy, en Bretagne, ils décidèrent de prolonger – pour leurs élèves respectifs – leur collaboration en unissant leurs efforts pour mettre en place un échange, et l'aventure... la belle aventure dure depuis 6 années...

Au-delà d'un simple projet pédagogique à caractère culturel et linguistique, c'est une véritable « aventure humaine » que vivent ces adolescents.

À travers cet échange, la compréhension mutuelle entre les jeunes de nos pays – issus d'espaces culturels différents – s'élargit, les préjugés se réduisent et tous s'enrichissent des différences.

Le partage avec le correspondant et la famille d'accueil, les multiples activités proposées contribuent à développer réciproquement les valeurs telles que le respect, l'amitié, la tolérance. Et très souvent, des liens se nouent autour d'une grande complicité.

En fait, une seule image résume cette merveilleuse « aventure humaine » : le jour du départ... de la séparation... lorsque les visages aux yeux rieurs sont soudainement remplacés par des visages gonflés de larmes. Il est difficile de se quitter quand on a tant partagé.

Une semaine à découvrir Istanbul, témoignages des élèves du lycée ayant participé à cet échange.

Depuis six années, notre lycée organise un échange avec le lycée Sainte-Pulchérie d'Istanbul. Nous avons eu la chance de participer à cet échange lors de notre scolarité. C'était une occasion unique pour nous de nous rendre dans cette ville située en Asie et en Europe. C'est un lycée francophone donc pas de barrière de la langue, des élèves qui ne demandent qu'à voyager afin de rencontrer d'autres cultures, d'autres modes de vie... Toutes les conditions étaient réunies pour faire de cet échange un succès... six ans après... le résultat est au rendez-vous...

Ce jumelage a été officialisé en 2003. Tous les ans, ce sont les jeunes Turcs qui font le premier pas et viennent en France. Généralement, nos correspondants nous rendent visite au mois d'octobre, c'est là que le premier contact se fait. Le premier contact « face à face », car avant cette première rencontre, nous avons l'occasion d'échanger des courriels. En effet, les responsables de l'échange nous communiquent les coordonnées de nos correspondants afin de nous connaître un peu avant cette première découverte...

Alors, à notre tour, six mois plus tard, généralement fin mars début avril de l'année suivante, nous prenons la direction de ce pays jusqu'alors inconnu pour la quasi-totalité des participants. Après des heures d'impatience, trajet en car jusqu'à Paris et ensuite l'avion, nous posons le pied sur le sol turc.

À notre sortie de l'aéroport, ils étaient tous là, aussi impatients que nous à l'idée de se retrouver pour nous faire découvrir leur pays. « Les Turcs sont des gens très chaleureux et

très accueillants » rapporte Pierre-Luc.

Nous sommes alors pris en charge par notre famille d'accueil pour passer le week-end. Durant ces deux jours, pour chacun d'entre nous c'est le début de la découverte... en goûtant aux spécialités culinaires, en visitant la ville, en découvrant les habitudes de vie des familles.

Le lundi matin, nous arrivons au lycée Sainte-Pulchérie avec les services scolaires. Chacun raconte alors son début de séjour.

Avec son expérience de cet échange M. Jean-Claude Lanoë nous avait prévenus du rituel de la cérémonie du drapeau. En effet, chaque début et fin de semaine est marqué par une cérémonie. Pour commencer la semaine, tous les élèves et professeurs sont rassemblés dans la cour du lycée. Les responsables du lycée sont sur le perron, un élève porte le drapeau national, un professeur fait office de maître de cérémonie et tous chantent l'hymne national. Cette cérémonie, très émouvante, marquée d'un profond respect nous a impressionnés car cette coutume n'a pas lieu dans notre lycée.

Comme tous les ans, nous présentons aux élèves du lycée un diaporama sur notre région, notre département, notre ville et notre lycée. Après cette découverte par les images, nous leur offrons une dégustation des spécialités bretonnes.

Nous assistons également à certains cours. Nous sommes très impressionnés par leur progression en langue française depuis leur entrée à Sainte-Pulchérie. C'est remarquable...

Plus les jours passent et plus les liens entre les correspondants se resserrent. « C'est une vraie aventure humaine, une expérience inoubliable » nous dit Mathilde. Durant ce séjour, nous avons effectué de nombreuses visites.



Pour commencer, nous avons visité la Mosquée Bleue, et aussi Sainte-Sophie. Ces monuments et tant d'autres sont bien différents de ceux que nous pouvons voir en France. L'appel à la prière ponctue 5 fois la journée. Nous avons aussi visité trois palais, ceux de Dolmabahçe, de Topkapı et Beylerbeyi, plus petit mais magnifique. Nos découvertes n'étaient pas seulement sur le plan culturel. Les nombreux paysages que nous avons pu contempler, notamment lors de notre promenade sur le Bosphore. Ce Bosphore, lieu d'échanges internationaux avec ce ballet de bateaux, cargos, porte-conteneurs plus impressionnants les uns que les autres par leur taille parfois gigantesque.

Au nord du Bosphore, à l'entrée de la mer Noire, un petit village de pêcheurs, Anadolu Kavağı fut sûrement l'un des plus beaux paysages.

Autre grand moment aussi : notre promenade en bateau sur le Bosphore, la visite des Îles des princes... Après une bonne demi-heure de bateau, nous avons fait escale sur l'île de Büyükada considérée comme la plus belle des îles par de nombreux Stambouliotes. Une particularité de cette île est qu'il n'y a pas de voiture... les déplacements se font en calèche, ce qui permet de découvrir les paysages et les belles maisons sans un bruit de moteur...

Nous avons aussi pu faire quelques achats dans l'un des plus grands centres commerciaux : İstinye Park. Certes, ce n'est pas un haut lieu touristique, mais néanmoins un lieu à découvrir.

Pour achever notre séjour, nous avons pu partager de nombreuses activités avec les élèves de Sainte-Pulchérie... comme un match de basket ou un karaoké qui ont permis de grands moments de joie, de partage, de complicité et de franches rigolades.

Le séjour touchait à sa fin. Lors d'une soirée qui a clos cette magnifique semaine, tous les Turcs ayant des correspondants français se sont réunis autour d'un repas.

La nécessité d'une législation propre aux universités de fondation

Rencontre avec Yalçın Zaim, le président du Conseil d'administration de l'université d'Atılım autour de la problématique de la création et du développement des universités de fondation en nombre croissant.

Quelles sont les difficultés que rencontre la fondation concernant l'éducation ?

Le peuple et le gouvernement ne partagent pas la même vision de l'éducation : le gouvernement a pour objectif d'offrir une éducation de haute qualité alors que les familles pensent que l'université est une nécessité pour que leurs enfants aient de bons salaires et soient heureux dans le futur. Cependant, la création d'une université n'est pas une tâche facile, même si des efforts sont faits. À cause de la demande galopante, le gouvernement a trouvé comme solution première d'ouvrir des établissements d'enseignement supérieur privés dès 1968 en offrant une formation de quatre ans et en faisant venir des professeurs d'universités étrangères. Mais, à cause des rumeurs concernant la vente de diplômes, le gouvernement a pris des mesures sérieuses en restreignant la possibilité de créer ce genre d'établissement et en donnant, en revanche, la possibilité de créer des universités de fondation en ajoutant un article à la Constitution sur ce nouveau droit. Ainsi, en 1985 s'ouvre la première université de fondation – l'Université de Bilkent – qui connaîtra un réel succès.

Nous avons créé notre université officiellement en 1997 mais, suite à la crise qui a surgi en Turquie en 2001-2002, les possibilités pour un nouvel établissement comme le nôtre se sont réduites. Pour sortir de ces difficultés, nous avons décidé d'accentuer notre travail dans le domaine de la polytechnie et nous avons demandé un prêt à la Banque mondiale pour la construction d'un bâtiment. Nous n'étions pas un établissement très expérimenté au départ, mais nos efforts pour nous perfectionner sans cesse et élargir nos compétences – nous possédons 9 sections et

à peu près 40 laboratoires – nous positionnent désormais au cinquième rang en Turquie.

Pour la création d'une université, il faut prévoir un budget de 100 millions de dollars et nous avons utilisé les rentrées d'argent des inscriptions pour les infrastructures de notre programme. Nous réalisons également des publications scientifiques, une soixantaine par an, ce qui nous positionne pour le moment à la septième place parmi les universités de fondation. Actuellement, nous accueillons 5000 étudiants mais nous envisageons de nous agrandir en augmentant le nombre des bâtiments, des filières polytechniques et des publications scientifiques.

Actuellement, 38 universités sont en activité en Turquie. Une université se crée exactement comme une entreprise et nécessite beaucoup d'investissements. De plus, un immense problème existe, c'est que le gouvernement se porte garant pour les universités d'État alors que les universités de fondation ne reçoivent aucune garantie de l'État. De nombreuses lois existent concernant les universités de fondation, selon lesquelles si l'une d'elles se trouve dans l'incapacité de fonctionner, alors l'université d'État prendra le relais, s'attribuera tous les biens de l'établissement et les dettes seront laissées au Conseil d'administration, en soulignant le fait que les dépenses seront à la charge du recteur. Nous avons déjà fait part de ce problème mais il perdure et, par conséquent, nous souhaitons une loi spéciale destinée aux universités de fondation.

Dans quel but crée-t-on une université privée ?

Les buts communs sont l'éducation et le dévouement. Je viens d'une famille située dans le milieu de l'éducation et, après avoir créé

une école maternelle en 1985 avec le soutien de l'État, puis une école primaire et un collège, j'ai décidé d'ouvrir une université en 1992. Je pense que ceci est génétique puisque ma grand-mère était institutrice, mon grand-oncle est le sous-secrétaire du ministère de l'Éducation et mon grand-père a créé la première faculté de bois et métal.

Quel regard porte l'État sur les universités privées ?

Rappelons que les universités de fondation fonctionnent comme des entreprises et, par conséquent, doivent gagner de l'argent. Mais en Turquie, ce sujet reste très délicat alors qu'aux États-Unis, par exemple, les universités ont des rentrées d'argent grâce aux inscriptions des étudiants, aux dons et

à leur capacité à gérer l'argent.

Dans l'histoire turque, la première fondation date de l'Empire ottoman sous Soliman mais a été pensée par Mehmet Pacha qui n'était pas d'accord avec le fait que le monarque se voyait attribuer tous les biens du vizir après la mort de ce dernier et qui a donc pensé à créer une fondation dans le but de contrer ce phénomène.

Le but premier des universités privées reste la qualité mais les inspecteurs ne tiennent en aucun cas compte de ce point. En effet, ils ne portent leur attention que sur le nombre des professeurs et des bâtiments. Il ne faut pas oublier que la Turquie possède un certain dynamisme et que, en très peu de temps, le nombre des universités privées et publiques a explosé. La population de la Turquie s'élève à 70 millions de personnes parmi lesquelles 30 % sont des jeunes et, par conséquent, le critère le plus important à mettre en avant est la qualité. Nos universités sont constamment sollicitées pour le versement d'impôts ou d'amendes et, d'ailleurs, j'en ai même tou-

ché un mot au président de l'Organisation de l'enseignement supérieur (YÖK). Or, l'État devrait donner une assurance aux universités privées. Je suis très optimiste concernant mon établissement car nous essayons de nous développer continuellement et de nombreuses personnes recommandent cet établissement en faisant référence à la qualité de notre enseignement et à nos prix très compétitifs.

Dans quelle mesure les différences entre universités se font-elles ressentir ?

Il y a des différences concernant les dates de création, concernant les villes d'implantation – qui sont Istanbul, Ankara, Izmir et Tarsus – ainsi que les structures ou les endroits où se situent les campus. D'ailleurs ce dernier point peut s'avérer être un critère de sélection pour les étudiants. Une autre différence concerne la langue d'enseignement. Au sein de notre établissement, nous enseignons en anglais, alors que d'autres établissements tels que l'Université de Başkent enseignaient jusqu'à récemment en turc.

Comment peut-on résoudre ces problèmes ?

Dès la création de l'Université Atılım, j'ai essayé de réunir tous les dirigeants des universités privées et, malgré de multiples tentatives, les universités privées n'ont jamais réussi à se réunir et à coopérer. Pour résoudre nos problèmes, nous avons besoin d'une loi. Il en existe déjà une mais elle présente de nombreuses différences dans les règles relatives aux universités privées et aux universités publiques. De plus, il faudrait que nous ayons un représentant au sein de l'Organisation de l'enseignement supérieur car le nombre des universités privées ne cesse de croître.

Il est vrai que chaque secteur a ses propres problèmes, et l'État offre aux universités publiques des possibilités de sortir de leurs difficultés telles que l'annulation des amendes ou le choix de faire des versements à crédit, or l'État n'a proposé aucune aide aux universités privées.

Il est nécessaire d'avoir plus de soutien de la part de l'État et d'avoir une unité au sein des universités privées.

** Propos recueillis par Mireille Sadège*



La Turquie laïque et démocrate : une « nostalgie » déjà ?

La démocratie turque est en train d'émettre des signes de détresse et l'inquiétude a déjà gagné les masses laïques et démocratiques. Plus grave encore que la crise économique, c'est le débat autour de la politique interne qui agite en ce moment la Turquie. La situation en Turquie devant paraître très compliquée aux yeux des Français, je vais essayer de l'expliquer.

Revenons en arrière pour mieux comprendre la situation. Depuis au moins 25 ans, la Turquie est en proie à une ascension de l'intégrisme religieux. Preuve en est que de nombreux journalistes et écrivains turcs ont été la cible d'attentats organisés.

L'islam intégriste a eu l'opportunité de se développer, principalement à partir du milieu des années 1980 en Turquie. Les raisons de cette montée fulgurante sont les suivantes : la division de la Gauche turque après le coup d'État du 12 septembre 1980, le désir du Général Evren – l'auteur de ce coup d'État – d'utiliser le facteur de la religion pour lutter contre les tendances ultragauchistes des universités, l'inflation galopante aux environs de 100% par an, ainsi que le faible niveau d'éducation de la zone rurale.

Le projet « ceinture verte » (Green Belt) des États-Unis, visant à encercler l'URSS par l'islam, a participé à renforcer la conversion de la Turquie, cet exemple unique et réussi d'un pays dont la population était majoritairement musulmane mais qui restait toutefois laïque et démocratique.

Se sont ajoutées à cela les concessions sans fin du parti de Centre-droit aux tendances islamistes dans le but de gagner le vote des conservateurs. Mais les choses se sont déroulées autrement. Le Centre-droit qui obtenait toujours plus ou moins 50% des voix depuis le début des élections démocratiques en 1946, n'obtient plus que 5% des suffrages aujourd'hui. Cela montre qu'en matière de politique, les gens préfèrent l'original à la copie !

En dernier lieu, il reste à signaler les « fractures » causées par la presse dite « libérale ».

Cette dernière, qui se montre pro-européenne mais également antirépublicaine et anti-kémaliste, a contribué à « laver le cerveau » des jeunes à l'esprit déjà confus par la situation

politique en Turquie. Les journalistes de cette presse coopèrent avec les Islamistes et sont fiers de se faire appeler des « seconds Républicains ». Ils prétendent ainsi représenter la « démocratie non-jacobine » et n'attachent pas une grande importance à la laïcité.

Dans ce cas, la question « peut-il y avoir une démocratie non laïque dans un pays musulman ? » reste évidemment sans réponse. Les journalistes jouissent de tous les avantages d'une République laïque et kémaliste. Leur mode de vie – habits, alcool, musique, etc. – en témoigne. Pourtant ils critiquent farouchement les grandes réformes d'Atatürk. De même, ils vont à l'encontre de toutes leurs thèses en se montrant intolérants. En effet, ils ne laissent ni colonne d'expression, ni droit de réponse aux

kémalistes et sont plus que conservateurs dans leurs publications ou chaînes de télévision.

Avec les élections de 2002 l'AKP de Tayyip Erdoğan a réussi à devenir le premier parti à prendre le pouvoir au bonheur des « Libéraux » qui faisaient les yeux doux à l'islam politisé. Erdoğan a réussi à donner une vision très positive de son parti qui prétendait vouloir faire rentrer la Turquie dans l'Union européenne. Les Européens ont vu en lui l'équivalent du « chrétien-démocrate » qui convient à leur goût et un interlocuteur idéal pour entamer les « pourparlers turcs avec l'UE ».

Mais il faut savoir que ces pourparlers n'ont pour objectif que d'empêcher l'armée d'agir contre le parti au pouvoir. L'armée étant pour une intégration de la Turquie dans l'UE, cela constitue un bouclier protecteur pour le gouvernement en place.

De son côté, l'Europe, qui n'est pas décidée à accepter la Turquie en son sein, repousse le plus loin possible l'échéance de l'adhésion et ne donne aucune garantie, même au-delà de cette échéance. Voici la situation actuelle de la Turquie.

** Bedri Baykam, peintre et écrivain*



Exposition « Les arts turcs de l'ornement » : un classique oriental



La galerie d'art du palais de Dolmabahçe a accueilli une importante exposition : Les arts turcs de l'ornement. Cette exposition, qui s'est déroulée du 26 avril au 5 mai 2009 avec le soutien du président de la Grande Assemblée de Turquie, Monsieur Köksal Toptan, a réuni tous les amoureux d'art dans une ambiance magique.

C'est en compagnie de la directrice du Centre de formation des arts traditionnels turcs de l'ornement, Dilek Çalış, et de l'artiste de renom et enseignant miniaturiste Taner Alakuş que nous avons visité la galerie afin de mieux connaître ces arts qui sont en perdition. L'exposition comprenait des œuvres captivantes d'enseignants experts dans leur domaine (dorure : Nilüfer Kurfeyz, Selim Sağlam; miniature : Taner Alakuş; découpage : Dürdane Ünver, Müjgan Başköylü; aquarelle : Hikmet Barutçugil; calligraphie : Talip Mert).

La première édition de l'exposition, qui avait pour objectif de raviver et de mettre à jour le traditionnel art turc de l'ornement, a été due en 2004 au directeur du Département des palais nationaux de la Grande Assemblée de Turquie. Avec le soutien de Köksal Toptan, fervent défenseur du traditionnel art turc de l'ornement, le Centre de formation des arts traditionnels turcs de l'ornement a ouvert ses portes au sein du palais de Yıldız et, depuis cette ouverture, l'intérêt pour ces arts ne cesse de croître. Étant donné que les cours dispensés sont gratuits, les professeurs choisissent leurs élèves méticuleusement. Les postulants à ces cours viennent également de l'étran-

ger, notamment du Japon, et six disciplines sont enseignées dans ce centre. Les cours, dispensés avec le soutien du ministère de l'Éducation, durent quelques années et un certificat est délivré à ceux qui terminent la formation. D'ailleurs, des expositions sont organisées par les diplômés.

Cependant, ce sont les collectionneurs étrangers qui montrent le plus d'intérêt pour ces arts traditionnels, car ils savent parfaitement que pour réaliser ces travaux, il faut une incroyable dextérité et qu'il faut ressentir une affection particulière pour ces arts. Voyez ce que nous avons appris par le maître miniaturiste Taner Alakuş et par la directrice du centre, Dilek Çalış...

« Il ne serait pas faux de dire que ces arts sont les antiquités du XIX^e siècle » dit Taner Alakuş, qui ajoute : « d'ailleurs, c'est un immense atout pour ceux qui portent un réel intérêt à ce type d'art, d'avoir les artistes de ces œuvres traditionnelles toujours en vie. » Par exemple, Dürdane Ünver, qui enseigne l'art du papier découpé au centre, n'est autre que la belle-fille et l'élève du professeur Dr Süheyl Ünver, l'artiste qui a consacré sa vie à l'art de la miniature. Alors qu'il était étudiant en médecine au début des années 1900, il voua un intérêt particulier aux beaux-arts et apprit alors les arts traditionnels. Dr Süheyl Ünver fut le premier à avoir l'idée d'immortaliser les œuvres datant de l'Empire ottoman qui étaient à l'abandon et en voie de disparition, en les dessinant. Il a donc ouvert un atelier dans lequel il a perpétué les arts traditionnels de l'aquarelle, de la calligraphie et de la miniature. L'idée de conserver ce patrimoine par la peinture était si brillante qu'elle servira même à la reconstruction du bâtiment du lycée militaire Kuleli, suite au séisme qui l'avait détruit, en reproduisant les peintures à l'eau réalisées auparavant. Les œuvres d'Ünver, décédé en 1986 à Istanbul, sont toujours imprimées et publiées. Dans les ateliers créés sur le modèle du sien, les nouveaux maîtres forment les nouveaux élèves.

Étant donné que les arts traditionnels sont des arts de palais, leur particularité réside dans l'utilisation de l'or blanc, jaune ou vert, c'est à dire de matériaux précieux, plutôt que de produits courants comme la gouache ou la dorure.

Maintenant, allons à la découverte de ces arts...

L'art du papier découpé consiste en un travail très fin du papier ou du cuir. Cet art nécessite une grande patience et une remarquable habileté, en plus d'outils spéciaux tels que toutes sortes de ciseaux ou de papiers. Cet art, presque méconnu aujourd'hui mais qui a existé durant des siècles dans les palais ottomans, était pri-

mordial sous Soliman le Magnifique avec des livres réalisés à base de papier découpé. Dans cet art, les dessins et les motifs de lettres, de feuilles, de fleurs ou de pétales qui sont réalisés sur des papiers blanc ou de couleur, sont découpés à l'aide d'outils puis, une fois obtenue la forme voulue, ils sont superposés et collés sur des fonds de



couleurs. Les écritures, les décorations, les fleurs, les vases, les paysages, les divers arbres ou animaux sont les images les plus répandues dans cet art. Ces exemples de sujets d'inspiration montrent bien la force d'organisation et d'abstraction des artistes. Étant donné que le papier est une invention chinoise et que l'art de dessiner des motifs ou des figures en taillant le papier est apparu il y a 2000 ans en Chine, il est donc normal que cet art soit aussi une tradition chinoise. Selon la légende, des artistes ont réalisé un portrait de l'épouse de l'empereur Wudi, qui était décédée, et l'ont affiché sur le mur du palais afin de consoler l'empereur. Cependant, ce dessin n'a pas atténué le chagrin de Wudi. Les artistes qui ont travaillé des jours et des jours, ont reflété la silhouette de sa femme sur un rideau et les murs par un jeu d'ombres. Les figures, qui étaient faites à base de papier et de cuir, ont été développées par la suite par les artistes et cet art s'est transformé en un art traditionnel. Mais aujourd'hui en Chine, cet art, qui tend à être oublié à cause d'un désintérêt, a seulement gardé une spécificité folklorique. Nous notons bien une parenté entre notre célèbre jeu d'ombres traditionnel Karagöz et l'art de la découpe de Chine.

L'aquarelle, qui est l'un de nos arts traditionnels, est l'art de dessiner et d'orner le papier à l'aide d'eau colorée. Nous n'avons pas de connaissance précise sur la date d'apparition et l'endroit où est né l'art de l'aquarelle, mais nous pensons que c'est un art de l'ornement propre à l'Orient. En Occident, cet art est aussi connu sous le nom de « papier turc ». L'aquarelle consiste à parsemer finement des teintures qui ne fondent pas dans l'eau, sur de l'eau dont la consistance a été épaissie. Puis, les formes qui naissent à la surface de l'eau sont transférées sur du papier. La particularité de l'aquarelle réside dans l'impossibilité de reproduire une œuvre et donc dans son caractère unique. De plus, le dosage de la teinture et sa transposition sur le papier sans la faire couler sont des tâches très difficiles à réaliser.

De nos jours, l'artiste aquarelliste le plus réputé et le plus important, est Hikmet Barutçugil. Ses œuvres, qui ont tendance à être plus dynamiques et qui ont un style plus adapté à la réalisation de figures que l'art de l'aquarelle classique, sont même passées à la postérité sous le nom de « Barut Ebru » (aquarelles Barut). Il utilise des couleurs très esthétiques et harmonieuses et s'inspire fréquemment des dessins d'arbres de Judée et de tulipes, qui sont des spécificités d'Istanbul.

Tezhip est un mot qui vient de l'arabe et qui signifie en turc la dorure. Cependant, cet art ne concerne pas uniquement les œuvres de dorure mais concerne également les œuvres réalisées à base de peinture. Les ornements des livres, les panneaux, les chartes et les motifs traditionnels faits sur du bois et du cuir, sont effectués par le biais de cet art.

Quant à l'art de la miniature, il se réalise davantage sur des matières telles que le papier ou l'ivoire. Comme le miniaturisme se fait dans le but d'illustrer les livres, la taille des illustrations a dû être réduite. L'art de la miniature ressemble à celui de la peinture à l'eau, c'est à dire que l'on y ajoute une teinture collante. Dans cet art, on utilise des pinceaux appelés « plumes d'oie » et qui sont faits de poils de chaton, pour dessiner les traits extrêmement fins et pour rendre les détails. Pour donner de la clarté aux couleurs, on peut ajouter en surface une couche de poudre d'or.

Le dernier art est la calligraphie. C'est un art de l'écriture créé autour des lettres arabes. La calligraphie, qui a occupé une place très importante durant de nombreuses années, a cessé d'être un art répandu à partir de 1928 avec le passage de l'alphabet arabe à l'alphabet latin. Elle fait partie désormais des arts traditionnels. « La calligraphie est le graphisme de l'art de l'islam » selon Taner Alakuş. Les différents exemples d'écritures sont obtenus en utilisant diverses

techniques. D'après Dilek Çalış, il faut de nombreuses années pour acquérir ces différentes techniques et c'est pour cela qu'il faut un travail et une patience considérables.

Dans les arts de l'islam, la tulipe représente Allah et la rose représente le prophète Mahomet

et c'est pour ces raisons que l'on rencontre très fréquemment des tulipes et des roses dans les œuvres artistiques. Les maîtres qui représentent les arts traditionnels de nos jours, s'inspirent également de fleurs comme les hortensias ou les arbres de Judée ou encore d'oiseaux.

L'art est vivant et doit le rester. Il est très important de connaître et faire connaître les différents domaines des arts traditionnels qui ont du mal à perdurer. Il est d'autant plus important de s'intéresser aux œuvres des artistes en vie, plutôt que d'aller les contempler dans des musées à l'étranger, des années après leur mort. D'ailleurs, les maîtres développent et renouvellent sans cesse leur œuvre et le fait de ne pas les suivre et d'ignorer leur valeur est un vrai manque pour le développement de la société.

* Propos recueillis par İnci Kara, et Gülhan Ertaş

MAIRIE DE PARIS

Festival **PARIS CINÉMA**
7^e édition 3 - 14 JUILLET 2009

LA TURQUIE A L'HONNEUR

- Sélection de 30 courts et longs métrages
- Hommage à Nuri Bilge Ceylan
- Turkish Star Wars et films cultes

au MK2 Bibliothèque
5€ la séance / 25€ le pass
Retrouvez dès juin la programmation et toutes les salles sur
www.pariscinema.org

La fabuleuse histoire de la Basilique Sainte-Sophie

Hagia Sophia Museum, Ayasofya Müzesi ou la Basilique Sainte-Sophie, dont le nom vient du grec et signifie « Sainte Sagesse ». Considéré comme la « huitième Merveille du monde », ce lieu à la fois divin et culturel nous nous fait tous rêver. Pour le cinquantième numéro de notre journal Aujourd'hui la Turquie, nous ne pouvions pas ne pas parler de cette merveille. Son directeur, Monsieur Mustafa Akkaya, archéologue et francophone réponds à nos questions.

Pouvez-vous nous raconter l'histoire d'Hagia Sophia depuis sa construction jusqu'à aujourd'hui ?



Je vais vous raconter brièvement l'histoire de ce merveilleux édifice sans m'étaler sur les détails, sinon l'interview durerait des journées entières. Avant de parler des trois périodes qui constituent l'histoire d'Hagia Sophia, il est nécessaire de noter que son nom n'a jamais été modifié, même avec l'arrivée des Ottomans, musulmans donc, et la prise d'Istanbul en 1453. La première étape de la construction de cette église remonte aux années 360 avec l'empereur Constantin qui voulut alors construire la plus grande église de la ville, mais celle-ci ayant été édifée avec un matériau peu durable, en l'occurrence le bois, elle ne résista pas à l'incendie. C'est ce que nous démontrent les dessins, les plans datant de cette époque. La seconde étape de la réalisation de la basilique remonte au temps de l'empereur Théodose II vers l'an 415, mais cette dernière subit le même sort et fut à nouveau brûlée et détruite lors de l'épisode très connu des émeutes de Nika. C'est alors que l'empereur Justinien, empereur de la puissante Byzance, prit la décision de reconstruire cette basilique, voulant en faire l'œuvre la plus belle qu'on n'ait jamais vue, une œuvre architecturale unique en son genre. Sous les directives de l'empereur qui fit apporter du monde entier les plus belles pièces et matières, et sous l'œil avisé de deux architectes, Sainte-Sophie fut construite en cinq ans, cinq semaines et vingt-quatre jours, monopolisant mille experts et dix mille ouvriers.

Et c'est avec une immense fierté, lors d'une cérémonie grandiose, que l'empereur la présenta à la ville en 537. De cette date jusqu'en 1453, Sainte-Sophie fut utilisée en tant qu'église et, le 29 mai 1453 avec la conquête d'Istanbul par les Ottomans, l'église fut convertie en mosquée. Mais il faut tout de même souligner que le sultan Mehmet n'autorisa aucune modification de l'édifice – ni la destruction des mosaïques qui furent recouvertes – hormis les changements essentiels nécessaires à sa conversion en mosquée tels que la construction de minarets, ... C'est avec l'arrivée au pouvoir du grand Mustafa Kemal Atatürk que Hagia Sophia sera transformée en musée suite à un décret signé en 1934 par Atatürk lui-même et les ministres de l'époque, afin d'offrir à toutes les religions et toutes les cultures du monde entier la possibilité de visiter et d'apprécier ce musée unique au monde dont la spécificité réside dans sa coupole qui était la plus grande au monde jusqu'au XV^e siècle.

Cette transformation en musée a donc donné l'occasion à des milliers de touristes de découvrir cette merveille et a fait de la Turquie un lieu célèbre et connu à travers le monde, car Hagia Sophia reste l'endroit qui attire le plus de visiteurs en Turquie et même au monde.

Comment Hagia Sophia a-t-elle réussi l'exploit de traverser les siècles ? Quelle a été la part du célèbre architecte Mimar Sinan ?

Tout d'abord, il est judicieux de rappeler que si Hagia Sophia n'avait pas été transformée en mosquée à l'époque, elle aurait été détruite comme toutes les autres églises et, si le grand Atatürk n'avait pas eu l'intelligence de transformer cette mosquée en musée, Hagia Sophia aurait été une mosquée parmi tant d'autres en Turquie et, surtout, elle aurait été dans l'ombre de la magnifique mosquée de sultan Ahmet ou Mosquée bleue. Hagia Sophia a toujours été conservée et protégée, que ce soit sous les Empires byzantin ou ottoman, et celui qui a joué un rôle primordial dans la protection et la conservation de ce lieu fut le très célèbre architecte ottoman Mimar Sinan. En effet, on peut compter quatorze murs de soutien autour d'Hagia Sophia, dix d'entre eux, da-



tant de l'époque byzantine, commençaient à se détériorer et Sinan a restauré ces murs porteurs, les a solidifiés et en a fait construire quatre autres. De plus, avec un système très performant, il a évité à Hagia Sophia de subir les tremblements de terre en creusant des puits de fondation emplis de sable jusqu'à la mer. De cette manière, Hagia Sophia a pu être conservée et maintenue presque en état jusqu'à aujourd'hui. À l'époque de Mustafa Kemal, un institut américain avait la charge de s'occuper de la restauration du musée, aujourd'hui ce sont les Turcs qui réalisent

toutes ces restaurations qui durent maintenant depuis des décennies et continueront à ce rythme. Nous avons la mission de conserver ce patrimoine si précieux car, s'il faut parler de chiffres, Hagia Sophia attire des millions de touristes. En effet, en 2007, on comptait deux millions deux cent mille visiteurs, en 2008 deux millions cinq cent mille touristes.

Selon vous, avec Istanbul 2010, le nombre de musées en Turquie est-il suffisant ? Est-ce que le ministère de la Culture octroie un budget suffisant à ce domaine ?

Il existe de nombreux musées en Turquie tels que des musées d'archéologie, d'histoire, d'ethnographie, etc. Et je pense qu'avant de diversifier les musées en Turquie, il faudrait renforcer et améliorer ceux qui existent déjà, tant concernant le personnel qualifié et expert que la restauration et la conservation de ces musées. Pour prendre un exemple, nos musées d'archéologie font partie des musées les plus riches du monde en exposant de nombreuses œuvres rapportées des quatre coins de la Turquie mais ils n'attirent pas beaucoup de visiteurs. D'ailleurs, en Turquie, six musées sont reliés à Hagia Sophia tels que le musée de Fethiye, le musée de Kariya ou encore le musée de mosaïques du Grand Palais. Nous essayons d'œuvrer activement dans ce domaine mais ce n'est pas chose facile. Cependant, avec la création de l'agence Istanbul 2010 Capitale de la Culture, le gouvernement et le ministère nous aident financièrement et nos « affaires » avancent de façon rapide et concrète. Ainsi, nous allons pouvoir présenter une Capitale de la Culture digne de ce nom.

Étant une personne qui a eu des responsabilités au sein du musée du Louvre à Paris, le regard et la compréhension des Français dans le domaine des musées sont-ils, selon vous, similaires à ceux des Turcs ?

La Turquie est un pays très riche dans le domaine des musées archéologiques, dans lesquels se trouvent toutes les œuvres du monde oriental datant de l'époque de plusieurs dynasties. Cependant, le problème est que, malheureusement, nous ne valorisons pas assez cette richesse. Et à l'époque où je travaillais au Louvre, je me posais sans cesse cette question ; en effet, au Louvre, vous pouvez apercevoir de nombreuses œu-



vres venant du Moyen-Orient, de Turquie, d'Égypte – d'ailleurs les faïences exposées sont toutes originaires de Turquie – mais vos œuvres à vous, les Occidentaux, quelles sont-elles ? Alors l'adjoint au directeur me montrait des tableaux de peintres célèbres. La compréhension occidentale de l'art est différente sur ce point. Cependant, on doit reconnaître que les Occidentaux sont très doués dans le domaine de l'exposition, de l'organisation ou autres techniques concernant les musées. Alors je dirais que nous, nous sommes doués dans le domaine de la création des œuvres d'art et qu'eux sont plus qualifiés dans le domaine de l'organisation. Ceci est dû à un écart entre les formations délivrées par les universités françaises et celles délivrées par les universités turques. Il faut tout de même remarquer que, depuis



quelques années, des efforts sont réalisés dans les universités en Turquie, notamment avec l'ouverture de nouvelles filières artistiques concernant le monde des musées. Mais les universités ne font que donner une formation, c'est-à-dire qu'en sortant de là, vous ne devenez pas automatiquement conservateur de musée par exemple. Ce métier requiert des années d'expérience et de recherches au sein de musées et c'est avec le temps qu'on devient un vrai professionnel, un expert dans ce domaine.

À l'époque byzantine, Hagia Sophia fut le lieu de nombreuses rencontres et débats entre les empereurs. Après les différentes époques et statuts qu'elle a connus, comment Hagia Sophia a-t-elle su garder cette âme, cet esprit si particulier ?

Je peux vous affirmer qu'à chaque fois que je mets les pieds dans ce musée, je ressens une émotion, une sensation différentes, peut-être à cause de la spiritualité qui se dégage de cet endroit, ressentie par chaque visiteur. Le fait d'avoir gardé l'authenticité de cet endroit, d'avoir conservé son architecture, de ne pas avoir détruit l'autel pour y installer l'imam sous l'imposante coupole par exemple, d'être resté fidèle à l'œuvre d'origine sous la tutelle des Ottomans, tout cela contribue à garder la magie et la spiritualité de ce lieu et en font d'ailleurs bien la « huitième Merveille du monde ».

** Propos recueillis par İnci Kara, et Gülhan Ertaş*



La culture du hammam et de la femme dans l'Empire ottoman



* Sühendan İlal

L'origine du mot hammam vient de l'arabe et signifie « réchauffer ». Les Ottomans ont construit dans les endroits où se trouvaient des sources d'eau chaude naturelle des stations thermales dans lesquelles se trouvaient des hammams avec des eaux médicinales dont ils pouvaient disposer. Dix-neuf bains ont été construits après la conquête d'Istanbul par Fatih Sultan Mehmet.

La culture du hammam existe depuis des siècles en Anatolie. Le hammam de l'Empire ottoman a vu le jour en perfectionnant les bains qui existaient auparavant. Malheureusement, de nos jours, beaucoup de bains en Anatolie et à Istanbul ont mis la clef sous la porte à cause d'un manque de fréquentation.



D'ailleurs, Mehmed Meri Haksan, dans son ouvrage « Istanbul Hamamları » sorti en 1995, a souligné le fait qu'aujourd'hui à Istanbul il n'existe quasi aucune trace des deux cent quarante-sept bains et que, pour certains, l'on ignore même leur emplacement.

De nos jours, on remarque que les bains à Istanbul et autres provinces ont été restaurés pour des buts différents de leur fonction principale. Par exemple, la très célèbre œuvre à Sultanahmet commandée par Haseki Hürrem – la femme de Sultan Süleyman – et réalisée par Mimar Sinan en 1556 a été louée en 1988 dans le but d'être exploitée commercialement après avoir été restaurée en 1980 et, actuellement, on y vend des tapis anatoliens. Le hammam de Sultanahmet est terni par ces tapis qui voilent le passé majestueux du bain et donc l'œuvre magnifique de Mimar Sinan. Les hammams turcs que l'on évoque à travers notre culture sont peu nombreux même à Istanbul malgré les milliers de touristes qu'elle reçoit.

Après la disparition de la souveraineté de l'Empire romain, l'Europe n'a pas su préserver l'héritage des hammams laissé par les Romains. Le phénomène de se laver dans les baignoires a grandi avec la culture chrétienne. De ce fait, la culture du hammam a davantage régressé durant le Moyen Âge.

Au XIX^e siècle, nous observons que l'intérêt porté aux bains diminue et que l'on comptabilise seulement cent trente-sept hammams. Et aujourd'hui, seuls cinquante-trois hammams sont en activité. Une partie de ces hammams ne sont ouverts que pour répondre à la demande des touristes qui sont friands des bains turcs et parmi eux se trouve le plus important hammam qui est celui de Süleymaniye construit en 1557 par Mimar Sinan et qui fait partie de l'impériale architecture de la Mosquée de Süleymaniye. Ce hammam, ouvert en 2001 dans l'unique but d'attirer les touristes, propose des bains mixtes.

Si l'on regarde du côté de l'Empire byzantin durant le Moyen Âge, nous pouvons constater que la culture du hammam évolue différemment de celle de l'Occident.

Malgré la pratique du christianisme chez les Byzantins, nous voyons qu'ils ont tout de même suivi un développement fidèle à la culture orientale. D'ailleurs la culture du hammam chez les Ottomans a pris exemple sur les hammams des palais byzantins d'Istanbul.

Au XIX^e siècle, les bains ottomans ont commencé à attirer l'attention des Occidentaux et, par le biais des migrations des Européens et des juifs, les hammams ont été exportés aux États-Unis sous le nom de bains turcs et de bains maghrébins.

Cependant, il faut souligner que les hammams ouverts en Occident avaient la particularité de ne pas avoir de cuves en marbre ou de pierres chaudes sur lesquelles on s'allonge pour transpirer, mais avaient des pièces dotées d'un décor arabe et dans lesquelles se trouvaient des douches, des baignoires ou des masseurs. Les composants de la religion musulmane tels que se laver en effectuant l'ablution du « Gusul », faire ses ablutions avant de commencer la prière ou se purifier mentalement et corporellement ont fait que la culture du hammam s'est développée différemment de celle de l'Occident. De plus, la tradition de se laver avec l'eau qui coule dans la religion musulmane a également contribué à un développement différent, qu'il soit architectural ou qu'il concerne l'utilisation de l'eau.

Quant à la relation que les femmes ottomanes avaient avec le hammam, nous pouvons affirmer que celle-ci était très importante car elle englobait de nombreux points tels que la purification corporelle et la purification mentale et religieuse ou encore le fait de pouvoir être en communauté ou en groupe. Les jours où les hommes et les femmes pouvaient aller au hammam avaient été prédéfinis mais, par la suite, aller au hammam était devenu une tradition chez les femmes. Parmi ces rituels, on peut trouver le hammam de la future mariée durant lequel les belles-mères vont au hammam pour observer la fu-



ture épouse et où l'on s'amuse ; d'ailleurs, le hammam du futur époux se fête également avec la même ferveur, comme le hammam de la fête de la circoncision ou encore le hammam du nouveau-né qui a atteint ses quarante jours. Ces occasions de bains sont des moments durant lesquels les femmes se retrouvent réunies et qui procurent un environnement de socialisation.

Si l'on étudie la femme et le hammam d'un point de vue social, nous constatons que le hammam tient une place très spéciale dans la vie des femmes ottomanes du point de vue de la socialisation. Car si l'on tient compte du fonctionnement d'une famille

ottomane, on comprend très vite que les femmes, qui vivent constamment dans la confidentialité et cloîtrées dans la maison, n'ont pas de grandes chances de se divertir ou de se créer des liens sociaux. Néanmoins, la femme possédait tout de même certaines libertés comme aller au hammam ou aux enterrements. Le hammam était devenu une occupation très importante car elle donnait la possibilité aux femmes de se créer des amitiés et des affinités, de se raconter leurs vies, de s'exprimer à travers leurs vêtements, leurs comportements ou encore les repas qu'elles préparaient.

De plus, l'importance que donnait la femme aux ustensiles du hammam affichait son statut et son caractère ordonné. Les femmes emportaient de grands balluchons de hammam dans des bassines. Ces grands balluchons de hammam contenaient des portesavons, des serviettes, des foulards faits de perles (tülbent), des tasses en cuivre ou en argent, des peignes en ivoire, un nécessaire de henné, des miroirs, des sabots de nacre, des pierres ponce, des herbes de hammam, des rasoirs, des ciseaux, des pinces à épiler... et toutes ces affaires prouvaient la richesse et l'harmonie de la famille, faisant de ce fait figure de très bons indicateurs pour les autres familles. D'ailleurs, il n'était pas rare d'utiliser des matériaux très chers pour les affaires du hammam. Et selon certains voyageurs étrangers, ces ustensiles de hammam, qui étaient ornés de pierres de très grande valeur, avaient pour but de montrer ouvertement la richesse de la famille et non pas d'être utilisés.

Dans les mémoires de Thevenot, nous pouvons lire que, contrairement aux hommes, les femmes ottomanes ne jouissaient pas du droit de divorce. Cependant, l'homme avait le devoir de s'occuper de la femme et de subvenir à tous ses besoins fondamentaux parmi lesquels le pain, le riz, le café et l'argent du bain deux fois par semaine étaient les besoins les plus importants. Et si l'hom-



me ne pouvait pas subvenir à ces besoins de base, alors le droit de divorce devenait légitime pour la femme.

La femme de l'ambassadeur anglais d'Istanbul dans les années 1717-1718, Lady Montagu, avait d'ailleurs écrit ces phrases dans ses mémoires : « Je suis très étonnée lorsque je lis que Monsieur Hill et d'autres écrivains plaignent la dépendance des femmes turques. Ici, les femmes vivent plus librement et plus indépendamment que les femmes des autres pays et ceci dans une ambiance d'amusement permanent. Elles ne sont occupées que par suivre la mode, aller au hammam ou aller chez les voisins.



L'époux qui demande à la femme de dépenser moins d'argent est considéré comme un fou et l'unique chose qui domine reste les désirs de la femme. Par conséquent, la fonction première du mari est de gagner de l'argent et celle de la femme est de le dépenser. Même les femmes issues des classes sociales les plus basses possèdent ces droits... Les femmes n'ont pas d'autre endroit que le hammam pour se réunir et, là-bas, elles s'amuse énormément. »

En outre, les peintres occidentaux ont commencé à examiner les mystères de l'Orient à partir du XVIII^e siècle. Cependant, ils n'ont pas peint ce qu'ils ont vu mais ont peint ce qu'ils ont lu, entendu ou rêvé sur l'Orient. Ils ont connu le succès avec leurs peintures de femmes nues et l'érotisme qui se dégageait de celles-ci en mettant en avant des scènes érotiques de harem, de hammam et de danse.

De nombreux peintres ont pris comme sujet le harem ou le hammam. Parmi ces peintres, nous pouvons citer Jean Gérôme avec son tableau « La femme au bain » ou encore Edouard Debat-Ponsan qui a peint « le Massage » en 1889, dans lequel nous voyons une femme nue allongée se faisant masser par une servante noire et dont les faïences des murs du hammam peintes dans ce tableau sont inspirées de celles du « Yeni Cami ».

Les peintres ne sont pas les seuls à évoquer le hammam et l'orientalisme. En effet, certains écrivains ont écrit des œuvres après la période du Tanzimat sur les relations très proches des femmes entre elles.

De nos jours, les hammams subissent un net recul dans notre vie alors qu'ils occupaient une grande place dans la culture ottomane. Actuellement, de nouveaux et majestueux hammams se construisent et les anciens hammams sont détournés de leurs fonctions principales. D'ailleurs, la majorité des nouveaux hôtels possèdent un petit hammam en marbre. À côté de cela, on construit de grands centres de spa pour que les gens se détendent. Cependant, même si ces centres sont très modernes et procurent une purification mentale et corporelle, cette purification s'obtient de manière individuelle et non de groupe comme c'est le cas dans les hammams, ce qui montre bien l'importance des hammams.

Nous possédons et cachons toutes encore dans nos malles des tasses de hammam en forme d'oiseau, des balluchons ouverts et légués par nos grands-mères ou des savons qui sentent extrêmement bon afin de les ressortir un jour et les utiliser. Ainsi, nous essayons de ne pas perdre notre culture du hammam mais de la faire perdurer.

* Dr. Sühendan İlal, Maître de Conférence à l'Université de Beykent

Les souliers rouges sont le compteur du temps

L'esprit confus, je marchais parmi la foule de la rue. J'avais choisi le thème de la danse pour reprendre les travaux de photographie que j'avais interrompus. Et je me demandais où je pourrais trouver danseurs et danseuses et quel type de danse cela devrait être.

Je suis resté là, planté au milieu de l'avenue Istiklal, où le chaos domine. Le tramway, masse rouge qui cherche sa personnalité entre le passé et l'avenir, est passé devant moi dans le tintement caractéristique de sa cloche, fendant la foule en deux comme une coulée de sang. Alors que les rails en acier divisent le temps en deux, il m'est venu à l'esprit le caractère du vieil Istanbul que mon père m'avait raconté dans mon enfance : je l'avais entendu raconter que les femmes ne sortaient jamais dans la rue sans chapeau ou maquillage ni les hommes sans mettre leur complet repassé et que certains jours on pouvait assister à des danses. Je me suis dit qu'il serait plaisant

de boire un café turc sur cette avenue plein de surprises et me suis assis à une terrasse.

Par bouffées, une musique de tango venant d'on ne sait où arrive à mon oreille dans le bourdonnement de la ville. C'est la chanson « Adios Corazon » du compositeur « Juan D'Arienzo ». L'association entre le rythme original du tango et la quiétude et l'énergie que donne le café... fait venir une voix en moi, qui me dit : « Pourquoi l'objet de la photo ne serait-il pas le tango ? »

Alors que la saveur de la dernière goutte reste sur mon palais, je quitte ma place et mes pas me mènent vers l'atelier de danse. J'avance à pas rapides parmi la foule tout en me demandant comment je pourrais utiliser dans le cadrage le sentiment de la danse et comment devrait être la lumière.

Lorsque j'arrive devant l'atelier de danse du deuxième étage, la musique de tango filtre des murs de l'ancienne construction. Après environ dix minutes de cours, il est venu à côté de moi, m'accueillant avec son sourire aimable. Je lui ai raconté mon projet. « Ici c'est *Tangojean*, nous sommes ouverts à toute sorte de pensée » a-t-il dit. Comme je lui disais : « Pour que je puisse faire de belles photos, je crois qu'il faudrait que j'apprenne le tango... Qu'en pensez-vous ? » La seule réponse que j'ai entendue a été : « Ici

c'est *Tangojean*... »

Des mois après, une nuit de milonga...

Après avoir suivi la danse du duo İrfan Yüksel et Ceren Varol, je m'assieds à une table afin d'observer les élèves qu'il a formés. Dans le miroir ovale suspendu au mur juste à côté de la porte d'entrée, je peux voir la piste sous un angle et une lumière différents. Ainsi, je choisis les endroits et les angles de prise de vue des photos que j'ai prévu de faire. La salle de danse renouvelait sans cesse sa propre énergie. Je voyais chaque nuit de milonga la femme dont je suis tombé amoureux prendre place dans un cercle nommé « ronde ». Le fait de suivre cette jeune femme-là que j'avais nommée « la Reine de la Bastille » me donnait un plaisir à part et encourageait ma créativité.

Juste devant moi, elle a fait un boléo avec son partenaire, puis une figure gancho et enfin un cuatro avec une grâce remarquable.

Nos regards se sont croisés... À ce moment-là, j'ai fermé les yeux et j'ai gravé cette image dans ma mémoire. Le rythme de la musique m'a emmené dans une autre dimension.

Le tango, qui est dérivé du mot en latin « tangere » (toucher) est né dans les maisons de tolérance des quartiers défavorisés de la ville de Buenos Aires en Argentine au début du XIX^e siècle. Cette ville

était un endroit où les immigrants africains et européens étaient nombreux, lieu fréquenté par des marins italiens, où les chocs économiques et sociaux ne manquaient pas, des bagarres de rues au couteau jusqu'aux coups d'État militaires. Le tango est apparu comme une réaction face aux humiliations des habitants des quartiers défavorisés par le milieu aisé de Buenos Aires. C'est la raison pour laquelle il a été jugé pornographique et révoltant.

La seule langue commune qui unit les hommes prêts à lutter est toujours l'art. Le plus significatif et le plus facile à saisir dans ce langage universel est la musique, avec son enfant qui est la danse. La France a fait la connaissance du tango après la Première Guerre mondiale. Le tango a été apprécié d'abord en Europe puis dans le reste du monde. L'Argentine, pourtant sa mère patrie, a interdit le tango en raison de sa struc-

ture politique fluctuante et des coups d'État militaires.

La Turquie a découvert le tango grâce à Atatürk après la fondation de la République. Si le style argentin n'a pas été adopté à cause de la pression des traditions et de la religion, la Turquie a emprunté le style européen qui est plus modéré. Comme dans tous les domaines, l'approche rénovatrice de la République s'est aussi manifestée dans le domaine du tango. « Mazi » (Le passé), composition de Necip Celal Andal, a été enregistré pour la première fois sur disque par Seyhan Oskay. Par la suite, des artistes innovateurs tels que Necdet Koyutürk et Necil Celal ont su s'éloigner de la musique turque traditionnelle en recherchant la nouveauté. On se souvient d'Orhan Avşar qui fut le premier joueur de bandonéon. Par la suite, le tango, en se répandant en Anatolie, est devenu traditionnel dans les célébrations républicaines organisées chaque année. À la différence de ce qui existe dans le monde, c'est la classe intellectuelle turque qui s'est approprié cette danse. Cette situation peut être considérée comme un succès de la structure nationale résultant de la guerre d'indépendance.

Je suis là où se trouve mon corps. İrfan Yüksel parle du fait que le tango ne soit pas une danse basée sur une structure chorégraphique précise et des techniques qu'il a développées pour que le corps s'exprime dans cette danse. Il raconte longuement sa conception du tango, basée sur sa culture, son processus de développement et sa musicalité. *Tangojean* est le seul club de tango de Turquie ouvert aux curieux passionnés de tango sur l'avenue Istiklal à Istanbul sept jours sur sept de quatorze heures à deux heures du matin.

J'ai entrouvert les yeux... Le rythme de la musique m'avait d'un seul coup emporté dans l'histoire du tango et mes anciens souvenirs d'Istanbul. Les gens étaient-ils plus indépendants en ce temps-là ? J'ai regardé à distance la jeune femme dont le regard m'avait fasciné. Son corps était comme une route qui longe l'infini dans sa robe de velours noir. C'était une réalité magique sur l'autre face de la nuit. Ses souliers rouges étaient le compteur du temps.

Le tango est à la fois une philosophie et une révolte politique formée par la circulation violente des sentiments et des passions. La main élégante qui s'échappe de l'autre main, tension constante entre le posséder et le perdre... Tout comme le temps.

Des mois après, le projet a enfin pris sa forme définitive.

* Yrd. Doç. Sefa Çeliksap,
Université de Beykent, Faculté des Beaux Arts



Festival de la corne d'or



Un festival organisé par l'université de Galatasaray rassemblera tous ceux qui s'intéressent à la chanson en général et à la chanson francophone en particulier.

Une des facettes de ce festival, et non la moins passionnante, est un concours de la chanson qui concernera, cette année, des jeunes venus de pays faisant partie de la francophonie (Bulgarie, Roumanie, Moldavie, France, Belgique, Liban...) et d'autres plus lointains, et moins francophones, comme l'Inde. Mais, bien sûr, il s'adresse aussi et surtout aux jeunes Turcs, lycéens ou étudiants.

Ces jeunes participeront à une compétition qui leur permettra d'interpréter, devant un jury de professionnels, une chanson francophone et – c'est une nouveauté cette année – une chanson dans leur langue maternelle. Le jury sera ainsi plus à même de juger de leurs qualités de chanteur. Pour se préparer au concours, ils suivront des ateliers de formation au chant et à la scène, et ils participeront à deux soirées-cabaret qui leur permettront de se présenter devant un public, avant de se produire devant le jury.

L'autre volet du Festival de la Corne d'Or est composé de concerts de musique française ou turque. Cette année, outre la participation au festival « La Clé d'Or » à Plovdiv, les organisateurs souhaitent offrir la possibilité aux deux premiers lauréats turcs de se rendre en France pour participer à un festival de la chanson et visiter les hauts lieux de la musique, comme l'Opéra de Paris, le Conservatoire national de Paris ou la Cité de la musique à la Villette.

Programme Prévisionnel
La date limite de réception des candidatures a été reportée au 31 mai, date à laquelle les candidats seront sélectionnés, après audition de leur enregistrement sur CD, pour participer au concours. Les 17 et 18 juin 2009 auront lieu les ateliers de préparation à l'art de la chanson, à l'université, avec Doğan Kospancı et Atilla Demircioğlu, comme animateurs. Les 18 (rue française) et 19 juin (Café Bordeaux de l'Institut français), deux soirées-cabaret leur permettront d'interpréter leurs chansons en public.

Le 20 juin, on procédera à la sélection des candidats pour la finale, dans le salon Coşkun Kırcı. Le soir même, aura lieu la soirée de gala dans les jardins de l'université de Galatasaray, durant laquelle se déroulera la finale du concours et un concert de clôture. Toutes les informations (règlement, fiches d'inscription...) se trouvent sur le site du festival : <http://cornedor.gsu.edu.tr>



İDANS 02 : des jours de danse à Istanbul

83 artistes mondialement connus venus de Turquie, de France, de Belgique, des États-Unis, des Pays-Bas, d'Allemagne, du Liban, de Croatie, d'Espagne, d'Iran, de Suisse, de Bulgarie, d'Égypte, de Serbie, de Slovénie, du Cambodge, d'Italie, de Russie, de Singapour et des Émirats arabes unis ont participé au « deuxième Festival d'Istanbul de la danse contemporaine et de la performance mondiale » qui s'est déroulé du 6 mai au 3 juin 2009.

Le Centre culturel français, le lycée Notre-Dame de Sion, Garaj Istanbul, le musée de Pera, le studio de danse Çatı, le club de musique Roxy et Tütün Deposu accueillent des

spectacles dans lesquels figurent des œuvres qui posent la question de la notion du temps et où le thème « la danse du temps/ le temps de la danse » est développé.

En plus des démonstrations de danse, des œuvres vidéographiques, des concerts et des expositions ont été réalisés pour Idans avec le soutien de la fondation culturelle Bimeras. Idans contribue de manière théorique à la vie des œuvres en choisissant un sujet précis et en le façonnant d'une manière avant-gardiste. Ce qui fait d'Idans le premier et l'unique festival de Turquie et qui lui permet d'occuper une place importante parmi les festivals mondiaux.



Thierry de Mey, "Light Music"

Politique et littérature dans la Turquie d'aujourd'hui

Özdemir İnce est poète, écrivain et éditorialiste au quotidien Hürriyet ; c'est un francophone, amoureux de la France et de sa culture, officier de l'Ordre des Arts et des Lettres. Nous l'avons rencontré pour parler des intellectuels turcs mais également de la France et de sa position à l'égard de la Turquie.

Que pouvez-vous nous dire des relations entre la politique et la littérature durant la dernière décennie ?

Chaque artiste n'est pas un intellectuel. Les écrivains ont cette capacité d'être des intellectuels, plus que les peintres, car ils manient des mots. L'intellectuel doit s'opposer au pouvoir car les actes du pouvoir et de l'intellectuel ne peuvent en aucun cas coïncider. De plus, il est libre et se doit de critiquer. Cependant, le désir de gagner beaucoup d'argent, apparu en Turquie dans les années 1980, sous le régime d'Özal et le coup d'État du 12 septembre 1980, a affecté certains écrivains. Après 1980, le peuple et les écrivains ont connu une vague de dépolitisation. Et la mode de « reconnaître » son histoire est apparue alors qu'accepter son passé historique n'est pas une tâche facile, et que chacun doit le faire personnellement.

Si l'on accable la population avec des préjugés comme « cracher sur son passé pour se dire intellectuel », alors les choses devien-

dront malsaines. Malheureusement, c'est ce qui se passe en Turquie. La génération des années 50, à qui on n'a pas imposé de cours de religion et qui a reçu une vraie éducation laïque, est plus avancée que la jeunesse d'aujourd'hui. Notre génération a connu une époque durant laquelle la peinture se développait, les théâtres se construisaient et les pièces étrangères se jouaient. Le courant que nous avons créé – dit le nouveau second – est un courant d'opposition. En effet, nous tenions tête au pouvoir en détruisant le langage de la bourgeoisie. Or, de nos jours, le but des écrivains est de vendre leurs œuvres en s'accommodant avec le pouvoir en place. Il y a dix ans, il était possible de voir des littéraires très sérieux dans la liste des best-sellers.

Dans les journaux des années 1950 – alors que les journaux n'avaient que 6 ou 8 pages – on pouvait trouver une page littéraire et, souvent, des romans étaient publiés sous forme de feuilleton. Une partie des romans de Yaşar Kemal a été publiée chaque jour dans le journal Cumhuriyet. Et dans chaque journal, on pouvait lire des critiques constructives sur le théâtre, la peinture, la musique ou la littérature. Or actuellement, les œuvres artistiques sont devenues des productions commerciales.

Êtes-vous d'accord avec ce nouveau phénomène d'être un auteur de telle ville ?
Que pensez-vous de ceux qui se disent « écrivains d'Istanbul » et qui se mettent en avant avec cette dénomination ?

C'est possible car chaque auteur a son propre style. Par exemple dans mes écrits, je fais sou-

vent référence à ma ville qui est Mersin car je souhaite qu'elle soit plus connue. De plus, Mersin est une ville qui devrait être prise comme exemple car le niveau culturel y est très élevé. On comprend rapidement grâce à mes écrits que je viens d'un endroit où la mer et la montagne tiennent une place très importante. La période la plus importante dans la vie d'un écrivain est sa jeunesse, avant ses vingt ans, car c'est durant ces années qu'il perçoit de nombreuses choses.

On attribue souvent des titres aux écrivains, aux critiques ou aux éditeurs comme par exemple « écrivain d'Istanbul », mais ce qui serait plus navrant serait de voir un auteur se cantonner à Istanbul dans ses œuvres. Je ne me considère pas comme « l'auteur de Mersin » mais je ressens beaucoup de fierté à être un auteur de Mersin. En fait, c'est plus une question de choix de thèmes. Le plus important est d'offrir au final un travail parfait.

Que pensez-vous des journaux tels que *Aujourd'hui la Turquie* qui a été créé pour développer les relations franco-turques ?

L'amitié franco-turque doit se construire sur des vérités. Par exemple, en Turquie, Rimbaud ou Baudelaire ne sont pas connus et, faute d'argent, les maisons d'édition ne publient pas leurs œuvres. Dans ce cas, la France doit aider ces maisons d'édition. En effet, la France pense qu'elle n'a pas besoin de se faire connaître davantage en Turquie alors qu'il le faudrait car le français n'est pas une langue utilisée chez les jeunes. De plus, les diplomates du passé étaient tous des franco-



phones, issus du lycée de Galatasaray, alors que si l'on regarde aujourd'hui le ministère des Affaires étrangères turc, ce n'est plus le cas. Bien sûr, si la France veut développer ses relations avec la Turquie, il est préférable que ses interlocuteurs sachent parler le français. Je me dois de critiquer la France comme je critique la Turquie car si la Turquie est ma mère, la France est mon amour et la littérature française est ma maîtresse. Et si la politique française en Turquie me déçoit, je ne me sentirai plus français. Une politique française clairvoyante se doit de soutenir ce journal car la Turquie n'est pas obligée de défendre la France et la culture française. J'ai fait publier en Turquie le livre de Bernard Pivot – un journaliste français – qui s'intitule « le Dictionnaire de l'amour du vin ». Si la France ne montre aucune reconnaissance pour ce travail, je mépriserais ceux qui représentent la culture française ici car je me dirai qu'ils ne font pas leur travail. En fait, on trahit la France en ne soutenant pas *Aujourd'hui la Turquie* et les initiatives similaires.

* İnci Kara

Kasım Zoto : la défense des traditions populaires à Istanbul

Nous sommes sur la terrasse de l'hôtel Armada qui se situe dans le quartier le plus touristique et le plus beau d'Istanbul, Sultanahmet. Le propriétaire de ce majestueux hôtel, Kasım Zoto, répond à nos questions en toute simplicité.

Quelle est la différence entre l'Armada et les autres hôtels d'Istanbul ?

En réalité, il n'y a pas de grande différence, mais c'est l'endroit où nous nous trouvons qui fait la particularité de notre hôtel. Vous



ne vous trouvez pas dans un endroit quelconque d'Istanbul mais à Ahırkapı où une multitude de civilisations se sont croisées durant des millénaires. Par conséquent, nous essayons de nous comporter de manière à respecter ce lieu.

Nous avons cette vision de l'hôtellerie : un hôtel se situe dans un standard international mais une touche d'authenticité est indispensable. Le plus grand avantage de l'Armada réside dans le fait qu'il accueille également des touristes locaux, et cela se ressent dans

le décor de l'hôtel. C'est un lieu multiculturel car il n'y a pas que des touristes américains, français ou italiens. Le prix de nos chambres, petit-déjeuner inclus, se situe entre 120 et 160 euros.

Parlez-nous du festival Ahırkapı Hidrallez du mois dernier...

Nous attachons beaucoup d'importance à notre culture, au respect de nos coutumes, et Hidrallez est l'un des derniers exemples. Notre vie s'urbanisant de plus en plus, nous faisons beaucoup de concessions et les traditions commençaient à se perdre quand nous avons pensé à remettre au goût du jour les traditions à l'échelle de la rue. Et cette activité, qui a donc débuté dans la rue, s'est transformée rapidement en une activité citadine. Environ 100 000 personnes ont participé à cet événement qui fêtait son dixième anniversaire cette année. Cela montre bien la nostalgie et la sensibilité du peuple.

Ces 100 000 personnes s'amuse sans aucun débordement, malgré la présence d'alcool et de danses pendant la soirée. Cette année en particulier, l'événement a gagné en ampleur car la ville, la municipalité locale et l'agence d'Istanbul 2010, Capitale européenne de la Culture se sont jointes à l'événement.

Aujourd'hui, dans de nombreuses villes, nous pouvons retrouver de tels festivals. Cependant à Istanbul, il est rare de trouver des festivals auxquels le peuple et l'administration locale participent. Au mois de juin va se dérouler pendant une semaine le festival de Babiali et la presse joue toujours son rôle d'initiateur au sein de ce festival qui ne cesse de se développer. Car le cœur de la presse turque se trouve à Babiali et de nombreuses personnalités ont effectué leur apprentissage ici.

Est-il vrai que le nombre de lits disponibles dans les hôtels d'Istanbul est insuffisant ?

Ce n'est pas vrai mais un autre problème existe : il faut que l'offre et la demande s'équilibrent. Si un hôtel augmente sa capacité de lits pour les deux seuls mois durant lesquels il connaît une forte demande, cela engendre une concurrence déloyale et empêche le secteur de se développer sainement. À Istanbul, on constate une hausse du nombre de lits sans planification et cela peut s'avérer très dangereux pour le secteur.

Quelles sont dernières modifications apportées à l'hôtel ?

Dans le secteur touristique, on est obligé de se renouveler constamment. Nous faisons déjà quelques travaux, mais cette année, nous avons profité de la situation calme pour fermer l'hôtel pendant 45 jours et entreprendre de grands travaux. Nous avons complètement changé notre système d'aération et en avons installé un qui renouvelle l'air en envoyant simultanément de l'air froid et de l'air chaud. Nous avons également effectué des rénovations de nos salles de bain.

Avez-vous été affecté par la crise ?

Il est impossible de ne pas avoir été touché par la crise. Certes, nous avons mieux résisté à celle-ci que d'autres secteurs, mais nous avons tout de même été touchés. Une des raisons est que cette crise est une crise internationale, les étrangers font donc plus

attention à leurs finances et, dès qu'ils ont terminé leur travail, ils rentrent chez eux. Avant, les gens restaient quelques jours après avoir fini leur travail afin de visiter la ville ou le pays, mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas. D'un autre côté, la valeur de l'argent a énormément augmenté avec la crise économique et il est plus difficile de satisfaire les clients.

On connaît votre amour du tango. Continuez-vous cette activité ?

Oui, je continue car le tango est un des exemples les plus concrets de la modernisation de la Turquie.

Le tango s'est très bien intégré dans notre culture même si, à la base, c'est une danse qui vient d'Argentine. Nous organisons des soirées tango à l'hôtel Armada depuis plus de quinze ans et réunissons les amateurs de tango tous les lundis soir, de 22h à 1h du matin. C'est une danse qui requiert de la discipline et une formation.

Avez-vous des projets pour votre quartier ?

Le groupe « Démarche de la Société civile d'Eminönü » s'occupe de tout ce qui concerne la presque île historique. C'est une plateforme où les personnes qui ont des inquiétudes sur le développement d'Eminönü se réunissent et où les expériences sont partagées. Nous essayons de rêver ensemble et discutons de nos rêves. Nous nous trouvons à l'emplacement de l'Empire romain d'Orient et c'est une immense chance pour nous, que nous devons absolument mettre en valeur.

* Propos recueillis par Alexandre Schleimann



Le prix littéraire Notre Dame de Sion

Le prix littéraire Notre Dame de Sion, une nouvelle idée du directeur du lycée Notre Dame de Sion, M. Yann de Lansalut, a trouvé ses marques dès sa première édition. Avec un jury de choix, ce prestigieux prix a pour objectif de contribuer à l'art et à la culture.

La soirée du remise du prix littéraire Notre Dame de Sion 2009, à l'écrivain Gürsel Korat pour son roman « Calenderia » et à Ayşegül Çelik pour son recueil de nouvelles « Şehper, l'Oiseau de la galerie » a eu lieu le 14 mai au Palais de France à Istanbul.

Le prix littéraire Notre Dame de Sion est appelé à devenir une tradition à l'égard de la littérature turque et des écrivains d'expression francophone. Le prix récompense, en alternant chaque année, une œuvre d'un écrivain turc écrivant en langue turque et une œuvre d'un écrivain turc ou étranger écrivant en langue française mais traduite en turc. Son objectif est de contribuer aux échanges culturels entre la France, les pays francophones et la Turquie. Le prix est organisé par le lycée Notre Dame de Sion, en lien avec l'association de ses anciens élèves. Désormais, il sera attribué chaque printemps à Istanbul. En 2010, cela devrait correspondre à la clôture de la « Saison turque en France » ainsi qu'avec « Istanbul 2010 Capitale européenne de la culture ».

Le prix est décerné à l'auteur d'une œuvre en prose : roman, récit, nouvelle, chronique, conte, biographie. Il est doté de 16 000 TL pour une œuvre de langue turque dont 12 000 TL pour l'auteur de l'œuvre traduite et de 4 000 TL pour sa traduction.

Les éditeurs sont invités à envoyer au secrétariat du lycée Notre Dame de Sion avec la mention – Prix littéraire Notre Dame de Sion – les livres publiés du 1er avril au 31 mars de chaque année. Il sera tenu compte chaque année de la production des deux dernières années.

Le jury est composé de neuf membres choisis parmi les anciens de Notre Dame de Sion, écrivains ou journalistes dont le mandat est de trois ans, renouvelable. Il demande que



les ouvrages primés soient diffusés chez les libraires avec un bandeau portant la mention: « Prix littéraire des anciens de Notre Dame de Sion Istanbul ».

« Calenderia »

Les héros de « Calenderia » expriment les préoccupations fondamentales de l'homme, et notamment le désir de liberté, d'égalité, à la manière où nous le souhaitons tous aujourd'hui. Ce discours universel et humain, s'opposant à la discrimination, est aujourd'hui notre discours commun, à nous tous.

Dans « Calenderia », Gürsel Korat a aussi réservé une place privilégiée aux femmes. Un des thèmes principaux du livre est le mépris envers la femme – soumise à la domination de l'homme – et sa détresse sentimentale et sexuelle.

« Şehper, l'Oiseau de la galerie »

Le livre est formé de 17 nouvelles qui se complètent. Il s'agit d'histoires profondes et finement travaillées, pénétrant au fond de l'être. Comme l'évoque son titre, du début à la fin, vous vous sentez progresser dans une galerie, au rythme d'échos, de réflexions... Les échos augmentent, les réflexions deviennent plus fortes, avec des lumières bizarres rayonnant tout autour, et la galerie débouche sur un parc d'attractions.

Avec sa nouvelle technique narrative, sa riche imagination et la fine sensibilité qu'elle reflète, Ayşegül Çelik est un jeune auteur plein de promesses. Il fallait, sans aucun doute, la soutenir.

Hérésie sportive

Qui aurait dit que la Turquie, terre sacrée où le football rassemble souvent plus de fanatiques que tout autre foi, deviendrait un jour un membre de l'Ovalie ?

L'émergence du rugby en Turquie pourrait ressembler à une invasion du porridge dans le sud-ouest.

Mais aujourd'hui, le premier pas est fait, la course est lancée. Une sous-division des sports « bizarres » a été créée : le rugby fait partie de la fédération de base-ball, softball, football américain et rugby (TBSF). La première ligne de l'histoire du rugby turc est en train de s'écrire.

Seuls au monde ?

Souvent créés par des expatriés, les clubs seniors sont au nombre de six : deux équipes à Istanbul, une à Ankara, une à Samsun (nord, côte de la mer Noire), une à Erzurum (nord-est) et une à Chypre. La plupart de ces équipes sont universitaires ; ainsi, l'équipe chypriote vient de l'American University of Girne et le staff y est anglais, l'équipe de Samsun de l'université de sport du 19 mai (joueurs turcs et coach australien) et l'équipe d'Ankara sous l'égide de la Middle East Technical University (METU) avec quelques Français.

Sont à noter également les clubs lycéens (St-Joseph d'Izmir, St Benoît-d'Istanbul entre autres) qui, pour l'instant, ont une compétition interlycées mais qui constitue un vivier non négligeable pour l'avenir rugbystique turc.

Naci Hoscan est un de ceux que le « ragbi » devrait remercier. Encore étudiant, il est élu vice-président de la TBSF en 2008 mais c'est en 2004, en intégrant les bancs de la fac chypriote et en regardant la télé qu'il découvre le ballon ovale, l'amitié qui y est liée et « même plus que l'amitié, la fraternité ». « Mes professeurs me demandaient à l'université pourquoi j'avais choisi Chypre et ma réponse était : « Je veux jouer au rugby ! » Une véritable aventure

La Metu-rugby team est née de la rencontre de deux personnalités : Hasan Kartari, tout juste revenu d'une année d'études en Argentine – année pendant laquelle il a plus fréquenté les bancs de touche que ceux de l'amphithéâtre – et Clément, débarqué avec Erasmus en 2006 et en proie à une addiction au ballon ovale.

Novembre 2007, après un bref entraînement, le légendaire système du bouche-à-oreille se met en place et l'œuf est pondu. Au printemps, l'université ankariote promettra son « soutien » si l'équipe gagne un match amical à domicile. Il n'en sera rien malgré la victoire (Metu 25 / Aydin 0) mais qu'importe, Hasan a déjà arpenté les couloirs du ministère des Sports, les papiers sont signés, l'œuf éclos. L'été passe, la fédération se met en place ; notre équipe « hand-made » se reforme sur base de self-entraînement épaulé par le « Français » de service et s'entraîne, encore et toujours en attendant LE match de début de saison sans cesse repoussé. L'im-

plantation du rugby est difficile et son équilibre est fragile : pas de sponsor, pas d'arbitre, pas d'équipement, pas de coach, pas toujours un terrain praticable...

Mais après tout, l'artisanat a du bon. Il contribue comme jamais à ce qui a charmé

ces nouveaux aventuriers de la balle : l'esprit d'équipe, la convivialité, le respect de chacun et l'autodétermination.

Et puis n'oublions pas que 2009 semble être la consécration de cette nouvelle religion : la ligue s'étoffe, des séminaires d'arbitrage et de coaching se déroulent à Istanbul et Ankara avec l'appui des voisins géorgiens, un match de gala-promotion entre une sélection turque et une sélection de ressortissants étrangers se jouera en avril et, surtout, de plus en plus de jeunes rejoignent nos rangs et mettent crampons et protège-dents...

* Clément Beuselink-Doussin
buzzlink@hotmail.fr



Une sélection des émissions TV5 Monde Europe – Juin 2009

Documentaires

Chine- Etats-Unis : La course à l'or noire

C'est la fin d'un mythe de 3000 ans. Depuis qu'elle manque de pétrole, la Chine dépend du monde extérieur.

Le 9 Juin à 16 h 30

Japon, la voie du thé

Au printemps, le Japon tout entier attend le « first flush », la première cueillette du noble Sencha, un thé vert cultivé dans l'île de Kyushu

Le 11 Juin à 16 h 30

Les petits choristes de l'Oural

En 1992, le prêtre russe orthodoxe Nicolai Stremski et son épouse Galina ont commencé à adopter des enfants orphelins pour tenter de leur donner une vie meilleure...

Le 28 Juin à 12 h 35

Divertissements

Sur un air de Tango

Pierre dirige le restaurant qu'il a créé dans une petite ville du bord de mer. Tandis que l'un s'échine à porter des caisses, l'autre n'aspire qu'à tourner dans les salles de bal sur un air de tango...

(Drame contemporain) le 6 Juin à 21 h 00

Réalisé par Philippe Miquel en 2006, avec Etienne Bierry, Olivier Marchal

Films

Ce que mes yeux ont vu

Lucie, jeune étudiante de 25 ans, enquête sur les oeuvres du peintre Watteau. Elle est persuadée que certaines de ses toiles cachent un sens encore jamais révélé...

(suspense) le 11 Juin à 21 h 00

Réalisé par Laurent de Bartillat en 2007, avec Sylvie Testud, Jean-Pierre Marielle



Horloge biologique

La fuite du temps est sans doute la seule véritable preuve de justice en ce bas monde. Certains voudraient en arrêter le cours, d'autres choisissent plutôt de le suivre...

(comédie) le 18 Juin à 21 h 00

Réalisé par Ricardo Trogi en 2005, avec Patrice Robitaille, Pierre-François Legendre

Comme ton père

Belleville, années 70. Fraîchement débarqué d'Israël avec sa femme Mireille et ses deux enfants, Félix a des rêves de grandeur...

(Comédie dramatique) le 25 Juin à 21 h 00

Réalisé par Marco Carmel en 2007, avec Gad Elmaleh (Félix), Richard Berry

Bis TV : l'accès aux chaînes françaises en Turquie



Gilbert Copti

Pour recevoir la carte BisTV :

Amar Sat, 7 rue Sédillot, 75007 Paris

Tel +33 1 45 55 80 89

www.XNETVISION.COM

Email : m_vision30@hotmail.com

« Les Échos du monde francophone ! » : Une exposition Aujourd'hui la Turquie

« Les Échos du monde francophone ! » avec Seven Galerie
L'aventure d'*Aujourd'hui la Turquie* sous forme d'exposition !
Du 1er au 6 juin 2009 au lycée français Notre Dame de Sion
Du 11 au 14 juin à l'Institut français d'Istanbul
Pour plus d'informations :
alaturque@gmail.com / +90 216 550 22 50



Aujourd'hui la Turquie

À lire dans ce numéro :

P. 6 Turquie-UE : le bilan après trois ans et demi de négociations

P. 8 L'enjeu des relations franco-turques

P. 16 La vision internationale de la « Nouvelle Ankara »

P. 17 Le processus de démocratisation en Turquie et le rôle des médias

P. 21 Les hôtels du centre-ville d'Istanbul épargnés par la crise

P. 28 La francophonie et son importance en Turquie

P. 32 Exposition « Les arts tures de l'ornement »

P. 33 La fabuleuse histoire de la Basilique Sainte-Sophie

P. 34 La culture du hammam dans l'Empire ottoman

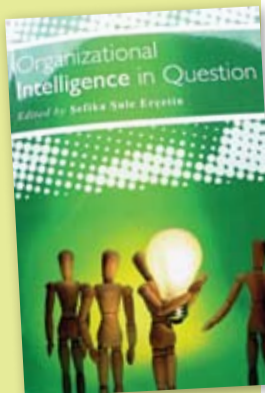
Supplément gratuit :

Aujourd'hui la Turquie
Notre Dame de Sion

« Organizational Intelligence in Question »

Le livre de Şefika Şule Erçetin « Organizational Intelligence in Question » (L'Intelligence organisationnelle en question) est paru le 23 février 2009 chez BookSurge, membre du groupe Amazon. Les sections des Sciences de l'Éducation, le directeur des Sciences de la planification et de l'économie de l'Université de Hacettepe, et Prof. Dr Şefika Şule Erçetin elle-même, se sont chargés de l'édition du livre.

Les particularités fondamentales des organisations, au sens théorique et au sens pratique, sont abordées dans les 12 chapitres du livre. Ce livre, auquel universitaires et écrivains ont collaboré, nous offre, en anglais, un travail d'une rare qualité.



Au cœur d'Istanbul

Combien de temps faut-il à un être humain pour que sa conscience et ses réflexes se sentent machinalement intégrés à l'identité d'une ville ?

J'en suis pour ma part, au bout de cinq mois passés comme résidente d'Istanbul, à ce stade où tout continue encore de surprendre et bien souvent de ravir. Loin par conséquent d'être blasée et de me « fondre » tout à fait dans ce grand corps urbain, historique, humain, où la mémoire à chaque pas se conjugue au présent de l'indicatif.

Pour que cette identité m'ait entièrement absorbée, en quelque sorte naturalisée, encore faudrait-il déjà qu'elle fût constituée d'une seule pièce, d'un seul tenant. Or, et c'est là que commence l'émerveillement, Istanbul n'a pas une identité, mais des identités. Elle n'est pas une ville, mais des villes, et chacune d'elles si singulière, disposant de caractéristiques si peu conformes à celles susceptibles de définir les deux autres (ou les cinq autres, des dix autres...), qu'il semble qu'on devrait, sa vie durant, si on la passait toute désormais en cet étrange carrefour, continuer à accommoder son regard, son ouïe, sa sensibilité chaque fois que l'on s'engage sur le pont de Galata ou que l'on effectue la traversée de Kabataş à Üsküdar.

Cette diversité est si prégnante, si évidente, si active qu'on en vient même à se demander si ce n'est pas soi-même qui est d'un coup devenu divers, et si, d'aventure, ce ne serait pas, chaque fois, un autre « moi » qui franchit le pas, entre dans un autre monde, et, telle Alice ou tel Gulliver, qui s'engage dans les sentiers ou sur les boulevards d'une existence tout autre.

Si, suivant en cela le conseil de Blaise Pascal, je me décidais à me « tenir en ma cham-

bre » et à ne considérer que ce que je vois depuis cet observatoire, eh bien, si je faisais cela, Istanbul, ce serait ce long couloir aux allures de fleuve, qui est en fait un courant ininterrompu d'eau marine. Mouettes et cormorans en seraient les habitants, en quelque sorte mes concitoyens. Et l'atmosphère que j'y respirerais serait celle d'un changement perpétuel de ciel, aujourd'hui la neige, demain le vent, après-demain la pluie, ensuite le soleil impérieux. Mes voisins seraient ces dômes et ces minarets, là, en bas de chez moi, à Beyoğlu, où le poète et philosophe Ahmet Soysal m'a dit que Gustave Flaubert se rendait, ou là-bas, de l'autre côté du détroit, dans l'Istanbul d'Asie.

Pour l'instant donc, j'en suis encore à découvrir avec surprise, émotion et sans cesse plus de familiarité, les « états » de cette ville multiple, ses facettes ou son triple (et non pas double) visage de Janus.



L'autre jour, j'ai vu passer au ras du courant, inséré dans le flot perpétuel des vapeurs et des tankers, l'habitacle d'un sous-marin.



Anne Potié

Surprenante vision surréaliste au cœur de la ville. Et je n'aurais pas été mal inspirée, me semble-t-il, si j'avais cru voir là une réédition du fameux voyage des Argonautes, qui eux aussi passèrent par là pour aller conquérir la Toison d'Or, dans ce qui n'était pas encore la Géorgie !

Ainsi, tout continue de m'étonner, de m'enchanter, de détourner mon attention vers des instants et des lieux inédits et déconcertants.

Je suppose que je m'y ferai, qu'on s'y fait toujours ; mais en fait je ne le souhaite pas, tant est riche en événements visuels, auditifs et même fictionnels ce kaléidoscope ou plutôt ce triple univers, cette charnelle et spirituelle union de trois monde à la fois polyglottes, cosmopolites et séparément si atypiques, si accueillants et, cependant, si secrets.

Etre Stambouliote, c'est peut-être à tout moment rester capable de se scinder en trois, de se séparer d'un pas à l'autre, de toute certitude et de toute fausse homogénéité ; c'est se laisser aller vivre au jour le jour les instants d'une métamorphose...

* Anne Potié, directrice de l'Institut français d'Istanbul

Sur les vieilles images d'Istanbul



* Burcu Özgüven

Istanbul est devenue la capitale de la culture, de la finance, du commerce, de l'enseignement supérieur et de l'immobilier. Il ne fait pas de doute que les Stambouliotes ont gagné beaucoup de lieux utiles, mais...

Je regarde parfois les anciennes photos d'Istanbul. Un boulevard d'Aksaray entouré de talus et de terrains déserts ; l'arc de Bozdoğan historique était masqué par des constructions en ruine. On ne voit aucun des bâtiments qui entourent l'avenue. Il n'y a aucune trace du Marché des manufactures, ni de la SSK ni de Tekel... « L'avenue de Gazi » n'était pas encore devenue une avenue, peut-être y avait-il deux ou trois voitures qui se promenaient ici et là. Les arbres nouvellement plantés étaient encore malingres et on espérait que la large avenue serait un jour verte. Il n'y a pas de pont ni de tunnel, tout le domaine est vide, sans identité, seulement un morceau de terre qui pouvait appartenir à n'importe quel endroit...

Une autre photo, la place d'Eminönü. Ici aussi, on trouve de nombreux bâtiments dont la plupart ont deux ou trois étages et donnent l'impression d'avoir été construits au XIX^e siècle. La mosquée Yenikami et sa cour sont à peine perceptibles entre ces bâtiments parmi lesquels se trouvent de nom-

breuses auberges. Il s'y trouve les cafés, du côté de la mer, ainsi que le marché aux poissons qui a inspiré les peintres. Lorsque la place s'ouvre, tout s'écroule, le marché aux poissons disparaît, les caïds, retraités, et les patrons de café s'en vont. Alors que l'inconscient est en train de descendre vers le célèbre arc de Yenikami Hünkâr Mahfili, quelqu'un lui dit « Attention, attends ! ».



Bien que des intendants comme Cemil Bey disent « Qu'est-ce que ça peut faire ? Qu'il s'écroule ! », l'arc est protégé. Les rives d'Eminönü sont nettoyées des dépôts et des entrepôts. La place est soignée. Le petit bassin construit au milieu de la place a peut-être été construit pour laisser une trace de l'ordre qu'on a voulu mettre en place. Parmi la centaine de photographies, remarquons celle du parc de promenade de Taksim : on y construit un joli music-hall, le Casino de la municipalité de Taksim,

dû à l'architecte Rüknettin Güney (1904-1970). L'extérieur du lieu est moderne et l'intérieur décoré selon la dernière mode, recevant les plus grands mariages et divertissements d'Istanbul. Le parc de Taksim est une oasis dans le quartier de Beyoğlu où les immeubles sont serrés les uns contre les autres et son point d'attraction est le Casino de la municipalité de Taksim. Depuis 1970, on y trouve un gratte-ciel.

Istanbul fut la scène d'un changement bouleversant ces 70 dernières années, et de façon jamais vue dans les villes historiques mondiales... passant de 800 000 habitants à 15 millions. Les gratte-ciel, les larges avenues, les voies, les ponts intercontinentaux, des immeubles immenses ont été construits. Certains ont essayé de faire ressembler Istanbul à Singapour, et d'autres à Dubaï. Qu'ont gagné les Stambouliotes durant cette période, et qu'ont-ils perdu ? Istanbul est la colonne vertébrale de l'économie de la Turquie ; elle est devenue la capitale de la culture, de la finance, du commerce, de l'enseignement supérieur et de l'immobilier et les Stambouliotes ont gagné beaucoup de lieux utiles. D'un autre côté, ils ont peut-être perdu une ville où il faisait bon vivre avec maintenant sa circulation, ses problèmes d'eau, la pollution, le bruit, la dégénérescence de la culture et l'aliénation.

* Burcu Özgüven

Entre romantisme et noctambulisme: Istanbul, capitale mondiale de la vie nocturne

Istanbul est une des villes les plus anciennes au monde. N'importe quelle personne qui a visité Istanbul – ville qui a été la capitale de nombreux empires – ne peut nier l'atmosphère envoûtante



qu'elle dégage. Malgré ses 20 millions d'habitants, Istanbul est capable de vous emmener dans la solitude, parfois accompagné d'une tasse de café turc tout en contemplant le Bosphore, de tout vous faire oublier. Pour faire court, Istanbul est la ville des contrastes où se mêlent de grands bâtiments majestueux qui s'élèvent derrière de pauvres baraquements et où les avenues sombres sont éclairées par les passants vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Je regarde Istanbul par la fenêtre de ma chambre et la ville que je vois de ma fenêtre et celle dans laquelle je vis me paraissent si différentes. Je vais vous en dire les raisons.

La première chose qui me vient à l'esprit est la mer de Marmara. La seule chose dont vous avez besoin pour aller de la rive asiatique à la rive européenne est le bateau. Derrière les remparts, vous pourrez apercevoir Sainte-Sophie et le musée de Topkapı, et, sur l'autre rivage, la tour de Galata. Vous serez submergés et éblouis par les flash des appareils photos qui surgissent de la tour de Galata. Et quand la nuit tombe, même s'ils s'enveloppent de silence, ils ne cessent de respirer pour nous montrer leur histoire éternelle.

Toute la journée, les passants qui se précipitent dans les rues pour leurs activités quotidiennes s'embellissent le soir tombé, pour se retrouver dans les endroits les plus divertissants de la ville.

Que ce soit en pleine semaine ou le week-end, cela

ne change rien. Istiklal Caddesi, avec son fameux tramway rouge, est un endroit rare dans lequel les personnes de tous âges, de tous statuts et de toutes origines trouvent ce qu'elles recherchent. Imaginez que 1 500 000 personnes passent dans cette rue. Si jamais les cafés français vous manquent, vous devez absolument vous rendre dans la rue de « Cezayir » ou la « rue française » qui se trouve derrière le lycée de Galatasaray. Dans cette rue, en général prisée par les touristes, vous aurez la possibilité de boire un verre de vin à petites gorgées ou de manger des plats de la gastronomie française dans un des vingt établissements aux concepts différents. Cette rue comporte également des boutiques qui vendent des disques français ou des parfums français, des galeries de peinture et des magasins de vêtements. Pour avoir une vue splendide d'Istanbul, si vous souhaitez goûter les saveurs de la cuisine du monde puis aller vous défouler sur les pistes, « Leb-i Derya » – qui se trouve au Kumbaracı Yokuşu – ou le dernier étage du bâtiment « Mısır Apartmanı » « 360 » qui se trouve à Beyoğlu et qui accueille de temps en temps des DJ connus, sont vos endroits.

Mais il est aussi possible de se divertir dans des endroits qui offrent une ambiance plus calme et plus sobre comme les cafés d'Asmalimescit, café-bar qui fait salle comble tous les vendredis et tous les samedis. Ces endroits sont appréciés des habitants car on peut s'y détendre en terrasse en pleine semaine. Je trouve qu'il faut absolument faire un petit détour par ces endroits et y prendre un verre avant d'aller voir un concert ou un autre spectacle, même si la plupart du temps, il y a foule.

Le second lieu, qui est noir de monde les soirs d'été et où vous pouvez discuter avec vos amis aux tables qui se trouvent dans la rue et boire un verre, s'appelle Nevizade. Le guide « Ekşisözlük » dit de cette rue qu'elle « appelle à boire du rakı » et qu'elle est « l'endroit unique, capable de vous faire apprécier la foule et le brouhaha des gens », ce qui est véridique.

Cependant, si vous préférez vous amuser dans des endroits plus distingués, vous devez alors vous rendre du côté de Nişantaşı, Bebek, Ortaköy ou Etiler. Même si ces endroits, comme Reina ou Sortie où vous rencontrerez à tous les coups une personnalité connue et où vous pourrez danser face au Bos-

phore, sont très attirants, ils ne manqueront pas de vous faire dépenser des sommes astronomiques durant une soirée. Je vous conseille de sympathiser ou de parler d'entrée de jeu avec les serveurs dans ces endroits où l'addition peut monter en flèche très rapidement par la location des salles « lounge » ou par le simple fait de rester debout autour des tables rondes par exemple.

Pour ceux qui préfèrent s'amuser dans des lieux plus calmes et plus modestes, les cafés-bars du marché de Milli Reasürans, qui est un



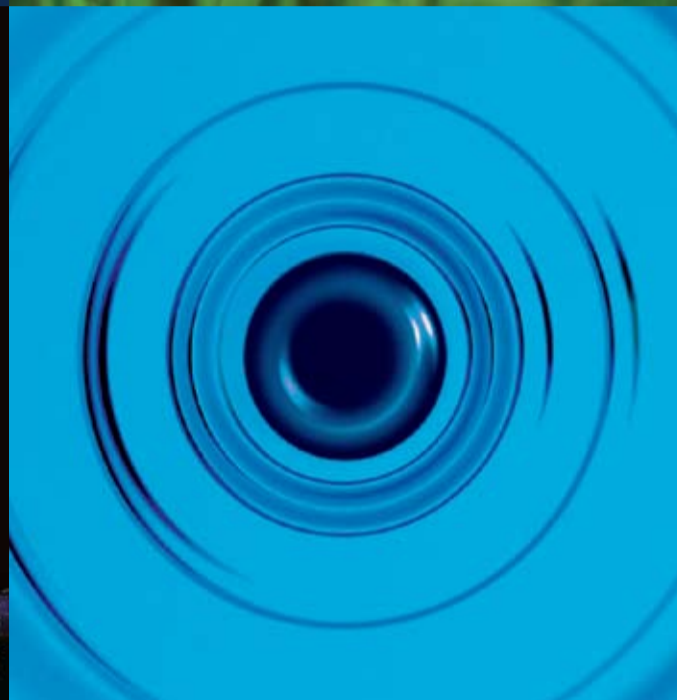
classique de Nişantaşı, seront les endroits idéaux. Quand je dis que ces endroits sont plus calmes, ils le sont si on les compare aux clubs qui ont vue sur la mer, et, de ce fait, paraissent plus éteints par rapport aux clubs. Mais ces endroits sont souvent très animés, notamment par des miniconcerts donnés en direct. Depuis peu, la notion de sortie nocturne a quelque peu changé et les lieux comme les cafés français qui font la réputation de Nişantaşı accueillent désormais des DJ et des personnalités très célèbres. Même si, durant ces soirées, on n'accepte pas n'importe qui, les rues de Nişantaşı restent ouvertes à tout le monde et, d'ailleurs, ne soyez pas étonné si vous croisez un paparazzi avec sa caméra sur l'épaule. Cette vision des soirées qui se terminaient à 5 heures du matin, qui se déroulaient surtout à Etiler et qui a marqué une certaine époque, continue désormais dans un style plus européen à Nişantaşı.

Durant les nuits interminables, il reste encore tellement de choses à faire à Istanbul. Elle est la ville qui accueille le plus d'activités telles que des concerts qui passent du jazz à la musique électronique, de la musique classique turque à la pop turque, des festivals, des pièces de théâtre, des œuvres artistiques... Depuis ces dix dernières années, le nombre des festivals organisés pour les jeunes a énormément augmenté. Autrefois, on écoutait les groupes par le biais des CD ou des cassettes alors qu'aujourd'hui, Istanbul les reçoit durant des jours entiers. Les jeunes se montrent particulièrement friands de festivals musicaux comme Rock n Coke ou Radar Live. Quant aux lieux qui sont les plus prisés et qui accueillent ces artistes pour les concerts, ce sont Kuruçeşme Arena et Santralistanbul. Istanbul est constamment dans une dynamique et c'est pourquoi elle mérite amplement son titre d'Istanbul 2010 Capitale européenne de la culture.

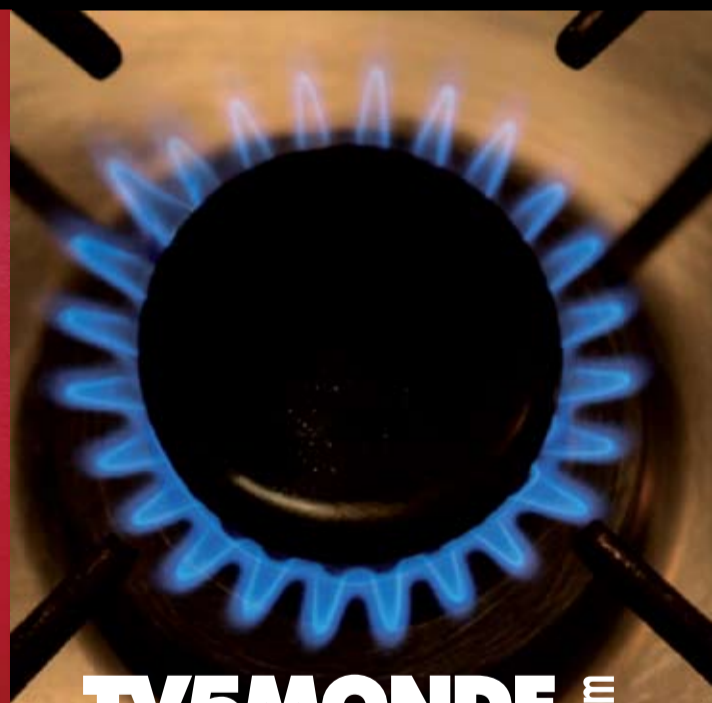
En fait, il existe tant de modes de vie différents – et par conséquent tant de manières diverses de considérer les sorties et les divertissements – dans cette Istanbul que je vois, qu'il est très difficile de tous les énumérer dans cet article, d'autant qu'Istanbul innove continuellement, même si la ville d'Istanbul dans laquelle je vis me paraît toujours identique. Et même si les magasins ou les cafés de ses rues changent souvent, son âme reste indestructible depuis des siècles. Istanbul, qui ne perd jamais rien de sa splendeur et qui laisse dans la tête des gens des souvenirs inoubliables, vous accueillera à bras ouverts avec toute sa retenue et sa tendresse, où que vous soyez.

* Inci kara, journaliste
Photos Thérèse et Gérard Valck





Un monde, des mondes, **TV5MONDE** (s)



TV5MONDE.com

